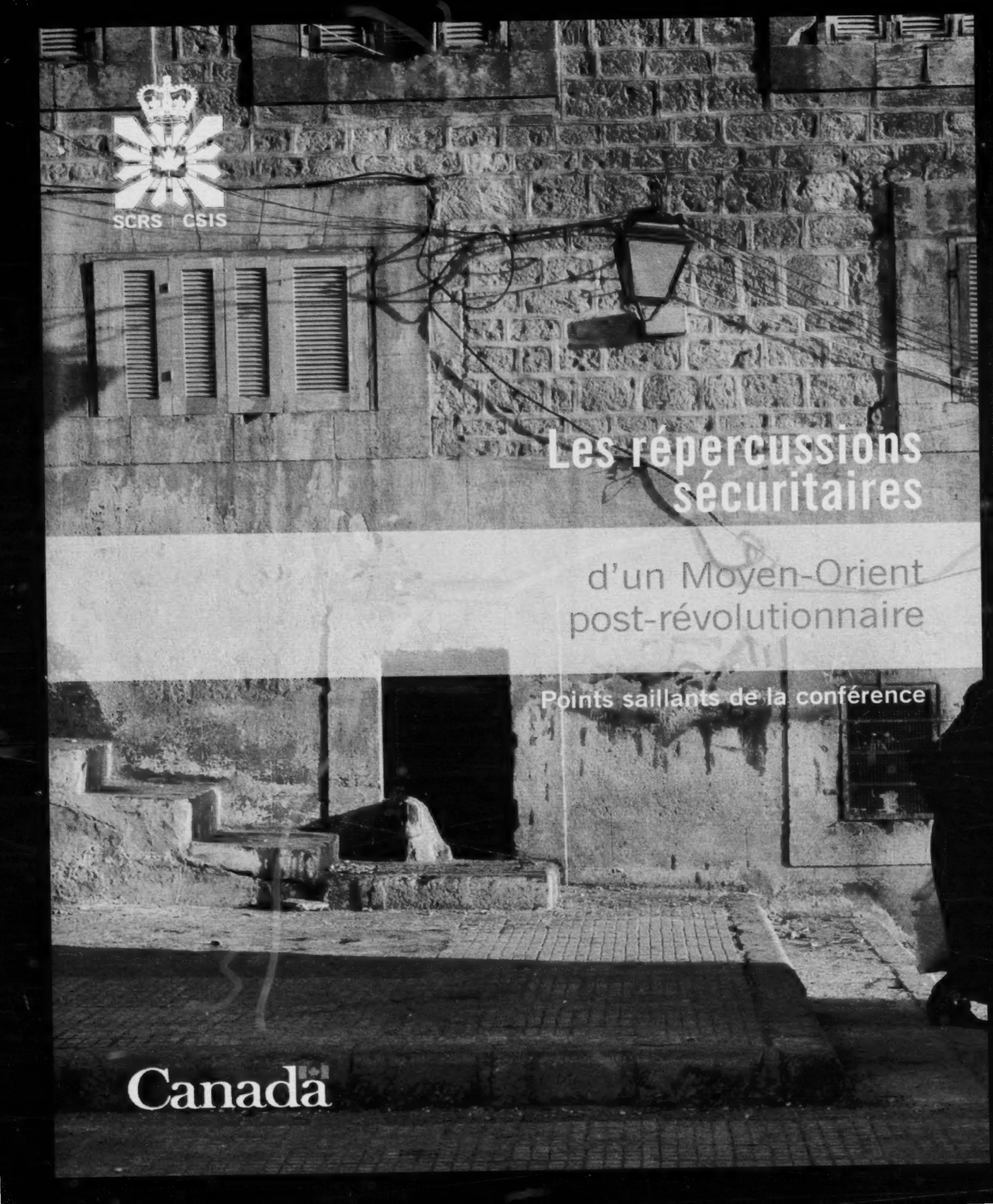
SCRS | CSIS
Les répercussions sécuritaires
d'un Moyen-Orient post-révolutionnaire
Points saillants de la conférence
Canada

Pensez à recycler

Ce document est imprimé avec de l'encre sans danger pour l'environnement

CC BY NC ND

Publication nº 2014-09-02 de la série *Regards sur le monde : avis d'experts*

Le présent rapport est fondé sur les opinions exprimées par les participants et les exposants, de même que sur de courts articles offerts par les exposants à l'occasion d'une conférence organisée par le Service canadien du renseignement de sécurité dans le cadre de son programme de liaison-recherche. Le présent rapport est diffusé pour nourrir les discussions. Il ne s'agit pas d'un document analytique et il ne représente la position officielle d'aucun des organismes participants. La conférence s'est déroulée conformément à la règle de Chatham House; les intervenants ne sont donc pas cités et les noms des conférenciers et des participants ne sont pas révélés.

www.scrs-csis.gc.ca

Publié en septembre 2014
Imprimé au Canada

© Sa Majesté la Reine du chef du Canada

Crédit photo : istockphoto.com

Table des matières

La conférence et ses objectifs 3

Sommaire 5

L'état de l'opposition syrienne armée 13

Les calculs politiques et sécuritaires de Bachar el-Assad 19

Perspectives : Quelles sont les chances de règlement du conflit en Syrie? 23

Politique des centres du pouvoir en Égypte 31

Évaluer les conséquences de la répression des Frères musulmans en Égypte 35

La crise persistante dans le Sinaï 41

Les principales forces à l'origine des politiques laïques au Moyen-Orient 47

Polarisation entre islamistes et non-islamistes en Afrique du Nord 53

Islam et politique au Moyen-Orient 59

À la dérive : l'Arabie saoudite face au changement qui s'opère au Moyen-Orient 63

Calculs politiques et sécuritaires de l'Iran dans la région 69

Réaction d'Israël à l'apparition de zones instables près de ses frontières 75

Conséquences régionales de la renaissance d'al-Qaïda 83

Incidence du mouvement de réfugiés syriens vers la Turquie 89

Incidence du conflit syrien sur le Liban et la Jordanie 95

Retombées des problèmes non résolus en Irak : insurrection sunnite, séparatisme kurde et jeux de pouvoir des élites 101

Influence et stratégie des États-Unis 107

Objectifs de la Russie au Moyen-Orient 113

La politique d'équilibre de la Chine dans le Golfe 123

Notes 129

La conférence et ses objectifs

Les 12 et 13 mai 2014, le programme de liaison-recherche du Service canadien du renseignement de sécurité (SCRS) a été l'hôte d'une conférence abordant des enjeux de sécurité au Moyen-Orient. Tenue selon la règle de Chatham House, la conférence a donné l'occasion aux conférenciers spécialistes et aux participants d'examiner les répercussions sur la stabilité et la sécurité dans la région des troubles en Syrie et en Égypte.

Un groupe impressionnant de chercheurs provenant d'Amérique du Nord, d'Europe et du Moyen Orient étaient au rendez-vous. Les opinions exprimées dans le présent rapport appartiennent aux chercheurs et aux analystes indépendants qui les ont présentées et ne sont pas celles du SCRS. Lancé en 2008, le programme de liaison-recherche a pour objectif de favoriser les échanges entre des professionnels du renseignement et des experts aux origines culturelles variées qui œuvrent dans différentes disciplines au sein d'universités, de fondations, d'organes de presse, d'entreprises privées ou d'autres établissements de recherche, au Canada et à l'étranger. Il se peut que certains spécialistes invités défendent des idées ou tirent des conclusions qui ne concordent pas avec les points de vue et l'expérience du Service, mais c'est précisément dans ces échanges que réside l'intérêt d'une telle conférence.

Sommaire

Les soulèvements populaires de 2011 visant à destituer des dirigeants autoritaires un peu partout au Moyen-Orient et en Afrique du Nord ont provoqué de profondes transformations. Dans les pays où les dirigeants sont tombés, en Tunisie, en Libye et en Égypte, ces bouleversements politiques ont eu différents résultats. Si la Tunisie semble engagée dans un processus de changement institutionnel contesté mais continu, en Libye le processus de transition menace de s'effondrer sous le poids de la lutte pour le pouvoir que les élites se livrent avec acharnement. En Égypte, le premier président islamiste démocratiquement élu a été renversé par l'armée avec l'appui d'une fragile coalition de groupes laïques, de minorités religieuses et de salafistes. Le président Morsi a été remplacé par l'ancien chef des forces armées égyptiennes, et le pays semble être revenu à la longue tradition d'installer des militaires à la barre de l'État. Les résultats sont aussi variés dans les pays où les régimes sont toujours au pouvoir, comme en Syrie et à Bahreïn. La Syrie est plongée dans une guerre civile, et Bahreïn a réussi à casser la mobilisation de sa population chiite. Ailleurs dans la région, par exemple en Irak, au Liban et en Jordanie, la population ne s'est peut-être pas rassemblée pour déposer les élites au pouvoir, mais les soulèvements ont engendré ou aggravé des fractures dans la société.

Que signifient ces transformations pour la sécurité internationale et pour les intérêts occidentaux dans la région? Quels sont les nouveaux vecteurs de l'équation sécuritaire moyen-orientale et se traduisent-ils en menaces ou en possibilités pour l'Occident et ses alliés? Afin de répondre à ces questions, le Service canadien du renseignement de sécurité a été l'hôte les 12 et 13 mai 2014 d'une conférence qui cherchait à recenser les pièges et les promesses de ce nouveau contexte en se concentrant sur la dynamique qui prévaut dans deux pays qui jouent un rôle crucial dans la région : l'Égypte et la Syrie. Les exposés de 22 spécialistes venus de partout dans le monde ont suscité des discussions entre les participants qui ont abouti à plusieurs conclusions importantes résumées sous les rubriques suivantes :

- fragmentation du pouvoir et territoires livrés à l'anarchie;
- sociétés polarisées : viviers de nouveaux djihadistes;
- problèmes nationaux et luttes régionales : des distinctions qui s'estompent;
- menaces, intérêts et contraintes : les réactions des grandes puissances.

Fragmentation du pouvoir et territoires livrés à l'anarchie

Les acteurs des luttes en Syrie, en Égypte et ailleurs ont beaucoup changé. En Syrie, un mouvement insurrectionnel profondément divisé n'a pas réussi à s'unir autour d'un projet commun. Pour essayer de tenir leur territoire, une multitude de groupes locaux d'insurgés ont tenté de miser sur la force du nombre, en créant des coalitions et des blocs et en faisant appel à des sources de soutien à l'extérieur — notamment le Qatar et l'Arabie saoudite. Cependant, ces blocs demeurent faibles et sans substance. Il est révélateur, par exemple, que Jamal Maarouf de l'Armée syrienne libre (ASL) soit aussi présenté comme le chef du Front révolutionnaire syrien (FRS), bien qu'il soit difficile de déterminer s'il occupe bien ce poste. En outre, la création de ces blocs faibles, comme le Front islamique et le FRS, a été accompagnée d'une intensification des conflits entre groupes rebelles, particulièrement entre l'État islamique en Irak et au Levant (EIIL) et le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK).

Pendant ce temps, en Égypte, la décision de l'armée de démanteler le mouvement des Frères musulmans, d'incarcérer bon nombre de leurs dirigeants et de leurs partisans et de leur refuser tout rôle dans la vie politique et socio-économique du pays a engendré une profonde confusion et une crise du leadership dans les rangs de la confrérie. Maintenant que la plupart des dirigeants du mouvement sont en prison ou en exil, les partisans jadis salafistes du parti essaient de profiter de l'occasion pour imposer leur propre leadership aux islamistes. Étant donné la réapparition et la prolifération des groupes extrémistes islamistes menant une guerre de faible intensité contre l'État et ses agents, des attentats sont souvent commis contre des personnalités et des institutions de l'État, particulièrement dans le Sinaï où une multitude de groupes salafistes et takfiristes sont actifs.

Il n'y a pas que les forces de l'opposition qui sont fragmentées. En Syrie, le régime ressemble de plus en plus à l'opposition, et le véritable pouvoir est entre les mains de ceux qui contrôlent le territoire, les ressources et l'information. Les institutions d'État ont été vidées de toute substance, divers détenteurs de pouvoirs rivalisent et s'organisent plus ou moins, et Bachar el-Assad — bien que sa présence offre une apparence de légitimité — a perdu toute influence. Dans les pays voisins, comme l'Irak et le Liban, les institutions étatiques sont considérablement affaiblies, voire sans substance. En Égypte, certains soutiennent que l'État se désintègre parce que ses institutions sont de plus en plus autonomes.

L'affaiblissement des institutions d'État et la fragmentation du pouvoir augmentent le risque que des territoires au Moyen-Orient soient « livrés à l'anarchie », c'est-à-dire que des endroits dans lesquels l'État a perdu tout contrôle réel soient utilisés à d'autres fins par des acteurs non étatiques. Dans la péninsule du Sinaï et dans les régions du nord et du nord-est de la Syrie qui ne sont pas contrôlées par le parti kurde de l'Union démocratique (PDY) allié d'Assad, de tels endroits avoisinent les territoires d'alliés occidentaux comme Israël et la Turquie.

Sociétés polarisées : viviers de nouveaux djihadistes

Il est inévitable de conclure que les sociétés du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord sont de plus en plus polarisées à cause des luttes récentes. Cette polarisation peut se manifester de différentes façons, mais son intensité est vive dans toute la région.

En Syrie, un mouvement contre un régime autoritaire s'est transformé en conflit interreligieux, comme le démontrent le caractère de plus en plus chiite de Damas et le recul de l'opposition laïque par rapport aux mouvements rebelles sunnites. Le conflit syrien a creusé le fossé entre sunnites et chiites au Liban, le Hezbollah se battant aux côtés du régime el-Assad et les dirigeants sunnites du pays appuyant les groupes d'opposition. En Irak, les politiques sectaires du premier ministre Nouri al-Maliki ont mis fin à l'entente politique fragile entre sunnites et chiites. Les chefs tribaux qui étaient la cheville ouvrière du mouvement du Réveil sont actuellement alliés à l'EIIL, qui contrôle maintenant une partie importante du territoire en Irak et en Syrie.

Ailleurs, la société est divisée entre forces islamistes et non islamistes et la polarisation n'en est pas moins intense. En Égypte, le conflit est présenté comme une menace existentielle : le gouvernement est déterminé à détruire le mouvement des Frères musulmans dont les partisans, eux, considèrent l'État comme l'ennemi. La polarisation a été utilisée délibérément comme stratégie de mobilisation, par exemple lorsque les partisans du président Morsi rassemblés dans la mosquée Rabaa al-Adawiya au Caire ont été qualifiés de terroristes et que la mosquée a été prise d'assaut. En Tunisie, les salafistes ont assassiné des politiciens de gauche pour envenimer la crise entre Ennahda et les forces politiques laïques. Depuis que l'Arabie saoudite a décidé d'interdire les Frères musulmans et de les considérer comme une organisation terroriste, la polarisation est devenue un des nœuds du conflit dans la région.

Les sociétés déchirées offrent un terreau fertile à la violence. En Égypte, des campus universitaires sont devenus des incubateurs de violence antigouvernementale. La guerre civile syrienne a donné un second souffle à al-Qaïda, et des combattants étrangers ont afflué dans le pays où ils apprennent à tuer dans un contexte de guérilla urbaine. Un nombre croissant de ces combattants viennent de pays occidentaux et pourraient représenter une grave menace pour la sécurité s'ils rentraient chez eux. Partout dans le monde arabe, l'accroissement de l'impatience et du mécontentement des jeunes Arabes sont les retombées des soulèvements de 2011. La désaffection des sunnites au Liban et les manifestations en Transjordanie attestent des conséquences régionales de ces dynamiques. Même des voisins non arabes, comme la Turquie, sentent la pression, les communautés alévie et alaouite de Turquie s'étant radicalisées contre le parti AKP au pouvoir et étant de plus en plus au tout premier rang des manifestations contre le gouvernement.

Problèmes nationaux et luttes régionales : des distinctions qui s'estompent

L'évolution de la situation au Moyen-Orient atténue les distinctions entre problèmes nationaux et luttes régionales. Cette évidence saute aux yeux dans l'internationalisation du conflit syrien. Le lien entre les politiques nationales et le conflit syrien est aussi manifeste dans les pays voisins, comme l'ont démontré les affrontements à Tripoli, ville du nord du Liban, et la radicalisation des communautés alévie et alaouite de Turquie. Les puissances régionales comme l'Arabie saoudite perçoivent la progression de menaces idéologiques transnationales — la montée des Frères musulmans ou les efforts de démocratisation par exemple — comme des risques existentiels et réagissent en réprimant les dissidents sur leurs territoires. Par contre, la guerre en Syrie a provoqué un rapprochement entre les Kurdes et les Turcs. L'évolution de la situation en Syrie a également affaibli la menace que les manifestants transjordaniens auraient pu représenter pour la monarchie jordanienne.

Les puissances régionales rajustent leurs politiques étrangères en fonction de ces faits nouveaux. Ayant joué le rôle de puissance régionale douce et appris à ses dépens qu'il vaut mieux employer la méthode forte avec les États du Moyen-Orient, la Turquie se rapproche maintenant de ses alliés occidentaux. L'occupation par des extrémistes islamistes de zones instables sur sa frontière et le risque de transfert de substances chimiques et de matériel militaire sophistiqué à des acteurs armés non étatiques comme le Hezbollah ont incité Israël à renforcer son pouvoir de dissuasion tout en essayant de ne pas être entraîné dans le conflit. De

leur côté, les Saoudiens ont aussi privilégié l'endiguement face aux menaces en provenance de l'Irak, mais ils ont choisi de réagir à l'évolution de la situation en Syrie afin de contrer l'influence de l'Iran tout en aidant le général al-Sissi en Égypte à s'assurer une profondeur stratégique contre Téhéran. Comme Israël, l'Arabie saoudite estime que mieux vaut un mal connu, soit le rétablissement de régimes autoritaires, qu'un bien qui reste à connaître. Les deux pays ont également en commun de toujours voir l'Iran comme la principale menace dans la région. Cette communauté d'intérêts n'a cependant pas débouché sur une collaboration : l'augmentation du djihadisme est un sous-produit de la réaction saoudienne, tandis que les autorités israéliennes ont ouvert des voies de communication avec des groupes opposés au Front al-Nosra dans le sud de la Syrie.

Menaces, intérêts et contraintes : les réactions des grandes puissances

Les grandes puissances se positionnent par rapport à l'évolution de la situation au Moyen-Orient, et les politiques intérieures des États-Unis, de la Russie et de la Chine ont une incidence sur la façon dont elles évaluent toutes les trois — quoique différemment — les menaces en provenance de la région.

Le point de vue de Washington est défini par des réalités intérieures structurelles : le gouvernement américain a des problèmes financiers, l'intervention en Irak a épuisé son armée et l'opinion publique est en très grande majorité favorable à une stratégie de repli. Le pragmatisme est la consigne : l'administration américaine pèse soigneusement ses options et classe impitoyablement par ordre de priorité ce qui peut et ne peut pas être fait, ce qui explique qu'elle ait accordé la priorité à la résolution du dossier nucléaire iranien, alors qu'elle est relativement inactive dans le dossier égyptien et très peu engagée en Syrie. De même, la politique de la Russie au Moyen-Orient n'a rien à voir avec la région en tant que telle. Elle vise plutôt à favoriser un contexte international dans lequel l'intervention dans les affaires des États souverains devient impossible (sauf dans le cas des anciennes républiques soviétiques) et où le système russe de gouvernance politique peut durer. La Russie devrait avoir une population à majorité musulmane dans 50 ans. De ce point de vue, le plus important sujet de préoccupation de Moscou est la montée du djihadisme au Moyen-Orient. Dans l'esprit des Russes, il existe des liens clairs entre l'Arabie saoudite, le wahhabisme, le radicalisme en Tchétchénie et les États-Unis. La Russie redoute donc un vide politique en Irak et en Syrie et partage les craintes d'Israël face au djihadisme. De son côté, la Chine est motivée par sa dépendance à l'égard des ressources

énergétiques du Moyen-Orient. Cependant, les relations sino-américaines restent au cœur de la réflexion stratégique chinoise et Beijing est moins intéressé à comprendre les sociétés d'une région à problèmes qu'à parvenir à un équilibre entre ses besoins énergétiques et son désir d'éviter un conflit avec les États-Unis.

Les évaluations de la menace axées sur la situation intérieure et sur les contraintes structurelles débouchent sur ce qui peut sembler être des opinions incohérentes de la part des puissances étrangères. Les États-Unis traitent l'Iran différemment selon que l'enjeu en question est lié aux pourparlers sur le programme nucléaire de Téhéran ou au conflit syrien. La position de la Russie à l'égard de la Syrie peut sembler opportuniste, mais témoigne d'une tentative de maintenir une distinction nette entre les affaires intérieures et extérieures. Quant à la Chine, qui partage le scepticisme de l'Iran au sujet des États-Unis et a entretenu des relations de longue date avec l'Empire perse, elle accorde néanmoins plus d'attention à l'Arabie saoudite, son partenaire commercial préféré dans la région.

Pour que les obstacles structurels, occidentaux surtout, à une intervention puissent être levés, permettant une intervention stratégique décisive et plus visible, il faudrait que les menaces en provenance du Moyen-Orient soient considérées comme existentielles ou qu'elles aient une incidence sur les intérêts fondamentaux des grandes puissances. Cela pourrait arriver si la production pétrolière était perturbée en Libye et en Irak ou si d'autres régions productrices de pétrole risquaient de tomber entre les mains des djihadistes. Cela pourrait aussi tenir lieu d'arguments additionnels en faveur de la conclusion d'une entente dans le dossier nucléaire iranien.

Les répercussions sécuritaires d'un Moyen-Orient post-révolutionnaire

L'état de l'opposition syrienne armée

Le soulèvement en Syrie se transforme peu à peu en une insurrection particulièrement complexe. D'un point de vue politique, le discours de la lutte « nationale » contre le régime el-Assad domine, mais les milices rebelles qui ont été créées sous forme d'unités locales sont souvent confinées sur le plan géographique et semblent incapables de se débarrasser de leurs intérêts particularistes. Comme la guerre traîne en longueur, les milices ont été attirées dans l'orbite d'acteurs régionaux et internationaux qui leur fournissent des fonds et des armes et qui encouragent les tentatives d'unification des rebelles, mais coordonnent rarement ces efforts.

Le mouvement d'insurrection contre el-Assad reste divisé en des centaines de groupes provenant de la population arabe sunnite, même si la communauté kurde s'est elle aussi militarisée pour d'autres raisons. À la fin de 2012, les idéologies islamistes étaient prédominantes dans le courant majoritaire arabo-sunnite de la révolte. Le djihadisme salafiste pur et dur était une force importante, mais nullement prépondérante. En 2013, des acteurs internationaux dans le Golfe et en Occident ont cherché à amorcer des contre-mouvements en armant des groupes non idéologiques et des « islamistes mous » et en les subordonnant à des personnalités laïques parmi les dirigeants de la nouvelle Armée syrienne libre (ASL) et de l'opposition en exil soutenues par l'étranger.

À la fin de 2013, les insurgés ont commencé à se regrouper en plus gros blocs. L'évolution de la situation sur la scène régionale — par exemple l'accord sur les armes chimiques conclu entre les États-Unis et la Russie en septembre 2013, le pari subséquent du processus de paix de Genève II et les hauts et les bas de la rivalité entre l'Arabie saoudite et le Qatar — semble avoir eu une incidence sur les sources de financement en Syrie et par conséquent sur le comportement des rebelles. Plus particulièrement, l'augmentation des dépenses de l'Arabie saoudite et des Émirats arabes unis semble avoir permis une résurgence tardive de groupes désireux de se distancier du salafisme militant.

Il est impossible de classer méthodiquement par catégories les groupes d'insurgés en Syrie parce qu'un grand nombre d'alliances se chevauchent et que des groupes se scindent et fusionnent pour des raisons obscures. Les déclarations idéologiques publiques ont tendance à être à la fois floues et opportunistes. Il serait toutefois envisageable de tracer le spectre des allégeances politiques des factions insurgées : il y aurait à une extrémité les factions de type ASL, qui sont plus étroitement influencées

par des gouvernements étrangers, et à l'autre extrémité, des groupes totalement indépendants et même inscrits sur les listes des entités terroristes.

Les groupes d'insurgés syriens

Armée syrienne libre (ASL) : Il convient d'utiliser l'étiquette « ASL » avec prudence. Dans ce cas-ci, elle renvoie à un « réseau de réseaux » créé au cours d'une conférence à Antalya, en Turquie, en décembre 2012. Les institutions mises sur pied lors de cette conférence servent depuis de superstructure politico-militaire syrienne pour les mécanismes de financement internationaux assurés entre autres par les États du Golfe, la Turquie et les États-Unis.

La décision du Conseil militaire suprême de l'ASL de désigner le brigadier-général Abdel al-Ilah al-Bachir al-Noeimi comme nouveau chef de l'état-major général de l'ASL, sa haute direction, a provoqué une scission parmi les dirigeants en exil de l'ASL en janvier 2014. Cette décision a été soutenue par la Coalition nationale et le Gouvernement intérimaire, c'est-à-dire l'opposition politique approuvée par la communauté internationale, mais le refus de démissionner du chef en titre, le lieutenant-général Salim Idriss, a divisé les dirigeants de l'ASL.

Les réseaux internationaux à la base de l'ASL semblent alimenter une bonne partie de l'insurrection, mais une minorité de factions seulement semblent s'être ralliées totalement à leurs commanditaires ou reconnaître invariablement les institutions de l'ASL. Ces factions sont :

- le Front révolutionnaire syrien, déclaré en décembre 2013 par des groupes essentiellement non idéologiques de l'ASL associés à l'Arabie saoudite, fortement soutenu et financé depuis;
- le mouvement Hazm, créé par une fusion d'anciens groupes associés à l'ASL en janvier 2014;
- plusieurs factions de l'ASL dans le sud du pays associées à un réseau d'approvisionnement international administré à partir de la Jordanie, dont la brigade Yarmouk.

Les alliances pseudo-ASL et islamistes locales : De nombreuses factions semblent généralement alignées sur l'ASL et dépendent souvent, du moins en partie, de ses réseaux d'approvisionnement, mais défendent aussi une identité plus indépendante et idéologique — habituellement un type quelconque d'islamisme — et pourraient avoir d'autres sources de soutien. Les principaux exemples sont :

- l'union islamique Ajnad al-Sham, alliance créée en novembre 2013 par des groupes de la campagne de Damas, enracinée dans les traditions islamistes locales;
- l'armée des Moudjahidines, créée par des rebelles d'Alep en janvier 2014 pour lutter contre l'État islamique en Irak et au Levant (EIIL). Une faction importante appelée les brigades Noureddin Zinki (voir ci-dessous) a quitté l'armée des Moudjahidines en mai 2014. Au moins certains des groupes restants sont liés aux Frères musulmans;
- le Front Asala wa al-Tanmiya, créé à la fin de 2012 et financé par des groupes salafistes quiétistes pro-saoudiens dans le Golfe. Il comprend quelques factions assez importantes, comme les brigades Noureddin Zinki et la brigade Ahl al-Athar, mais semble inefficace comme force politique;
- des alliances commanditées par les Frères musulmans, dont les Boucliers de la révolution et Failaq al-Sham, cette dernière étant une réorganisation du soi-disant Comité de protection des civils.

Le Front islamique : Puissante alliance dirigée par les salafistes, formée en novembre 2013 par quelques milices islamistes syriennes plus nombreuses. Le Front n'a pas encore été capable de réaliser toutes ses aspirations — fusionner toutes les factions membres sous une seule direction et devenir le porte-étendard incontesté de la rébellion — en grande partie à cause d'un conflit dévastateur avec l'EIIL et de la montée de factions rivales comme le Front révolutionnaire syrien. Ses groupes membres les plus importants sont :

- le mouvement islamique Ahrar al-Cham : groupe de coordination islamiste relevant de dirigeants salafistes, particulièrement actif dans les provinces d'Idlib et de Hama, mais ayant des affiliés dans tout le pays. Idéologiquement dominant à l'intérieur du Front;
- la brigade Tawhid : grand groupe de l'arrière-pays d'Alep qui était officiellement aligné sur l'ASL et semblait être soutenu par les Frères musulmans, mais qui semble maintenant avoir opté pour le camp salafiste;
- l'Armée de l'islam : le plus grand groupe de la région de Damas, basé à Douma, dirigé par Mohammed Zahran Alloush.

Les groupes salafistes indépendants : Il existe plusieurs factions salafistes indépendantes, souvent petites et comportant un nombre élevé de combattants étrangers, surtout dans le nord de la Syrie. Bien qu'elles ne soient pas alignées officiellement, elles ont souvent tendance à avoir des sympathies pour le Front al-Nosra ou pour l'EIIL. Ces factions

comprennent le Jaish al-Sham (Idlib; Syriens), le mouvement Cham al-Islam (Lattaquié; Marocains), le Junoud al-Cham (Lattaquié; Tchétchènes), l'Alliance Muhajirin wal-Ansar (Idlib-Hama; ressortissants de divers pays du Golfe, Libyens et Syriens) et Jound al-Cham (Homs; Libanais, Palestiniens).

Front al-Nosra : Puissant groupe syrien affilié à al-Qaïda qui a récemment activé une petite section libanaise. Composé de Syriens et de combattants étrangers, le Front al-Nosra cherche à faire partie intégrante de l'insurrection islamiste plus large, travaillant en étroite collaboration avec des groupes du Front islamique et avec d'autres factions religieuses et évitant généralement de provoquer inutilement d'autres rebelles.

État islamique en Irak et au Levant (EIIL) : Actif en Irak et en Syrie et présent depuis peu au Liban, l'EIIL, faction dissidente irako-syrienne d'al-Qaïda, compte beaucoup sur les combattants étrangers. Contrairement au Front al-Nosra, l'EIIL défend énergiquement ses intérêts et cherche à contrôler le territoire. Ses relations avec les autres groupes rebelles s'étant détériorées pendant le deuxième semestre de 2013, tous les groupes rebelles importants dans le nord de la Syrie se sont retournés contre l'EIIL en janvier 2014. L'EIIL a maintenant été expulsé du nord-ouest de la Syrie, mais reste bien implanté le long de l'Euphrate et parmi les insurgés en Irak, où il contrôle une grande partie du territoire.

Les Kurdes : La lutte politique des Kurdes de Syrie est complexe et n'a surtout rien à voir avec les tendances du soulèvement arabe. Sur le terrain, un mouvement est dominant : le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) qui a vu le jour en Turquie, mais est basé en Irak et qui a mis sur pied plusieurs organisations de façade syriennes, dont deux sont armées : les Unités de défense du peuple (YPG) et une force de police civile appelée Asayish. Ces organisations partagent l'idéologie laïque de gauche du PKK et emploient de nombreuses combattantes. Le réseau syrien du PKK comprend aussi une petite composante chrétienne syriaque.

Répercussions sur la scène régionale

En mai 2014, seulement deux groupes armés en Syrie avaient officiellement revendiqué des attentats commis à l'extérieur du territoire syrien, au Liban en fait : le Front al-Nosra et l'EIIL. Les effets des divergences entre les djihadistes sont difficiles à prévoir : si les opérations menées ailleurs peuvent être attirantes parce qu'elles servent d'outil de propagande, elles auront aussi sûrement pour conséquence d'accroître

les pressions exercées par la communauté internationale sur le nouveau refuge des djihadistes dans le nord de la Syrie. À l'échelle régionale, la scission d'al-Qaïda pourrait être un facteur d'expansion, parce qu'elle oblige les deux factions à se faire concurrence pour exercer une influence sur les alliés éventuels dans les pays limitrophes. Dans ce contexte, il convient de signaler que le Front al-Nosra et l'EIIL ont commencé à revendiquer la responsabilité d'attentats commis au Liban à peu près en même temps. Il est également probable qu'al-Qaïda essaiera de se réorganiser en Irak, vraisemblablement en comptant sur l'appui du Front al-Nosra en Syrie.

À l'échelle régionale, la scission d'al-Qaïda pourrait être un facteur d'expansion, parce qu'elle oblige les deux factions à se faire concurrence pour exercer une influence sur les alliés éventuels dans les pays limitrophes.

Plusieurs autres groupes rebelles sont directement affiliés à des groupes politiques étrangers, les plus évidents étant ceux qui sont soutenus par les Frères musulmans et le PKK. La dépendance des rebelles syriens à l'égard du financement de l'extérieur rend la situation propice à l'exploitation internationale et au conflit par procuration. De toute façon, plus les frontières de la Syrie avec l'Irak et le Liban deviennent floues et les islamistes favorables aux rebelles dans le Golfe se mobilisent, plus le conflit risque de s'internationaliser.

Les calculs politiques et sécuritaires de Bachar el-Assad

L'opinion courante veut que le régime syrien soit en train de gagner, ce qui pousse les gens à s'intéresser à sa stratégie et à en débattre, alors qu'en fait il n'est pas en train de gagner, il n'a pas de stratégie et il n'est même pas un régime dans le sens traditionnel du terme. Le régime syrien actuel est en fait une structure du pouvoir à peu près distincte des institutions de l'État. Si ces dernières donnent toujours une impression de résilience, elles sont toutefois complètement dysfonctionnelles et déresponsabilisées. La structure du régime syrien n'est pas hiérarchique et verticale, mais plutôt horizontale et changeante. Somme toute, le régime n'est qu'une constellation d'individus qui se sont taillés une place dans le système grâce à leur habileté à fournir (par des moyens institutionnels ou autres) de la main-d'œuvre pour contrôler certaines portions du territoire et à avoir accès aux ressources (généralement en éliminant leurs concurrents). Ces individus s'organisent et rivalisent à l'intérieur d'un système dans lequel le pouvoir et la légitimité sont maintenant principalement dévolus à la base. L'accès direct et fréquent au président el-Assad, qui était autrefois un important catalyseur et une façon de mesurer l'influence au sein du régime, n'est plus qu'une considération secondaire. Ainsi, les principaux *chabbiha* et autres seigneurs de la guerre n'ont pas vraiment besoin de le connaître pour se tailler un fief.

Le régime syrien actuel est en fait une structure du pouvoir à peu près distincte des institutions de l'État. Si ces dernières donnent toujours une impression de résilience, elles sont toutefois complètement dysfonctionnelles et déresponsabilisées.

El-Assad occupe toujours une place prépondérante dans cette constellation pour différentes raisons. Premièrement, sa présence est indispensable pour préserver la fiction de l'État et donc la cohésion globale du régime et sa légitimité aux yeux de ses sympathisants. Sans lui, le régime ressemblerait à l'opposition : un assemblage confus de milices qui se battent non seulement pour leur survie, mais aussi pour le butin. En règle générale, la famille au pouvoir tire sa force de la faiblesse des institutions du régime, qui pourraient facilement s'effondrer. Deuxièmement, el-Assad a tous les atouts dans son jeu en ce qui a trait à la politique étrangère : il est perçu dans son pays comme un intervenant astucieux dans ce domaine et considéré par ses alliés comme un mal nécessaire et un « idiot utile ». Troisièmement, el-Assad est le seul au sein

du régime à avoir plus ou moins une vue d'ensemble des éléments disparates qui le composent : les différents organes le renseignent mal jusqu'à un certain point, mais ils demeurent cantonnés dans leur rôle et, par conséquent, en position de faiblesse relative.

Cela dit, el-Assad ne commande pas vraiment le respect de ses troupes et n'a pas tellement d'emprise sur elles. Il n'arrive pas à exercer le peu d'autorité qu'il a : à l'heure actuelle, son leadership consiste, en gros, à tolérer les tendances de ceux qui se battent pour lui et à couvrir leurs agissements. Le plan d'action du régime témoigne, dans une large mesure, de ces tendances émergeant de la base qui façonnent le mode d'élaboration des politiques du régime (il n'y a ni vision stratégique ni processus de consultation). Il est inutile d'ordonner aux services de sécurité de tirer sur les gens aux funérailles, aux *chabbiha* de commettre des massacres, aux forces armées de larguer des barils d'explosifs ou aux partisans d'arborer l'attirail d'inspiration chiite. De nos jours, ces idées fusent de la base et se répandent à l'intérieur d'une vision du monde et d'une culture unificatrices — une philosophie largement partagée. El-Assad ne gagnerait simplement rien à aller à contre-courant. (Ses alliés eux s'abstiennent d'user de leur influence pour freiner les tactiques les plus préjudiciables de son régime et ne l'incitent pas à le faire.)

El-Assad reste une énigme, et les idées reçues auxquelles il est habituellement associé aident effectivement à comprendre ses desseins. Il n'est ni délirant ni naïf, mais plutôt cynique et suffisant. Il n'est ni stupide ni brillant, bien qu'il croie avoir une intelligence hors du commun. Il est à la fois pleinement conscient de la nature même du régime qu'il dirige et convaincu par le discours alambiqué qu'il tient pour justifier chacun de ses crimes, de ses faiblesses et de ses échecs. Il est possible qu'il soit manipulé par les acteurs de la structure du pouvoir, mais il est lui-même passé maître dans l'art de la manipulation et il se révèle impitoyable lorsqu'il lui faut protéger son propre poste. Il n'a pas été parachuté là, il est le produit du noyau dur du régime; il a néanmoins plusieurs couches de vernis qui impressionnent souvent ses interlocuteurs occidentaux au cours de rencontres privées. El-Assad n'est pas obsédé par l'idée de s'approprier l'héritage de son père; il a la comparaison en horreur et s'efforce de se distinguer de lui. Il est fondamentalement différent à bien des égards : il comprend mal son peuple et le méprise, il apporte une mentalité de nouveau riche et d'enfant gâté à l'exercice du pouvoir, il craint les personnalités fortes dans son entourage et réunit des faibles autour de lui, il fait de la microgestion au lieu de déléguer et il ne cherche jamais à trouver un compromis, qu'il soit en position de force ou de faiblesse.

La meilleure façon de comprendre son style de leadership depuis le début du soulèvement est peut-être d'examiner ce sur quoi il choisit de se concentrer. Il est clair que faire disparaître les clivages dans la société syrienne et analyser les causes de la crise (sur le plan intérieur) sont les moindres de ses priorités. L'instinct du régime à cet égard a été de réprimer vigoureusement les formes plus pacifiques de manifestation d'un désaccord, d'investir dans la déformation et la radicalisation de l'opposition, puis de tout mettre sur le dos de l'autre camp et de se servir du conflit pour rallier des appuis tant au pays qu'à l'étranger. Rien n'indique qu'Assad a dirigé l'élaboration et la mise en œuvre de cette stratégie, mais il y souscrit.

La cohésion interne du régime étant sa préoccupation première, comme le laissent entendre les propos qui précèdent, il lui a fallu transformer le soulèvement en conflit existentiel du point de vue des alaouites. Sa deuxième priorité est de consolider ses alliances externes, ce qu'il fait au moyen d'un mélange de chantage (agitant le risque d'un effondrement total) et de servilité (au point de renoncer à toute notion de souveraineté). Enfin, il a toujours l'œil sur la dynamique au sein de la communauté internationale, qu'il considère comme un critère décisif de survie.

Ses perceptions de la géopolitique et de la communauté internationale sont fondées sur ses expériences antérieures. Il a appris qu'une « stratégie gagnante » peut consister simplement à survivre aux critiques, aux pressions et aux menaces jusqu'à ce que l'humeur ait changé en faveur du régime. C'est ainsi qu'il a fait face aux critiques qu'il s'est attirées à l'échelle internationale lorsqu'il a réprimé le printemps de Damas au début des années 2000, aux menaces que représentait le programme néoconservateur américain de l'Irak vers 2003 et à la crise au Liban depuis 2005. Il présume en fin de compte que « le monde lui reviendra », qu'il suffit de tenir bon suffisamment longtemps.

Il est aussi persuadé de disposer de la marge de manœuvre dont il a besoin pour continuer d'appliquer son plan d'action étant donné l'ambivalence occidentale, la détermination de ses alliés, la polarisation de la communauté internationale et l'impasse actuelle. Observateur attentif des affaires étrangères, il croit que les États-Unis sont entrés dans une nouvelle ère d'isolationnisme et que le système de gouvernance international dominé en grande partie par Washington se défait. Pour encourager les tergiversations occidentales, il a intensifié très progressivement la violence du régime — il a franchi chacun des seuils possibles, mais sur une période relativement longue. En même temps, il a augmenté le prix à payer pour poursuivre le conflit — ampleur des

souffrances de la population et radicalisation de la société —, tout en privant systématiquement ses adversaires de la solution simple qu'ils semblaient souhaiter désespérément, comme son désistement ou la recherche d'une solution politique. Cette inflexibilité est sans doute la marque la plus claire du style personnel d'Assad dans la façon dont le régime a géré l'ensemble de la crise.

Un examen des calculs politiques et sécuritaires d'Assad soulève aussi la question des calculs politiques et sécuritaires de ses adversaires. Le régime est engagé dans une lutte pour sa survie. Il a serré les rangs et il peut compter sur l'appui inébranlable et pratiquement illimité de ses alliés dans cette lutte qui s'annonce longue. Il fait également le pari que l'augmentation de la radicalisation obligera ses détracteurs à accepter la situation actuelle. Face à cette réalité, bon nombre se sont contentés de vœux pieux : qu'Assad se révélerait être un leader altruiste, que le régime s'effondrerait, qu'une opposition de fortune élaborerait une solution de rechange provenant de la base, que les Russes ou les Iraniens ne resteraient pas campés sur leurs positions, qu'Obama changerait d'avis ou que le régime dénouerait la crise d'une manière ou d'une autre. Trois ans plus tard, il est temps de regarder ce régime dans les yeux et de commencer à planifier la façon d'y faire face tel qu'il est réellement, en tenant compte des autres années de misère à l'horizon.

Perspectives : Quelles sont les chances de règlement du conflit en Syrie?

Les acteurs de la révolution en Syrie s'efforcent d'atteindre leurs objectifs depuis le 15 mars 2011, mais les manifestations organisées partout au pays ont dégénéré en guerre totale. D'après les estimations, le conflit aurait déjà fait plus de 160 000 morts, dont des enfants et des femmes, et plus de 680 000 blessés et aurait déplacé plus de la moitié des 23 millions d'habitants. Environ 250 000 personnes seraient coincées dans des communautés assiégées, d'après Valerie Amos, Secrétaire générale adjointe aux affaires humanitaires et Coordonnatrice des secours d'urgence des Nations Unies (ONU). Le bilan s'est considérablement alourdi l'an dernier, le cycle de violence ayant viré au carnage et déchirant le pays et sa population. La Syrie semble enlisée dans un long et insoluble conflit.

La religion à titre d'instrument de la réalpolitique : les acteurs locaux et externes

En Syrie, les dissensions interreligieuses sont le résultat et non la cause de la guerre. Les premiers soulèvements, de simples mouvements populaires pacifiques et inclusifs visant à obtenir une justice sociale et économique, représentaient une menace grave pour le régime : ils étaient empreints de légitimité et soutenus par un puissant discours. La stratégie de départ du régime a donc été d'en faire un conflit militaire et interreligieux. Au cours des trois dernières années, l'opposition au régime est passée de la révolte non violente à l'insurrection armée. À l'intérieur de ce mouvement de résistance armée, bon nombre se sont tournés vers la religion pour puiser des forces et se mobiliser. Les bailleurs de fonds de l'extérieur ont d'ailleurs joué un rôle crucial en renforçant cette tendance à passer de la laïcité à l'extrémisme.

Les bailleurs de fonds de l'extérieur ont d'ailleurs joué un rôle crucial en renforçant cette tendance à passer de la laïcité à l'extrémisme.

La révolution laïque en Syrie est tragiquement devenue le nouveau djihad ou guerre sainte du siècle, bien que les djihadistes étrangers ne représentent encore qu'un petit pourcentage de l'opposition armée. D'après l'ONU, il y aurait environ 7 000 combattants étrangers en Syrie. Dans l'ensemble, une centaine de groupes rebelles mèneraient des

opérations contre les forces du régime un peu partout au pays. Les deux principaux groupes djihadistes, l'État islamique en Irak et au Levant (EIIL) et le Front al-Nosra (*Jabhat al-Nosra fi Bilad el-Cham*), intensifient leur lutte pour le pouvoir dans les provinces d'Alep, de Hassaké, de Raqqa et de Deir ez-Zor dans l'est du pays. Ils collaborent parfois avec des groupes salafistes (comme Arar al-Cham) ou des groupes non djihadistes au sein du Conseil militaire d'Alep.

Le régime est toujours maître de l'armée et des forces de sécurité, malgré l'augmentation du nombre des défections au profit de l'Armée syrienne libre (ASL), estimé à 10 000 ou 20 000 sur une armée de 200 000. Le fractionnement de l'armée — fréquent en période de révolution — ne s'est toujours pas concrétisé. Un Conseil militaire suprême (CMS) dirigé par le général Salim Idriss a néanmoins été créé en novembre 2012, et des secteurs proches de la frontière turque autour d'Idlib et de Raqqa, ainsi que dans les provinces de Damas et d'Alep, échappent toujours au contrôle gouvernemental.

Le véritable fossé n'est pas religieux ou interconfessionnel, mais géopolitique. Le grand jeu qui se joue en Syrie oppose, d'une part, une vaste coalition d'intérêts américains, israéliens, saoudiens, qataris et turcs et, d'autre part, le régime el-Assad, la Russie, l'Iran et le Hezbollah. Le gouvernement iranien voit dans le maintien du régime el-Assad à Damas une partie de sa propre survie plutôt qu'une occasion d'exporter son programme d'inspiration chiite. Soutenu par les États-Unis, Israël est déterminé à briser cet « axe de résistance » et profite de la crise syrienne pour isoler et affaiblir l'Iran. La Russie veut éviter d'autres changements de régime après l'intervention en Libye. Le gouvernement du Parti de la justice et du développement (AKP) en Turquie est impatient de renforcer son leadership religieux et politique dans la région. Enfin, en finançant des groupes sunnites radicaux en Syrie, les États du Golfe ont trouvé une occasion en or d'affaiblir Téhéran dans le Golfe à peu de frais grâce au bourbier syrien.

Les pourparlers de paix de Genève : ce qui n'a pas fonctionné

Après des mois de délibérations, les pourparlers de Genève II ont obligé les deux parties (le régime et les groupes d'opposition) à s'asseoir à la table de négociation, mais ne sont pas parvenus à résoudre pacifiquement le tragique conflit syrien. Cet échec peut être attribué à diverses causes : la nature et les paramètres de la médiation, le cadre de négociation, les stratégies déployées avant, pendant et après les négociations et le rôle des tiers.

1. Un langage ambigu

Tenus en février 2014, les pourparlers de Genève II découlaient du communiqué du 30 juin 2012 dit de Genève I, fruit d'un compromis russo-américain. Le plan appelait à la mise en place d'un organe de gouvernement transitoire investi des pleins pouvoirs exécutifs, formé sur la base du consentement mutuel qui pourrait comprendre des membres de l'actuel gouvernement et de l'opposition ainsi que d'autres groupes. L'objectif était de superviser les élections et d'assurer une transition pacifique. Pour ouvrir la voie à l'appui de la Russie, les auteurs du plan avaient omis de mentionner la fin du régime el-Assad ou les noms des groupes d'opposition. Cette ambiguïté a permis à la Russie d'exercer son droit de veto, et au régime de poursuivre sa guerre d'attrition.

2. L'absence de formule de négociation convenue : déclarations et positions

La conférence de Genève II avait été organisée dans le but de négocier une entente entre le gouvernement syrien et l'opposition en vue de la mise en œuvre de toutes les dispositions du communiqué de Genève. Il n'y a cependant pas eu de négociations préalables du cadre et de la formule des discussions. Les représentants du gouvernement syrien sont restés campés sur leur position pendant toute la conférence, insistant sur la nécessité de lutter contre le terrorisme et refusant d'ouvrir le dialogue avec les membres de l'opposition. Ils ont qualifié leurs interlocuteurs de terroristes et les ont accusés de ne pas avoir de programme national. De son côté, la Coalition nationale des forces de la révolution et de l'opposition syrienne avait été réticente à entreprendre des pourparlers avec des représentants du régime et s'est discréditée auprès de certains combattants sur le terrain par sa présence à la table. Elle a néanmoins présenté un document en 22 points sur le règlement du conflit prévoyant un cessez-le-feu, un échange de prisonniers et l'établissement d'un organe de gouvernement transitoire parallèlement à la lutte contre le terrorisme. Elle a aussi été jointe à la table par les représentants de certains des groupes rebelles armés. La Coalition a même renoncé à sa condition préalable relative à la destitution du président syrien. Les groupes de l'opposition ont donc semblé plus conciliants, stratégie qui a renforcé leur crédibilité auprès de la communauté internationale, mais leur a coûté des appuis intérieurs sans leur apporter le moindre gain à la table de négociation.

3. La faiblesse de la médiation (ou l'incapacité du médiateur de changer la donne)

S'il n'existe pas de « façon optimale » de résoudre un conflit, le médiateur doit à tout le moins éviter d'envenimer la situation. D'après la théorie de la négociation, un conflit est considéré comme mûr lorsque les parties se retrouvent dans une impasse mutuellement dommageable. L'idéal est alors d'entreprendre des cycles de négociation des droits et des intérêts des parties et de gérer la répartition du pouvoir. Il existe différents styles de médiation : facilitation, formulation ou manipulation. S'il adopte une stratégie de facilitation, le médiateur fait en sorte que les acteurs aient accès à toutes les informations nécessaires pour trouver le meilleur éventail possible de résultats mutuellement préférables. S'il opte pour une stratégie de formulation, le modérateur peut faire sortir les négociations de l'impasse en amenant les parties à envisager, et peut-être même à accepter, de nouvelles résolutions possibles. Enfin, la méthode de la médiation par la manipulation vise à tenter de repousser les limites de chaque acteur, augmentant de ce fait les chances que les deux parties soient capables de trouver des solutions de rechange à l'intérieur d'une zone d'accord plus large. La médiation qui fait appel à la formulation et à la manipulation est étroitement associée à la conclusion des ententes officielles. La médiation par la manipulation est plus efficace pour calmer une crise et protéger un accord. S'ils ont suffisamment de pouvoir, les médiateurs manipulateurs peuvent jouer « de la carotte et du bâton » et augmenter le prix à payer dans l'immédiat pour poursuivre le conflit et ultérieurement pour ne pas respecter l'accord. Dans le cas de la Syrie, Lakhdar Brahimi a reçu des Nations Unies le mandat de jouer un rôle de facilitateur alors que le conflit nécessitait plutôt de la formulation et de la manipulation. Le médiateur n'a pas réussi non plus à avoir une incidence sur la phase post-négociations.

Perspectives : assurer une solide médiation, retirer la dimension religieuse de l'équation et appliquer une double stratégie militaire et diplomatique

Une vision responsable et à long terme préparerait à une transition politique dans l'espoir de rétablir la paix et de stabiliser et de réunifier le pays. Une combinaison de démarches en amont et en aval pourrait aider à façonner un avenir viable pour la Syrie en tenant compte des responsabilités de toutes les parties et en planifiant une réconciliation nationale. La voie à suivre réside dans l'application efficace d'une double stratégie, à la fois diplomatique et militaire, et dans le retrait de la

dimension religieuse de l'équation, tant dans les discours que dans les pratiques.

1. Influencer la « meilleure solution de rechange » (MSR) des parties : les perceptions et les intérêts des acteurs directs et indirects

Pour que l'intervention d'un tiers soit plus efficace, il faut que le prix à payer pour ne pas conclure un accord ou pour maintenir le statu quo (la MSR des parties) soit plus élevé que celui de la résolution du conflit en cours. Une stratégie efficace pour les acteurs externes serait d'influencer les solutions de rechange et les perceptions en appliquant avec fermeté des stratégies diplomatiques et militaires. Le temps étant source de pouvoir, les intervenants de l'extérieur devraient rendre toutes les parties impatientes de conclure une entente.

Le régime el-Assad : cohésion du régime et conséquences de la révolte

Les spécialistes s'entendent généralement pour dire que l'armée et les forces de sécurité sont toujours loyales. Le régime ne semble pas sur le point de s'effondrer, surtout après avoir récemment repris le contrôle de la ville de Homs, au cœur de l'insurrection armée. Tant que le régime el-Assad sera sûr d'arriver à un résultat militaire favorable et de pouvoir compter sur le soutien logistique et militaire de l'Iran, de la Russie et du Hezbollah, il fera obstruction aux solutions diplomatiques. Le régime a aussi réussi à instiller la peur de l'extrémisme religieux dans la communauté internationale : une bonne partie de l'attention des médias et des stratèges est maintenant axée sur les Frères musulmans, les salafistes et les djihadistes qui sont en Syrie. Il est également parvenu à présenter le conflit comme une lutte pour la survie de la communauté alaouite. Cependant, il semble que de plus en plus de voix s'élèvent au sein de la communauté pour exprimer leur mécontentement face à la gestion du conflit par la famille el-Assad et exiger un partage du pouvoir. Les acteurs externes ont l'occasion de jouer de la carotte et du bâton, c'est-à-dire de tendre la main à ces membres de la communauté tout en menaçant les principaux décideurs militaires et la famille dirigeante d'accusations de crimes de guerre.

Le gouvernement des États-Unis

Réticent à intervenir directement dans la crise, le gouvernement des États-Unis a opté pour une diplomatie très prudente. Comme cela n'a pas réussi à contenir efficacement le terrorisme, la Syrie s'est transformée en une nouvelle base du djihad international et représente une source

d'insécurité régionale et internationale. De plus, la détérioration des relations entre les États-Unis et la Russie au sujet de la Crimée et de l'Ukraine n'augure rien de bon pour une entente au sujet de la Syrie. Toutefois, les progrès réalisés par les gouvernements américain et iranien dans le dossier du nucléaire pourraient stimuler l'établissement de relations en vue de résoudre la crise syrienne.

Les États du Golfe

Les pays occidentaux comptent énormément sur leurs alliés régionaux, comme les États du Golfe, pour assurer un soutien financier et militaire à la résistance armée en Syrie. Bien que les milices du Front islamique (soutenues par les Saoudiens et les Qataris) se soient emparées de secteurs dans le nord et le nord-est du pays où elles imposent une pratique de la religion qui est étrangère à la tradition du pays — où l'islam est modéré et tolérant —les soulèvements populaires en Syrie n'ont pas été inspirés par un programme islamiste. Ils sont cependant financés surtout par des sources qui se trouvent dans des pays du Golfe et qui ont un programme islamiste. Le soutien des États du Golfe favorise les groupes extrémistes aux dépens des forces démocratiques et laïques sur le terrain.

2. Le soutien diplomatique et militaire des groupes laïques en Syrie et à l'extérieur

La société civile participe encore activement à la résistance non armée par l'entremise des comités de coordination locaux, de groupes ancrés dans les traditions politiques d'inspiration socialiste, communiste, nationaliste ou libérale ainsi que de nouvelles organisations comme Mouwatana, Nabd, Maan, le Pôle démocratique et Kuluna Sooriyoon. La transition politique en Syrie sera fortement influencée par la configuration militaire sur le champ de bataille. À court terme, la communauté internationale devrait de toute urgence demander un cessez-le-feu et exiger que la population du pays ait accès à l'aide humanitaire. Le soutien de l'extérieur fourni aux groupes laïques gagnerait en légitimité s'il était assuré par une coalition qui engloberait plus que les États-Unis et les États du Golfe.

Dans sa lutte contre les extrémistes, l'Armée syrienne libre (ASL) compte de plus en plus sur des tactiques de guérilla, en se servant des armes passées en contrebande par des transfuges de l'armée. Plusieurs bataillons et brigades se sont unis contre les extrémistes autour d'un programme laïque clairement défini, comme le Kataeb al-Wehda al-

Wataniya ou le Jabhat Ahrar Sooriya à l'ouest d'Idlib, ou encore des regroupements de laïcs et d'islamistes modérés comme la Lioua Chouhada Douma et la Lioua Oussoud al-Ghouta, qui s'opposent actuellement au groupe salafiste Lioua al-Islam dirigé par Zahran Allouch à Douma, ou la Lioua Thouwar al-Raqqa à Raqqa. S'ils bénéficiaient de solides appuis, ces groupes pourraient reconquérir le territoire contrôlé par les djihadistes et empêcher les extrémistes de gagner et de délégitimer la résistance interne. Le soutien militaire assuré à l'ASL pourrait être renforcé par l'envoi d'armes antiaériennes. D'autres menaces crédibles pourraient être brandies et mises à exécution en sus de l'appel immédiat au démantèlement des armes chimiques. La généralisation de la lutte que se livrent l'État islamique en Irak et au Levant (EIIL) et le Front al-Nosra depuis janvier 2014 pourrait être l'occasion d'expulser les deux groupes du pays. Au début de mai 2014, Zawahiri a appelé les djihadistes à rentrer en Irak.

Conclusion

Malheureusement, il semble de plus en plus improbable que les forces du régime, la résistance armée et les extrémistes étrangers puissent conclure un accord viable et durable débouchant sur une transition pacifique. En plus d'unifier ses forces dans la lutte contre le régime et les djihadistes, l'opposition syrienne doit planifier la transition vers une Syrie post-Assad. Les futurs accords de paix en Syrie devront trouver un compromis entre le maintien d'une entité territoriale et politique cohésive et le respect des droits des minorités religieuses et ethniques. Toutes les composantes de la population, y compris la communauté alaouite, devront être associées au processus. S'ils obtenaient des garanties pour la phase postrévolutionnaire, les alaouites participeraient à la phase de transition, ce qui mènerait à un pluralisme politique; sinon, ils risquent de résister jusqu'au bout. Il faudrait que des poursuites soient intentées contre ceux qui ont perpétré des crimes, mais que le gros de l'armée (qui compte plus de 200 000 soldats et officiers et 300 000 réservistes) soit intégré d'une manière ou d'une autre. Tout cela présume que le contrôle des affaires militaires et sécuritaires est réellement remis à un régime civil pendant la période de transition.

Les nouvelles institutions auront des défis de taille à relever : démanteler l'imposant appareil de sécurité et de renseignement tout en protégeant la sécurité publique, adopter une nouvelle constitution représentative de toutes les composantes de la société syrienne, réformer les systèmes politiques et judiciaires et assurer la primauté du droit, et enfin, le dernier mais non le moindre, éviter les représailles en planifiant un

processus efficace de réconciliation. Différents groupes de l'opposition ont déjà entamé des débats de fond sur les liens entre la religion, l'État et la société, le rôle des femmes et la protection des minorités alaouite, chrétienne, druze et kurde. L'avenir de la Syrie, des Syriens et peut-être de toute la région est en jeu.

Politique des centres du pouvoir en Égypte

L'opinion dominante selon laquelle le Conseil suprême des forces armées pèse sur toutes les décisions de l'État résiste souvent mal à l'analyse. Depuis la chute de Moubarak, un nouveau paradigme a émergé dans la complexe structure du pouvoir de l'Égypte, où beaucoup d'intervenants majeurs s'influencent maintenant les uns les autres. Bon nombre n'avaient pas prévu le renversement du régime des Frères musulmans parce qu'ils ont mal interprété la dynamique du pouvoir dans le pays. Pour bien saisir la trajectoire politique de l'Égypte, il faut comprendre la structure labyrinthique de ses centres du pouvoir.

Il y a trois catégories de centres du pouvoir : les institutions d'État, le pouvoir exécutif et les acteurs sociétaux non étatiques. Les principales institutions d'État sont celles qui s'occupent de la sécurité, de l'économie, de l'administration de la justice et des affaires étrangères. La catégorie des intervenants non étatiques regroupe les ONG, les médias, le monde des affaires, les partis politiques et les institutions religieuses. Certains centres du pouvoir sont plus importants que d'autres, mais ils influencent tous le processus décisionnel actuel au Caire et dictent le cours des événements. En raison de cette division interne des centres du pouvoir, ni l'armée ni aucune autre institution ne dirige à elle seule.

La structure des divers centres du pouvoir de l'Égypte n'a cessé d'évoluer au cours des trois dernières années et demeure fluctuante. L'armée reste le principal pilier de l'État, mais depuis la chute de Morsi certaines décisions importantes ont aussi été prises par des mécanismes et des organismes non militaires. Parmi ces décisions figurent les nominations au cabinet, la formation du comité constitutionnel de 50 membres, la rédaction de la constitution elle-même, l'adoption de différentes lois et le prononcé de diverses décisions judiciaires.

À l'été 2013, les centres du pouvoir de l'Égypte étaient clairement alignés contre le gouvernement des Frères musulmans. Morsi n'avait plus la mainmise sur le pays. Toutes les institutions d'État et la plupart des acteurs non étatiques s'étaient retournés contre lui. Peu d'observateurs avaient cependant prévu que la confrérie serait évincée du pouvoir. Le renvoi par Morsi du maréchal Hussein Tantaoui et de nombreux autres hauts gradés en avait amené quelques-uns à conclure prématurément que les Frères avaient l'armée bien en mains. Ils n'avaient pas compris que Morsi n'aurait pas pu renvoyer des hauts gradés de l'armée sans le soutien de l'armée elle-même. Ils n'avaient pas tenu compte de la relation étroite que les officiers plus jeunes de la génération montante

entretiennent avec leurs aînés, en particulier la relation de type père-fils entre Tantaoui et al-Sissi.

La police, l'appareil du renseignement et l'armée étaient frustrés par ce qu'ils considéraient comme un régime incompétent plaçant les priorités et les objectifs de la confrérie au-dessus des intérêts de l'État égyptien. Ils estimaient que Morsi mettait la sécurité nationale en péril en ne tenant pas compte de graves revendications intérieures, en laissant les djihadistes prendre pied dans le Sinaï et en appliquant une politique étrangère qui lui aliénait les gouvernements du Golfe. Si les hauts gradés de l'armée n'avaient pas semblé intéressés à jouer un rôle sur la scène politique au départ, la grave détérioration de la situation politique et la probabilité d'une guerre civile généralisée les ont incités à proposer la feuille de route du 3 juillet vers la transition. Quatre événements dignes de mention ont convaincu plusieurs centres du pouvoir qu'il ne fallait pas que le gouvernement des Frères musulmans puisse terminer son mandat de quatre ans et qu'un coup d'État s'imposait.

Premièrement, la crise constitutionnelle de novembre 2012 a placé Morsi au-dessus de la loi et lui a aliéné la majorité des centres du pouvoir. La nomination d'un procureur général que beaucoup considéraient comme illégitime a écarté encore plus l'appareil judiciaire et intensifié la brutalité du rejet. La réaction de Morsi aux conséquences de la crise a été plus problématique encore : une milice des Frères musulmans a attaqué des manifestants pacifiques devant le palais présidentiel le 5 décembre 2012. Morsi a fini par demander à al-Sissi d'organiser d'urgence un dîner de dialogue national avec les principales personnalités politiques, qu'il a annulé deux heures avant. Al-Sissi s'était conformé aux désirs de Morsi, mais il était bien conscient que le président élu recevait des ordres directs des non-élus du Bureau de l'orientation des Frères musulmans.

Deuxièmement, le rapprochement des Frères musulmans avec l'Iran a nui aux relations stratégiquement importantes de l'Égypte avec les autres pays du Golfe. Cela a commencé publiquement par une visite de Morsi à Téhéran en août 2012, suivie d'une visite de trois jours en Égypte du président iranien d'alors, Mahmoud Ahmadinejad. La reprise des vols commerciaux entre Le Caire et Téhéran, arrêtés depuis trente ans, et la signature d'un accord de tourisme bilatéral ont aussi été des sujets litigieux.

Troisièmement, la détérioration constante de la situation sécuritaire dans la péninsule du Sinaï représentait une menace pour la sécurité nationale de l'Égypte et la stabilité de la région. Le Conseil suprême des forces armées avait rencontré Morsi en février 2013 pour lui présenter une

évaluation détaillée de la situation sécuritaire interne et externe, mettant l'accent sur les difficultés dans le Sinaï. Cette évaluation avait été accompagnée de recommandations concrètes sur la façon de procéder dans plusieurs dossiers, plus particulièrement dans celui du Sinaï. Morsi n'aurait tenu compte d'aucune de ces suggestions et ne se serait occupé d'aucune des menaces.

Enfin, l'hostilité manifestée par Morsi à l'égard de deux pays au cours de son dernier mois au pouvoir, juin 2013, a été la goutte qui a fait déborder le vase. Les Frères musulmans auraient diffusé en direct, à l'insu des participants, une réunion d'urgence sur la sécurité nationale convoquée pour discuter de la question du grand barrage éthiopien de la Renaissance. Les suggestions sensibles qui y ont été émises, une frappe militaire et un sabotage du barrage par l'appareil du renseignement par exemple, ont provoqué une tempête de protestations à l'échelle internationale. Beaucoup d'Égyptiens ont aussi considéré comme dangereux le tristement célèbre discours tenu par Morsi dans un stade du Caire, dans lequel il annonçait avoir rompu toute relation diplomatique avec le régime syrien et appelait à un djihad.

Le régime n'a pas tenu compte d'une série d'« avertissements » au cours des mois qui ont précédé son renversement. À la fin de janvier 2013, face à l'impasse politique dans laquelle le pays s'enfonçait, Morsi a décrété l'état d'urgence à Port-Saïd, Ismaïlia et Suez et a déployé l'armée pour rétablir l'ordre. À ce moment-là, le maréchal al-Sissi avait prévenu les Frères musulmans que leur désaccord sur la façon de gérer les affaires de l'État pourrait entraîner l'effondrement du pays et menaçait l'avenir des générations futures. Même lors de la visite au Caire du Secrétaire d'État américain, John Kerry, au début de mars 2013, al-Sissi aurait affirmé en privé que la confrérie ne serait pas longtemps au pouvoir si elle ne modifiait pas son orientation politique.

La configuration du pouvoir en Égypte a changé radicalement depuis le renversement de juillet 2013. Les principaux centres du pouvoir demeurent hostiles aux Frères musulmans, mais deux camps idéologiques s'opposent : un nationaliste et un plus libéral. Le premier préfère un État fort représenté par une armée et un appareil de sécurité solides, tandis que le second est contre l'idée qu'un appareil militaire et sécuritaire sûr de lui joue un rôle de premier plan dans la gouvernance. Les tensions et frustrations déjà fortes s'accumulent entre ces deux camps et dans tous les centres du pouvoir de l'Égypte, comme en témoigne le processus décisionnel. Ainsi, au cours d'une réunion du cabinet en novembre 2013, un profond désaccord entre le vice-premier ministre d'alors, Bahaa Eldin, et le ministre de l'Intérieur,

Mohamed Ibrahim, a finalement retardé le projet de loi visant à encadrer les manifestations.

Bon nombre des centres du pouvoir politique en Égypte semblent soutenir al-Sissi, mais de nombreux observateurs s'interrogent tout de même sur la trajectoire qu'il tracera pour le pays maintenant qu'il est président. S'il est impossible de répondre à cette question avec certitude, disons que sa carrière professionnelle a aidé al-Sissi à s'assurer l'appui de certaines institutions, comme l'armée, l'appareil du renseignement et la police. Les efforts qu'il a faits lorsqu'il était ministre de la Défense pour améliorer les relations avec le ministère de l'Intérieur lui seront aussi utiles : il convient de rappeler que la police était une institution que Moubarak utilisait pour contrebalancer l'appareil militaire.

De plus, al-Sissi bénéficie d'énormément d'appuis dans les médias, le monde des affaires, les institutions religieuses et plusieurs des principaux partis politiques. Les centres du pouvoir n'étaient pas rangés ainsi derrière le chef de l'État au cours des derniers jours du régime Moubarak et assurément pas pendant les mandats de Tantaoui ou de Morsi. Il est important de ne pas oublier que ces centres du pouvoir sont souples et dynamiques et qu'ils pourraient rapidement se réaligner. La configuration actuelle aidera probablement al-Sissi à gouverner, mais son succès dépendra en définitive de sa capacité de répondre aux attentes d'une population dont 70 p. 100 est âgée de moins de 30 ans.

Évaluer les conséquences de la répression des Frères musulmans en Égypte

Présents en Égypte depuis plus de 80 ans, les Frères musulmans traversent actuellement la pire période de répression de leur histoire. Au cours des dernières décennies, ils ont prospéré en œuvrant dans la clandestinité et ont survécu à des vagues d'arrestations massives et de restrictions. Cependant, cette dynamique était régie par certaines règles d'engagement qui encadraient leur relation difficile avec les autorités. L'État ne cherchait pas à décapiter ou à démanteler l'organisation qui, pour sa part, n'avait pas recours à la violence et n'appelait pas à la révolte ouverte. Le coup d'État de juillet 2013 et les événements sanglants qui l'ont suivi ont modifié ces règles tacites, et, depuis, la confrérie est en mutation. En tentant de dissoudre la plus ancienne et la plus grande organisation islamiste d'Égypte, l'État égyptien ouvre la voie à la justification d'une insurrection violente par les islamistes, à l'intérieur comme à l'extérieur de l'organisation. À l'heure actuelle, la confrérie n'a ni vision stratégique ni contrôle efficace sur bon nombre de ses militants, ce qui accroît encore le risque que les islamistes optent pour la violence. Il pourrait être utile de comprendre la dynamique actuelle et la façon dont les Frères musulmans en sont arrivés là pour répondre aux questions sur l'avenir du groupe.

La répression étatique qui a suivi le coup d'État de juillet 2013 a provoqué une crise du leadership au sein de l'organisation. Jusque-là, les Frères musulmans avaient tiré leur force de leur organisation hiérarchique très rigide et structurée, imposant une obéissance inconditionnelle. Cette caractéristique, qui rappelle davantage les partis fascistes du début du XX^{e} siècle, est toutefois devenue un handicap lorsque le groupe a été contraint de s'adapter à la répression après presque trois ans d'activités au grand jour. Une semaine environ avant le coup d'État, les Frères musulmans et leurs alliés salafistes s'étaient installés sur la place Rabaa, dans Nasr City, une banlieue de l'est du Caire. À la suite de l'incarcération de Morsi et d'autres personnalités de premier plan, cette place était devenue la principale base d'opérations des dirigeants restants. Les plus anciens d'entre eux s'étaient fait les dents pendant les années Moubarak et étaient habitués aux vieilles façons de traiter avec l'État. Compte tenu des leçons tirées de la révolution de janvier 2011, ils croyaient qu'il leur suffirait d'organiser une occupation d'envergure pour forcer l'armée à annuler le coup d'État. Cependant, le contexte a amené la chaîne de commandement à subir davantage l'influence d'acteurs externes qui ont pris des décisions fatales pour

l'organisation. L'occupation a permis aux plus charismatiques et véhéments de dicter les moyens d'action. La plupart de ces acteurs étaient en fait des cheiks salafistes du Groupe islamique et des régions de Mahala et du centre de l'Égypte, comme le parti Asala, et d'autres soi-disant télévangélistes salafistes, comme Safouat Hegazi. Ils s'étaient rapprochés des Frères musulmans pendant le mandat de Morsi, au moment où des islamistes plus établis, comme la Prédication salafiste et son parti al-Nour, s'en éloignaient. Des personnes comme Safouat Hegazi, qui n'occupe aucun poste officiel de leader à l'intérieur de la confrérie, ont appliqué sur le terrain des tactiques qui ont mené à maints affrontements avec l'armée égyptienne et ont fait des dizaines de victimes.

De plus, les personnalités éminentes des Frères musulmans plongeaient dans la clandestinité ou se faisaient arrêter, mais les dirigeants intermédiaires n'étaient pas prêts à gérer efficacement les affaires de l'organisation. Ils ont dû rivaliser avec des membres plus jeunes et énergiques à qui s'étaient joint d'anciens membres qui avaient quitté la confrérie après la révolution de janvier 2011 en raison de désaccords avec les dirigeants et qui ont joué un rôle de plus en plus important dans l'élaboration d'une stratégie en réaction au coup d'État. Le processus décisionnel s'est décentralisé, ce qui a permis de voir clairement que le groupe ne représentait plus simplement les Frères musulmans en tant qu'organisation, mais plutôt un plus large segment d'Égyptiens influencés par les islamistes. La majorité de ceux qui étaient présents sur la place Rabaa n'étaient pas officiellement membres des Frères musulmans.

La décentralisation du processus décisionnel des Frères musulmans a été exacerbée par la dispersion sanglante des manifestants sur la place Rabaa le 14 août 2013. L'assassinat aveugle de plus de 600 pro-Morsi a enhardi certains acteurs qui ont préconisé de violentes représailles contre l'État égyptien. Les voix des dirigeants des Frères musulmans toujours en liberté qui étaient conscients des dangers d'une telle orientation ont été noyées dans le tumulte, et la majorité des modérés se sont enfuis en Turquie, au Qatar et au Royaume-Uni. Au cours des mois qui ont suivi, les jeunes islamistes ont transformé les campus universitaires de toute l'Égypte en incubateurs de violence. L'université Al-Azhar au Caire, plus particulièrement, est devenue un point chaud. Face à l'évolution rapide de la situation sur le terrain, d'autres islamistes ont redoublé d'efforts pour mettre sur pied l'organisation qui s'est fait connaître sous le nom de Front national de défense de la légitimité et qui, dans une large mesure, prône la non-violence. Un fossé s'est rapidement creusé entre les responsables des opérations tactiques dans la rue et les dirigeants politiques.

Les partisans du président déchu ont basculé dans la violence à la fin de 2013 et au début de 2014, lorsque de nouveaux groupes ont vu le jour. Le mouvement Molotov, le mouvement Set Fire et le mouvement de l'Exécution préconisaient une forme d'islamo-anarchisme violent contre l'État pour venger ceux qui avaient été tués. Comme ces actions n'étaient pas franchement parrainées par les dirigeants des Frères musulmans, beaucoup parmi ceux qui étaient descendus dans la rue en sont venus à se méfier des dirigeants politiques. À l'heure actuelle, certains stratèges des Frères musulmans ne font pas partie de la chaîne de commandement proprement dite et coordonnent leurs activités avec des membres en exil en Turquie, au Qatar et au Royaume-Uni. Certains acteurs radicaux à l'extérieur de l'Égypte se servent d'Internet et de stations de télévision comme Rabaa et Ahrar 25, en Turquie, ou Al-Jazeera, au Qatar, pour préconiser une « révolution chaude » et l'abandon de la non-violence. Il s'agit surtout de salafistes qui utilisent la religion pour justifier des actes de violence en représailles à la répression par l'État.

Certaines idées révolutionnaires remettent aussi en question le dogme traditionnel des Frères musulmans. Certains jeunes disent qu'ils se battent pour déconstruire l'État égyptien, qu'ils considèrent comme laïque par nature, asservi à l'Occident et incompatible avec une Égypte islamiste. Ils adoptent souvent un ton apocalyptique dans leur discours. Ils croient que leur bataille avec l'État égyptien prouve non seulement que les Frères musulmans et leurs dirigeants actuels sont incapables de mettre en œuvre le projet islamiste, mais aussi que l'État-nation est un ennemi en soi. Les concepts utilisés par les idéologues d'al-Qaïda qui les pressent de comprendre que « les frontières ne sont que de la poussière » et que l'Occident colonise « intellectuellement » le monde musulman sont discutés abondamment.

Certains jeunes disent qu'ils se battent pour déconstruire l'État égyptien, qu'ils considèrent comme laïque par nature, asservi à l'Occident et incompatible avec une Égypte islamiste.

Les dirigeants des Frères musulmans ont été incapables de réagir efficacement à cette acceptation progressive de la violence ou de fournir une solution de rechange stratégique. Récemment, le secrétaire général de la confrérie, qui est établi au Qatar, a diffusé un communiqué condamnant la violence et rejetant les factions qui ont recours à des tactiques extrémistes. Il a cité Moubarak et un ancien ministre de l'Intérieur qui ont dit que la confrérie n'est pas une organisation violente. La réaction d'un grand nombre des

jeunes actifs a cependant été de se sentir trahis. Certains d'entre eux croient que les dirigeants qui avaient appris à composer avec l'ancien régime n'ont pas les qualités nécessaires pour révolutionner le message du mouvement ou pour vraiment défier l'État. Selon de récentes recherches, ce sentiment de mépris grandit et de nouvelles idées révolutionnaires et violentes sont discutées activement dans les milieux islamistes.

Ces dynamiques ont créé une situation complexe et toxique qui empêchera tout véritable progrès politique en Égypte et repoussera toute possibilité d'un avenir viable pour les Frères musulmans. L'État justifie sa répression du mouvement en montrant du doigt les activités terroristes et le comportement de plus en plus violent de factions sur lesquelles les Frères n'ont aucun contrôle. En même temps, les dirigeants de la confrérie n'ont pas réussi à trouver une solution viable ou pratique en vue d'un règlement politique, se satisfaisant d'un jeu à somme nulle et rejetant sur les autorités la responsabilité du recours à la violence de certains jeunes islamistes. Plus la violence s'intensifiera, plus les dirigeants des Frères musulmans perdront le peu de contrôle qu'ils ont sur les islamistes qui sont descendus dans la rue. Tout retour à la politique par un segment de la confrérie sera rejeté par ceux qui agissent maintenant sur le terrain, et les membres qui pourraient vouloir se rapprocher d'un règlement politique deviendront eux-mêmes des cibles.

Les Frères musulmans survivront peut-être, mais la nature de la dynamique qui régit cette période de répression aura des conséquences sans précédent sur eux. À l'heure actuelle, le sang coule, de moins en moins de pays voisins leur offrent un refuge et les dirigeants de l'organisation ont peu de contrôle sur les militants mobilisés. Plus important encore, après avoir gouverné pendant un an, les Frères musulmans ont élargi leur base de partisans et de sympathisants et se retrouvent avec des gens qui ne partagent pas leur pragmatisme des dernières décennies. Le groupe se fragmentera donc davantage. Il est peu probable que le maintien de la répression mène à la reddition politique souhaitée par l'État. Il risque simplement d'affaiblir la capacité du mouvement de gérer les éléments moins pragmatiques. Aucun règlement politique conclu dans le contexte actuel ne mènera à la stabilité politique. Seule une désescalade de la violence pourrait permettre aux éléments pragmatiques restants de consolider leur emprise sur le groupe et de travailler à présenter les revendications de l'opposition sur la scène politique. À long terme, les Frères musulmans renonceront probablement à leur structure hiérarchique rigide et à l'importance accordée à l'obéissance aveugle pendant qu'ils s'efforceront

d'adapter leur message au nouveau contexte et à une génération de militants inspirés par la révolution.

La crise persistante dans le Sinaï

Des revendications de longue date

La détérioration rapide de la situation sécuritaire dans la péninsule du Sinaï inquiète les observateurs tant locaux qu'internationaux. Elle attire l'attention sur la crise qui persiste dans la région depuis le retrait complet des Forces de défense israéliennes (FDI) en 1982. Les politiques institutionnalisées et discriminatoires visant la population indigène de la péninsule, le sous-développement généralisé de la région et le développement inégal du Nord et du Sud ont créé un environnement dans lequel à peu près tout le monde a des raisons d'en vouloir aux autorités centrales au Caire et à la population de la vallée du Nil. Les préjugés négatifs véhiculés au sujet des habitants du Sinaï, qui sont qualifiés de « terroristes », de « traîtres » ou de « contrebandiers », ont ajouté à ce ressentiment. Les vagues de répression brutale des années 2000, qui n'ont pas été limitées aux présumés terroristes, mais étendues à des clans, des tribus, des villes et des villages entiers à titre de punition collective, ont eu des conséquences plus graves encore.

La situation a favorisé l'émergence de différents groupes armés ainsi que d'idéologies qui légitiment diverses formes de violence politique et sociale, dont le terrorisme. De plus, en raison de multiples facteurs locaux et de la dynamique régionale, il est possible de trouver sur place tout ce qu'il faut pour répondre aux besoins logistiques des activistes armés, que ce soit des armes légères ou le savoir-faire nécessaire pour fabriquer et utiliser des engins explosifs. C'est dans ce contexte que des groupes comme Ansar Beit al-Makdis (Partisans de Jérusalem) ont été créés et se sont fait connaître sur la scène nationale, surtout après les massacres du 8 juillet 2013 devant le siège de la garde présidentielle et du 14 août suivant sur la place Rabaa Al-Adawiya, lors desquels plus de 974 partisans du président déchu ont été tués au cours d'une opération menées par les parachutistes et les forces spéciales de l'armée de concert avec les unités des Forces de sécurité centrale de la police.

Carte des islamistes du Sinaï

La péninsule présente une grande diversité d'acteurs armés[1], qui va des trafiquants de drogues et de personnes aux groupes islamistes. Il existe deux grandes catégories d'islamistes. La première comprend les groupes non violents, dont certains ont participé au processus de transition vers la démocratie de 2011 à 2013. En font partie des groupes comme les Frères musulmans et leur Parti de la liberté et de la justice (PLJ) de même que la

Prédication salafiste (al-Da'wa al-Salafiyya) et son parti al-Nour, ainsi que d'anciens djihadistes (qui sont toujours opposés à la démocratie, mais ont renoncé à la violence), comme certains dirigeants et membres de la société Ahl al-sunna wa'l-djama'a (Gens de la sunna et de la communauté) et des takfiristes (adeptes de l'excommunication) non violents, qui vivent dans de petites communautés éloignées à Rafah et dans les environs.

La deuxième catégorie est celle des islamistes violents, qui ont, à différents moments, pris pour cible Israël ainsi que l'armée et la police égyptiennes, entre autres. Elle comprend Ansar Beit al-Makdis, le Majlis choura al-moudjahidine fi aknaf Beit al-Maqdes (Conseil consultatif des moudjahidines dans les environs de Jérusalem), le plus petit Jound al-Islam (Soldats de l'islam) et Salafiya Jihadiya au Sinaï, un réseau peu structuré qui émet habituellement des communiqués à l'appui des opérations d'Ansar Beit al-Makdis ou du Majlis choura al-moudjahidine.

L'influence des islamistes non violents est plus forte (et beaucoup plus visible) dans le nord-ouest du Sinaï — surtout de Bir al-Abd à El-Arich. Pour diverses raisons, l'influence et les activités des djihadistes salafistes et des djihadistes à tendance takfiriste sont plus visibles à l'est d'El-Arich. De plus, des organisations islamistes armées basées à Gaza, plus particulièrement Jaish al-Islam (Armée de l'islam) et le Hamas dans la partie égyptienne de Rafah, ont une certaine influence ainsi que des membres et des ressources dans le nord-est de la péninsule.

L'évolution de l'islamisme violent au Sinaï

Au cours des années 2000, le régime Moubarak a procédé à une opération de ratissage qui a commencé pendant la deuxième Intifada (soulèvement) palestinienne et s'est intensifiée peu à peu après l'explosion simultanée de deux bombes à Taba et à Nouéba en octobre 2004. Conscients qu'ils disposaient de peu d'informations sur les auteurs de cet attentat terroriste, le Service de sécurité de l'État (SSE) et la Direction des renseignements généraux (DRG) ont étendu leurs activités au nord-est du Sinaï. Le SSE a arrêté environ 3 000 personnes et détenu les femmes et les enfants de certains suspects jusqu'à ce qu'ils se rendent[2].

Une deuxième vague d'attentats à la bombe a frappé Charm el-Cheikh en juillet 2005. Cette fois, une organisation en a revendiqué la responsabilité. Tawhid wal-Jihad (Unicité et djihad) au Sinaï était inspiré par l'organisation al-Qaïda d'Abou Moussab al-Zarkaoui en Irak, mais la plupart de ses membres et de ses dirigeants étaient originaires de la

région. Son fondateur, Khaled Moussaïd, était dentiste à El-Arich et membre de la tribu des Souaraka, une des plus grandes et des plus influentes dans le nord de la péninsule. Moussaïd a été tué dans une fusillade avec les Forces de sécurité centrale le 28 septembre 2005. Sa principale contribution aura été de s'inspirer des déclarations idéologiques des livres et des discours pour créer une véritable structure organisationnelle, avec une hiérarchie et de nombreuses cellules dans au moins cinq villes ou villages (El-Arich, la partie égyptienne de Rafah, Cheikh Zouaid, Ismaïlia et Nakhl/mont Halal).

Différents groupes sont issus de Tawhid wal-Jihad. Ansar Beit al-Makdis et Jound al-Islam auraient notamment été constitués par d'anciens membres et commandants. Plusieurs organisations djihadistes ayant subi de profondes transformations dans les années 2000, d'autres anciens membres se sont contentés de prêcher le salafisme et de participer aux activités locales de travail social. Ils arbitrent des disputes tribales et claniques en s'appuyant sur la charia et offrent une série de services sociaux. Les mouvements les plus représentatifs de cette orientation sont la société salafiste Ahl al-sunna wa'l-djama'a, le Comité légitime de résolution des conflits dans le nord du Sinaï (CLRC) et environ cinq autres groupes plus petits.

Deux événements survenus dans la région ont eu des répercussions sur les militants au Sinaï dans les années 2000. Le premier a été la prise de Gaza par le Hamas en 2007 qui a contraint les agents de renseignement et les policiers du Fatah, dont les agents de la Sécurité préventive, à migrer vers la péninsule. Le conflit à Gaza, dû en partie à des clivages politiques, idéologiques et claniques, a ainsi été exporté au Sinaï, où il alimente la polarisation. Le deuxième a été la répression par le Hamas en 2009 de personnalités et d'organisations djihadistes salafistes, plus particulièrement l'attentat à la bombe contre la mosquée Ibn Taymiyyah et l'assassinat d'Abd al-Latif Moussa, djihadiste salafiste bien connu qui avait annoncé la création d'un « émirat islamique » dans la partie palestinienne de Rafah. Cette répression a provoqué la migration vers le Sinaï de nombreuses personnes associées aux djihadistes salafistes, dont certaines avaient reçu un entraînement paramilitaire et avaient l'expérience des combats.

Une série d'attentats ont été perpétrés en 2010. En janvier 2011, le général Habib al-Adly, ministre de l'Intérieur de Moubarak, a rejeté la responsabilité de l'attentat à la bombe contre l'église des Deux-Saints d'Alexandrie sur l'Armée de l'islam, organisation basée à Gaza et comptant quelques collaborateurs dans la partie égyptienne de Rafah. Le procureur général égyptien a toutefois ouvert une enquête sur al-Adly

après la révolution de 2011 et déposé une requête de mise en examen auprès de la haute cour de sûreté à la suite d'allégations selon lesquelles l'ancien ministre de l'Intérieur aurait été impliqué dans l'attentat à la bombe, qui aurait été perpétré par une « escouade spéciale » du SSE[3].

Ansar Beit al-Makdis

Ansar Beit al-Makdis semble être l'organisation salafiste-djihadiste armée basée au Sinaï la plus capable en Égypte.

Ansar Beit al-Makdis semble être l'organisation salafiste-djihadiste armée basée au Sinaï la plus capable en Égypte. Entre février et juillet 2011, l'organisation a fait sauter plus de dix fois le pipeline utilisé pour exporter du gaz vers Israël. À la fin de juillet 2011, Ansar Beit al-Makdis a diffusé un documentaire haute définition de 30 minutes intitulé *Si vous revenez, nous reviendrons aussi*, dans lequel il expose les raisons des attentats et les détails des opérations. À partir d'août 2011, le groupe a commis une série d'attentats contre Israël, notamment à Eilat en août 2011 et contre des soldats des FDI en septembre 2012. Les répressions qui ont suivi le coup d'État, plus particulièrement la dispersion des manifestants de la place Rabaa en août 2013, l'ont incité à déclarer la guerre aux forces militaires et de sécurité égyptiennes. Ansar Beit al-Makdis a alors reformulé son discours afin de présenter ses attentats comme visant à venger les femmes et les enfants tués pendant les opérations de sécurité. Il a tenté d'assassiner le ministre de l'Intérieur, le général Mohammed Ibrahim, au Caire (en septembre 2013) et commis des attentats à la bombe contre l'immeuble du renseignement militaire à Ismaïlia (en septembre 2013) et contre les directions générales de la sécurité au Caire et dans la province de Daqahlia (en décembre 2013). La majorité de ces attentats visaient des cibles liées aux répressions de juillet et d'août. Le ministre de l'Intérieur est considéré comme le principal responsable du massacre de la place Rabaa. La direction générale de la sécurité de la province de Daqahlia est à Mansoura, ville où une attaque par les forces de sécurité et des « brutes » habillées en civil contre une marche des femmes opposées au coup d'État a fait quatre morts parmi les manifestantes. Ansar Beit al-Makdis a perpétré son attentat le plus élaboré en janvier 2014, lorsqu'il a réussi à abattre un deuxième hélicoptère de l'armée de campagne.

Lutte contre l'insurrection et le terrorisme

Diverses tactiques de lutte contre l'insurrection et le terrorisme ont été appliquées sous la direction du Conseil suprême des forces armées (CSFA) (de février 2011 à juin 2012) et du président Mohamed Morsi (de juin 2012 à juillet 2013). Pour la première fois depuis 1967, l'armée égyptienne a été déployée jusque dans la zone C de la zone démilitarisée du Sinaï, en coordination avec Israël. Deux opérations militaires de ratissage, les opérations Aigle 1 (août 2011) et Aigle 2 (août 2012), ont été menées après l'assassinat de gardes-frontière égyptiens dans le Sinaï. Ces deux opérations n'ont toutefois pas mis fin aux attentats, principalement à cause d'un manque de renseignements sur le terrain et des pratiques de l'époque Moubarak qui ont miné les efforts de sécurité et ont rendu la population hostile. Pour cette dernière, il ne s'agissait que de vengeance et de règlements de vieux comptes entre les agents de sécurité, les chefs de tribus et les islamistes. Il est cependant vrai que les suspects innocentés étaient libérés beaucoup plus rapidement sous le maréchal Tantaoui et le président Morsi que sous Moubarak. Certaines tactiques douces ont aussi été employées pendant les mandats de Tantaoui et de Morsi, dont une médiation par d'anciens djihadistes devenus politiciens. Ainsi, le parti Construction et développement du Groupe islamique a élaboré un document stratégique pour désamorcer la situation et l'a soumis aux ministres de la Défense et de l'Intérieur ainsi qu'au président. Le parti al-Nour, aile politique de la Prédication salafiste à Alexandrie, a notamment organisé plusieurs séries de conférences de trois jours, qui peuvent être qualifiées d'événements de lutte contre le djihadisme et le takfirisme.

Israël a employé certaines tactiques antiterroristes dures, mais il n'a infligé aucune punition collective et n'a fait aucune victime à part le ou les suspects, contrairement aux forces de sécurité et à l'armée égyptiennes. Les Israéliens ont commis des assassinats ciblés. Ainsi, un des commandants d'Ansar Beit al-Makdis dans le village de Khriza, Ibrahim 'Uwaid, est décédé le 26 août 2012 dans l'explosion de sa motocyclette. De même, quatre membres d'Ansar Beit al-Makdis ont trouvé la mort dans une frappe de drones le 9 août 2013. Les funérailles de ces quatre membres ont d'ailleurs montré l'appui populaire sur lequel Ansar Beit al-Makdis peut compter dans le nord-est du Sinaï : des centaines d'automobiles et des dizaines de camionnettes se sont alignées sur le passage du convoi funèbre pour leur rendre un dernier hommage.

Conclusion

La crise qui secoue actuellement le Sinaï est susceptible de durer et de s'intensifier. Les mesures de sécurité qui ont été prises et le décès d'un des dirigeants d'Ansar Beit al-Makdis, Shadi al-Mena'i, âgé de 24 ans, ont miné les capacités du groupe, mais ne mettront probablement pas fin à l'insurrection armée dans la péninsule parce que les facteurs qui y ont donné naissance jouent toujours. Les divers modèles d'organisations armées près des frontières instables, comme celui du Hezbollah (commandite totale de l'État), du Lashkar-e-Taïba (commandite partielle de l'État) ou des groupes moudjahidines tchétchènes dans les gorges de Pankissi, ne risquent cependant guère d'être adoptés dans le Sinaï.

L'actuelle polarisation politique extrême dans toute l'Égypte est un enjeu important qui se répercutera sur le Sinaï. La tolérance à l'égard de la répression, et même l'éradication de l'« autre politique », ont atteint des niveaux sans précédent dans l'histoire moderne de l'Égypte. Les forces de sécurité ont commis des atrocités contre des civils non armés sans risque de poursuites. En plus d'augmenter le bassin de recrutement d'organisations comme Ansar Beit al-Makdis, ce type d'environnement donne de la crédibilité à leurs idéologies et à leurs discours respectifs.

Les principales forces à l'origine des politiques laïques au Moyen-Orient

La laïcité au Moyen-Orient est un autre concept problématique qui doit être évalué soigneusement. Elle est arrivée dans le monde musulman à l'époque colonialiste, en même temps que d'autres notions connexes — comme le progrès, la modernité, l'occidentalisation et la démocratie. Elle a pourtant réussi à se répandre au Moyen-Orient grâce à des élites nationalistes, influencées par une éducation et des modèles de développement laïques. John Esposito, professeur à l'université Georgetown, explique qu'après l'accession à l'indépendance, un fort vent de laïcité a balayé la région sans avoir les mêmes effets partout.

> *Au cours de la période qui a suivi l'accession à l'indépendance, des États musulmans modernes ont vu le jour dont le modèle de développement a été fortement influencé par des formules ou des paradigmes laïques occidentaux. L'Arabie saoudite et la Turquie étaient aux antipodes à cet égard. L'Arabie saoudite s'est autoproclamée État islamique fondé sur la charia (la loi islamique). À l'autre bout du spectre, Atatürk (Mustafa Kamal) a créé l'État laïque de la République turque. Les vestiges de l'Empire ottoman — le calife ou sultan, la charia, les écoles et institutions islamiques — ont été remplacés par des systèmes éducatifs, judiciaires et politiques d'inspiration européenne*[4].

En règle générale, la laïcité a été lourde de conséquences au Moyen-Orient. Elle a remis en question les fondements de l'identité et des structures de l'État et de la société dans de nombreux pays. La présente communication vise à expliquer brièvement les principales forces à l'origine des politiques laïques dans la région et le soutien durable dont elles bénéficient. Cinq éléments principaux seront examinés : la modernisation, l'État-nation, l'identité nationale, l'idéologie et les partis politiques. Certains sont des forces, d'autres sont sources de faiblesses.

La modernisation en tant que force de laïcisation

Bien que son succès ou son échec suscite un débat animé, le paradigme de la modernisation a profondément marqué les politiques laïques. Si la Révolution islamique de 1979 en Iran a semblé porter un dur coup aux principales prémisses de la théorie de la modernisation (la linéarité du processus, l'incompatibilité de la modernité et de la tradition, la modernisation en tant que catalyseur d'un changement pour le mieux),

bon nombre des outils de la modernisation ont pris racine et constituent maintenant une partie essentielle du débat quotidien entre islamistes et laïcs. L'exemple le plus frappant est l'acceptation de modèles occidentaux de pratiques politiques par les divers partis (exception faite des groupes marginaux). Le discours peut avoir des accents islamiques, mais il ne va pas jusqu'à appeler au rétablissement du califat. Il est souvent axé sur l'État-nation, l'« État civil », la citoyenneté, la démocratie, les partis politiques et les élections. De nombreux partis islamiques adoptent, pour diverses raisons, des noms laïques : Justice et Développement, Liberté et Justice, Construction et Développement, Mère-patrie (al-Watan) ou la Bannière. Leurs pratiques et leurs structures internes ressemblent à celles des partis laïques : un conseil consultatif (parlement), des élections et la règle de la majorité. Il est possible de voir tout cela comme une tentative de redonner à l'islam la place qu'il mérite dans la société à l'intérieur de structures laïques.

L'État-nation

En tant que concept. L'État-nation est un concept laïque, différent de ce qu'ont connu les musulmans, qui a remplacé l'entité islamique transnationale (l'État islamique ou califat). Pendant des siècles, l'État islamique s'est appuyé sur une communauté qui adhérait à une croyance commune. L'État-nation est un concept laïque bien établi accepté tant par les laïcs que par la plupart des islamistes. Ces derniers évoquent souvent les particularités des expériences religieuses et activistes, mais les expriment dans un contexte territorial ou géographique (l'expérience « islamique » tunisienne ou la « particularité » tunisienne, l'expérience « islamique » soudanaise, saoudienne, koweïtienne ou irakienne).

En tant que structure. Les structures d'inspiration occidentale de l'État-nation constituent une autre force redoutable, et peut-être plus durable, à l'origine des politiques laïques. Il est remarquable que ces structures soient acceptées tant par les laïcs que par les islamistes. Libéraux, socialistes, islamistes, salafistes, tous reconnaissent que la constitution est la source fondamentale orientant la vie et les pratiques politiques. Ils peuvent se faire concurrence pour y faire enchâsser leurs préférences idéologiques, mais en fin de compte ils respectent tous ce document laïque. Ces constitutions correspondent à une expérience occidentale précise de dispersion du pouvoir qui est acceptée volontiers dans la majorité des sociétés moyen-orientales. Cela inclut surtout une orientation républicaine (notamment dans la République islamique d'Iran), les trois branches du gouvernement, la séparation des pouvoirs, un parlement et des partis politiques.

Les armées. Les armées des pays du Moyen-Orient sont une des principales forces à l'origine des politiques laïques. Elles ont été parmi les premières institutions à faire face à la modernisation et à l'occidentalisation. La plupart reçoivent un entraînement occidental ou de type occidental et agissent en tant qu'institution distincte du reste de la société. Dans la majorité des armées moyen-orientales, les officiers et les soldats qui ont des tendances religieuses sont surveillés de près et écartés au besoin. La défense de l'État-nation et de ses structures laïques est la principale doctrine de ces armées.

L'identité nationale

Le débat en cours sur l'identité nationale dans la société moyen-orientale révèle une autre force à l'origine des politiques laïques dans la région. Tiraillés entre l'islam (ou la religion) et la laïcité, les pays du Moyen-Orient vivent à peu près tous une crise identitaire. Leurs populations, les élites surtout, reconnaissent de plus en plus, et dans certains cas acceptent, la diversité et la complexité des composantes de l'identité nationale et leurs racines religieuses, mais aussi laïques. Ainsi, le roi du Maroc a toujours été très fier de l'identité multiple et de la diversité culturelle de son pays. Il est commandeur des croyants et diplômé de la Sorbonne, il s'exprime avec éloquence en français et en arabe classique, et son pays est à la fois au cœur de l'Afrique et à quelques kilomètres de l'Europe. Même la République islamique d'Iran ne fait pas exception à la règle. Au cours des premières années de la guerre Iran-Irak, l'imam Khomeini a dû ressusciter le passé laïque de l'Iran et insuffler un profond sentiment de nationalisme laïque à ses compatriotes pour que la guerre contre l'Irak laïque se poursuive.

Le débat en cours sur l'identité nationale dans la société moyen-orientale révèle une autre force à l'origine des politiques laïques dans la région.

L'idéologie

L'aspect le plus faible de la laïcité moyen-orientale est son cadre idéologique. Dans les sociétés à majorité musulmane où la religion est une des principales composantes de la culture populaire, les idéologies laïques (libérales ou de gauche) sont toujours considérées comme marginales et incohérentes et comme représentant une menace pour les fondements sociaux et politiques de la société. Selon Charles Smith, contrairement aux Occidentaux, les musulmans voient la laïcité comme une

idéologie de l'extérieur imposée par les envahisseurs, un produit de l'impérialisme européen et le prolongement d'une culture étrangère importée au début du XIX[e] siècle[5]. Avant le XX[e] siècle, il n'existait pas de mot dans la langue arabe pour parler de la laïcité. Le terme *`almaniyah* a été adopté, mais même sa prononciation la plus fréquente au Moyen-Orient aujourd'hui est ambiguë et trompeuse. Il se prononce *`ilmaniyah* (de *`ilm*-science) ou *`al-`almaniyah* (d'*alam*-monde), ce qui pourrait de façon plus juste être rendu par le mot *dunyawiyah* qui signifie terre à terre, prosaïque ou temporel[6].

Il n'est pas étonnant que la plupart des études sur la laïcité au Moyen-Orient commencent par proposer une définition stéréotypée du terme. Un siècle et demi après l'introduction de la laïcité dans la région, les intellectuels laïques entretiennent la polémique et défendent un point de vue archaïque de la laïcité, c'est-à-dire la séparation de la religion et de l'État (ce qu'étrangement certains intellectuels laïques musulmans qualifient toujours de séparation de l'église et de l'État, l'accent étant mis sur la prédominance du clergé qui serait un des grands obstacles à une réforme dans la région). Très peu ont transcendé cette approche classique vouée à l'échec pour se concentrer sur la laïcité en tant que moyen de restructurer la relation entre l'État et la société, de rétablir la société civile, de libérer la religion de la manipulation de l'État et même de redéfinir les limites du pouvoir de l'État et de la société.

Les partis politiques laïques

Il existe un grand nombre de partis laïques au Moyen-Orient, mais ils n'ont pas tellement de poids et n'ont pas l'influence des partis ou mouvements islamistes. La plupart de ces partis peuvent être classés en trois grandes catégories : libéraux, de gauche et panarabistes. À l'exception peut-être de ces derniers, ils ne comptent pas tellement de partisans. Ils sont souvent perçus comme élitistes, marginaux et idéologiquement inefficaces. Les soulèvements populaires de 2011 ont fourni aux partis laïques une excellente occasion de grossir leurs rangs, de faire connaître leurs valeurs et d'accroître leur influence dans la société, mais ils n'ont pas encore réussi à en profiter en Égypte, au Yémen, en Irak, en Jordanie et en Tunisie. Ce qui leur nuit, ce sont leurs liens étroits avec des régimes répressifs, un machiavélisme implacable, des rivalités internes, des efforts inadéquats sur le terrain et un manque de coordination entre eux pour s'assurer des résultats raisonnables aux élections.

Conclusion

L'héritage de la laïcité en tant que force dans les politiques au Moyen-Orient est inégal et alambiqué. Les sociétés ont adopté un mélange de valeurs laïques et religieuses. Selon un sondage Gallup, 74 p. 100 des répondants aimeraient être régis par la charia, mais pas par les autorités religieuses. Le rôle des érudits religieux est de plus en plus axé sur des questions religieuses pointues. Même des prédicateurs populaires (Amr Khaled et Mostafa Hosni) se concentrent sur la religiosité individuelle. Manifestement, seuls les islamistes voient dans la religion un véhicule de changement politique et social. Malgré l'inefficacité de la plupart des partis politiques laïques et la faiblesse de leurs discours idéologiques, la laïcité bénéficie d'un soutien durable reposant sur certaines valeurs qui ont été solidement intégrées dans la société et les structures de l'État. Plusieurs concepts, comme la citoyenneté, la démocratie, la république et l'État « citoyen », ont pris racine et orientent maintenant le débat politique dans la région. Les structures laïques d'inspiration occidentale sont généralement acceptées et guident les pratiques politiques entre groupes rivaux.

Polarisation entre islamistes et non-islamistes en Afrique du Nord

Au début de 2011, les soulèvements populaires qui avaient pris naissance dans l'arrière-pays tunisien ont fait tache d'huile : de l'Égypte à la Libye, de Bahreïn à la Syrie, puis au Yémen. La vague de contestation qui a déferlé sur l'ensemble de la région a touché pratiquement tous les pays arabes. Malgré leurs particularités, ces pays avaient le sentiment de partager le même sort et l'impression que leurs régimes vieillissants étaient vulnérables, surtout que ceux-ci étaient, dans bien des cas, aux prises avec des problèmes de succession. Les gens éprouvaient un sentiment d'indignation partagé face aux tares qui caractérisent ces régimes : corruption, copinage, incompétence, etc. Les médias électroniques et sociaux ont permis de créer un espace où ils pouvaient s'exprimer, la vaste majorité étant en faveur de ces soulèvements connus sous le nom de « printemps arabe » ou de « réveil arabe ».

Trois ans plus tard, les retombées de cette vague révolutionnaire sont plutôt négligeables. Dans bien des pays, on observe un retour en arrière, alors que dans d'autres, la ferveur révolutionnaire a fait place au chaos, à un recul majeur de la démocratie et du principe de légalité ou à la dévastation associée à un conflit prolongé. Même en Tunisie, seul phare démocratique restant dans la région, les tensions politiques continuent de couver, bien qu'un consensus plus large sur la façon de les désamorcer soit maintenant en vue. D'aucuns parlent de contre-révolution, mais ces tensions existent même dans les pays, comme la Libye, où les anciens régimes ont été anéantis.

Le monde arabe actuel est caractérisé par la polarisation, c'est-à-dire de profonds clivages entre la classe politique et le peuple qui poussent chaque partie aux extrêmes. Cette polarisation est en train d'étouffer les structures politiques pluralistes qui ont commencé à voir le jour en 2011, de museler les voix plus modérées et d'inciter les acteurs politiques à adopter une approche où tout va au vainqueur.

La polarisation : une nouvelle source de conflit régional

En Afrique du Nord, cette polarisation se manifeste différemment d'un pays à l'autre, mais dans la très grande majorité des cas, elle trouve son expression dans l'opposition entre islamistes et non-islamistes. C'est à dessein qu'une terminologie vague est employée ici puisque le terme « islamistes » désigne un vaste éventail d'acteurs politiques, tout comme

le terme « non-islamistes » (une appellation négative, certes, mais qui est néanmoins préférable à l'emploi des termes « libéral » ou « laïque », puisque dans des pays comme la Libye, ceux qui sont définis ainsi ne ressemblent en rien à leurs homologues occidentaux et, en fait, risquent fort d'être des conservateurs religieux).

Cette polarisation a pris naissance en Égypte, le renversement du président Mohamed Morsi le 3 juillet 2013 ayant créé une nouvelle fracture dans une région déjà en proie à des troubles. Cette fracture est aussi importante que certaines des dissensions anciennes qui minent la région, comme le conflit israélo-arabe ou le clivage entre sunnites et chiites, et se compare (de façons parfois contradictoires) aux conflits régionaux plus récents, comme la tragédie qui frappe actuellement la Syrie. Cette nouvelle polarisation, qui persistera certainement après la destitution de M. Morsi et la campagne régionale contre les Frères musulmans lancée par l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis (EAU) en février 2014, sera probablement l'un des principaux éléments qui définiront la géopolitique régionale au cours des années à venir.

Ensemble, l'Égypte, l'Arabie saoudite et les EAU ont poussé les membres de la Ligue arabe à désigner les Frères musulmans comme une organisation terroriste dans les conventions arabes de lutte contre le terrorisme. Cette campagne a échoué non seulement dans les pays où des groupes affiliés aux Frères musulmans occupent des postes d'influence sur la scène politique et où elle a été formellement rejetée, comme en Tunisie et en Libye, mais aussi dans les pays proches de Riyad comme la Jordanie et le Maroc, où la confrérie compte des groupes affiliés locaux ou les islamistes font partie de coalitions gouvernementales.

Plus particulièrement, la situation en Tunisie et en Libye met en évidence certaines des issues possibles de cette campagne lancée par des dirigeants arabes de longue date en vue de repousser ou d'écraser complètement les Frères musulmans. En Tunisie, le parti Ennahda — qui a obtenu la majorité des sièges à l'élection de 2011 et remportera probablement encore la victoire en 2014 — subit d'énormes pressions tant de l'intérieur que de l'extérieur du pays. Ces pressions l'ont convaincu de modérer ses ambitions et même de partager le pouvoir au sein d'une coalition tripartite créée à la suite du dialogue national de 2013. Cette décision a certes été prise en raison de la dynamique intérieure (notamment la présence au sein de la société civile d'homologues laïques forts, dont la Fédération des syndicats), mais a aussi été influencée de près par les événements en Égypte, qui ont changé la donne pour Ennahda et ont permis aux dirigeants de

convaincre la base du parti qu'un retrait stratégique était nécessaire, malgré les nombreuses concessions qu'ils estimaient avoir déjà faites.

On ignore si Ennahda pourra maintenir cette approche. Des élections auront lieu avant la fin de 2014 et bien qu'il ait déjà signalé sa préférence pour une forme quelconque de gouvernement d'unité nationale, Ennahda n'a pas encore arrêté son choix sur un candidat présidentiel en particulier et n'a pas indiqué s'il allait s'abstenir de disputer tous les sièges en jeu dans les élections parlementaires. Il doit tenir compte de divers facteurs, dont le besoin urgent d'aide financière de la Tunisie et le fait que les dons sont plus susceptibles de provenir des pays du Golfe, qui indiquent à l'heure actuelle qu'ils ne soutiendraient pas un gouvernement dont Ennahda ferait partie. Certains politiciens laïques appellent déjà Ennahda à modérer ses ambitions dans les élections parlementaires pour le bien du pays. Il s'agit d'une décision difficile à prendre pour le parti, compte tenu des attentes de sa base et de son succès électoral en tant que symbole démocratique garantissant une protection contre le retour de la répression exercée contre les islamistes qui avait traumatisé le pays dans les années 1990.

De même, selon l'aile libyenne des Frères musulmans et son Parti de la justice et de la construction, le contexte régional est extrêmement hostile. Au cours des derniers mois, ils ont adopté une approche opposée à celle d'Ennahda : ils ont cherché, de concert avec divers alliés, à consolider leur pouvoir en prévision des élections législatives de juin 2014 et n'ont fait aucune concession. À l'échelle régionale, le défi auquel ils sont confrontés est peut-être de nature plus existentielle : l'Égypte, l'Arabie saoudite et les EAU pourraient tout simplement ne pas accepter qu'un pays arabe riche en pétrole soit gouverné par une ramification des Frères musulmans. Vu la situation intérieure de plus en plus chaotique, les islamistes libyens sont convaincus que leurs opposants (allant des loyalistes de l'ancien régime, des défenseurs de la laïcité et de groupes ethniques comme les Toubous aux nouveaux mouvements politiques comme les fédéralistes) reçoivent un soutien politique et matériel des pays du Golfe et de l'Égypte. À la fin de mai 2014, la montée en puissance d'une coalition anti-islamiste dirigée par le général à la retraite Khalifa Haftar et prête à recourir à la violence pour chasser les islamistes du pouvoir a contribué à les raffermir dans cette opinion.

L'islamisme est-il vraiment au cœur du problème?

Cette polarisation entre islamistes et non-islamistes repose sur des différences fondamentales. Ils ont de profondes divergences d'opinion

sur, par exemple, le rôle et la nature de l'État, les mœurs sociales et les systèmes judiciaires. Ces divergences risquent d'être impossibles à surmonter à long terme, mais de façon générale, les islamistes ou du moins les membres de la frange non violente de la mouvance islamiste ne sont pas au pouvoir depuis assez longtemps pour imposer leur vision du monde de façon importante.

Le clivage idéologique entre islamistes et non-islamistes n'est donc que la pointe de l'iceberg. Ces forces politiques, anciennes et nouvelles, qui ont vu le jour dans les pays postrévolutionnaires d'Afrique du Nord se livrent d'autres batailles non idéologiques.

La réforme de l'appareil gouvernemental et la prise de contrôle de l'État sont au cœur du problème. En 2011, les élites de l'État considéraient les islamistes comme des intrus. Elles avaient procédé à leur répression ou l'avaient facilitée en ayant recours tout particulièrement aux services de sécurité et à l'appareil judiciaire. La plupart des islamistes avaient une vision radicale de la réforme de l'État. Ils préconisaient dans certains cas une réorganisation complète ayant peu à voir avec leur idéologie islamiste et, à cet égard, jouissaient de l'appui de révolutionnaires laïques. Toutefois, ils cherchaient aussi à utiliser leurs victoires électorales pour accaparer une part des ressources de l'État qui étaient contrôlées par les anciennes élites du régime. Voici quelques exemples :

- En Égypte, la tentative des Frères musulmans en vue de réformer l'appareil judiciaire a suscité une réaction brutale, ce qui a incité les juges à rendre des décisions à caractère politique telles que celle de la Cour suprême constitutionnelle visant la dissolution du Parlement prononcée en juin 2012. Cette mesure a poussé le président Morsi, en novembre 2012, à lancer une offensive contre l'appareil judiciaire en retirant aux tribunaux de l'État le pouvoir de revoir les résultats des élections et en suspendant les travaux du comité chargé de rédiger une nouvelle constitution.
- En Tunisie, Ennahda a nommé plus de 11 000 loyalistes à différents postes à l'échelle de l'appareil gouvernemental. Cette mesure a été prise en partie pour contrer les préjugés historiques contre le parti, mais aussi pour obtenir la faveur des réseaux clientélistes au sein de l'État dont l'appui serait essentiel lors des prochaines élections.
- En Libye, le Parti de la justice et de la construction des Frères musulmans, des politiciens salafistes ainsi que des révolutionnaires appartenant à divers mouvements ont demandé non seulement la réorganisation de l'armée et de la police, mais

leur remplacement complet étant donné qu'ils ne faisaient pas confiance aux vestiges des anciennes institutions de sécurité.

En d'autres termes, le discours régional actuel relatif à la polarisation ne se fonde qu'en partie sur de véritables divergences idéologiques. Un élément tout aussi important a trait au fait que l'arrivée sur la scène politique de mouvements étroitement soudés, qui jusque-là avaient été exclus, crée de nouveaux conflits au sujet du contrôle des institutions de l'État et du soutien symbolique ou matériel dont ils jouissent.

(...) l'arrivée sur la scène politique de mouvements étroitement soudés, qui jusque-là avaient été exclus, crée de nouveaux conflits au sujet du contrôle des institutions de l'État et du soutien symbolique ou matériel dont ils jouissent.

Islam et politique au Moyen-Orient

Il est de plus en plus clair que les forces laïques n'arrivent pas à attirer de grands leaders. La polarisation de la société sur la question du rôle de la religion dans le gouvernement s'accentue et les fractures qui divisent les pays du Moyen-Orient sont aggravées par des facteurs géopolitiques et sociétaux.

Ces grandes conclusions seront abordées dans la présente communication qui replacera également dans leur contexte les principaux sujets de préoccupation. Mentionnons d'abord qu'un courant anti-islamiste sans précédent émerge actuellement au Moyen-Orient. En Égypte et en Tunisie, mais aussi en Syrie, en Libye et dans les pays du Golfe, la répression des tendances islamistes s'intensifie, et les laïcs contestent le rôle des islamistes dans le gouvernement et la société. Le plus difficile dans beaucoup de ces dossiers c'est de déterminer si les laïcs sont vraiment capables de concurrencer les islamistes et leur discours politique dans un scrutin. Les mouvements ou les partis politiques laïques peuvent-ils rallier le public à leurs opinions sans recourir à la manière forte de l'État autoritaire ou de l'État profond? Peuvent-ils légitimement se tailler un rôle politique s'ils n'ont rien de plus à offrir que leur opposition à la raison d'être de l'islamisme? S'agit-il d'un problème d'image pour les laïcs qui, à tort ou à raison, sont considérés comme des « impies » dans de nombreuses sociétés moyen-orientales? À l'heure actuelle, peu de groupes laïques réussissent à effacer l'image négative que la société se fait d'eux. Ils sont considérés comme des mouvements athées ou d'inspiration occidentale, ce qui ne plaît pas tellement aux foules dans ces sociétés conservatrices. N'oublions pas non plus que les islamistes profitent de cette ambiguïté pour définir la laïcité à leur propre avantage. La laïcité est une cible facile pour les critiques, à cause de cette image négative et de ses liens implicites avec les éléments de l'État profond qui l'appuient.

Signalons aussi que le phénomène de la polarisation croissante des sociétés moyen-orientales autour du rôle de l'islam dans la politique n'a pas encore été élucidé. Beaucoup de citoyens soupçonnent fortement les mouvements islamistes de travailler dans l'ombre, de se comporter en sectes et d'être loyaux non pas à l'État, mais à une *oumma* plus large. Ces soupçons sont sans fondement, mais ils trouvent un écho dans les médias grand public et la propagande gouvernementale si souvent teintée de nationalisme. L'armée égyptienne a accentué la polarisation de la société en utilisant ce langage pour présenter l'impasse politique actuelle en Égypte dans un contexte nationaliste, où il y a d'une part le vaillant

gardien de l'intégrité de l'État et d'autre part les déloyaux Frères musulmans. Elle affirme que l'actuelle vague d'attentats à la bombe commis par des groupes radicaux ou dissidents dans toute l'Égypte est causée par les partisans des Frères musulmans, ce qui diabolise davantage encore les mouvements islamistes. Il convient toutefois de rappeler que les partis islamistes n'ont pas réussi à gouverner et que cela devrait être une façon de contrer leur force. Après tout, pendant des décennies, les mouvements islamistes ont réduit la gouvernance au dicton « l'Islam est la solution » sans jamais rien apporter de vraiment nouveau au débat sur les choix politiques. Une fois au pouvoir, les Frères musulmans ont dévoilé un plan sur 100 jours qui a rapidement été mis à mal par la réalité politique, sociale et économique d'une Égypte complexe.

La naïveté des plans stratégiques des partis islamistes n'a pas été le seul problème : en réalité, ils correspondaient à leur vision politique et économique de l'Égypte. Ils perpétuaient le statu quo dans la politique économique, par exemple, en poursuivant les mêmes vieilles discussions avec le Fonds monétaire international. En fait, les islamistes ne sont pas différents des autres acteurs politiques : face à une crise économique, ils comptent sur le système financier international qui les oblige à restructurer et à corriger la situation économique. Certains prétendent que les islamistes étaient très différents de ceux qui les ont précédés, mais je soutiens qu'ils ont utilisé les mêmes tactiques du haut vers le bas. Ils appuient le grand capital, n'ont pas de politique commerciale provenant de la base et apprécient eux aussi l'ordre et la stabilité. Ce sont des institutions hiérarchiques qui, fidèles à la tradition égyptienne, traitent encore les aînés avec déférence. Cela ne pose pas de problème en soi, mais ils n'ont pas répondu aux attentes du peuple égyptien qui voulait un changement en profondeur. C'est une des raisons sous-jacentes de l'échec des Frères musulmans et à mon avis du futur échec de l'actuel gouvernement militaire.

De plus, les fractures géopolitiques découlant du rôle que jouent les islamistes dans la politique de la région se creusent. Certains ont attribué l'agressivité saoudienne à l'égard des Frères musulmans à leur complicité avec l'Iran ou à leur appel à une gouvernance démocratique qui remettrait en question la raison d'être du régime saoudien, mais il y a un autre aspect de cette lutte pour le pouvoir qui pose problème. Dans la région, les Saoudiens financent des salafistes qui sont inspirés par les interprétations wahhabistes de l'islam et même formés dans cette voie.

Ironiquement, ces mouvements dépolitisent la religion. Les salafistes pourraient dominer le nouveau discours islamique en mettant l'accent sur la piété individuelle et le comportement moral. En réorientant le discours islamiste sur des détails comme la longueur de la barbe ou du pantalon, les salafistes, et par extension les Saoudiens, cherchent à miner le pouvoir politique de mouvements islamistes comme les Frères musulmans. Ce n'est pas nécessairement un changement positif à long terme parce que les salafistes aussi se sont montrés intolérants à l'égard de nombreux autres mouvements et orientations politiques. L'attrait qu'ils exercent sur un petit nombre pourrait aider à miner l'ascension vers le pouvoir des islamistes à court terme, mais aurait pour effet à long terme d'amoindrir le pluralisme, les droits des minorités, la diversité et la pensée politique libérale en général, ce qui ne serait pas une amélioration pour la région.

En réorientant le discours islamiste sur des détails comme la longueur de la barbe ou du pantalon, les salafistes, et par extension les Saoudiens, cherchent à miner le pouvoir politique de mouvements islamistes comme les Frères musulmans.

Enfin, les islamistes sont tiraillés à l'heure actuelle. Ils n'ont plus de bons modèles. Le régime turc est en pleine tourmente politique à cause de l'arrogance du premier ministre Erdogan, ce qui a donné mauvaise réputation au parti AKP dans le monde arabe. De même, le court mandat des Frères musulmans en Égypte sous la présidence embarrassante de Morsi a été une expérience ratée dans le pays arabe le plus peuplé. En Tunisie, Ennahda semble être l'intervenant le plus responsable puisqu'il a accepté de laisser ses ambitions de côté en faveur d'un gouvernement intérimaire pour éviter un scénario à l'égyptienne, ce qui en fait l'acteur politique le plus mature, mais il n'a toujours pas gagné le respect de suffisamment de Tunisiens pour gouverner, ce qui en fait un modèle improbable. Peut-être y aurait-il lieu d'apprendre des exemples asiatiques, de la Malaisie entre autres, mais pour le moment les mouvements islamistes ont été défaits idéologiquement et militairement et l'avenir de l'islam en politique demeure incertain.

À la dérive : l'Arabie saoudite face au changement qui s'opère au Moyen-Orient

La diplomatie saoudienne traverse une période difficile et incertaine. Le malaise a commencé à se faire sentir à la suite des soulèvements arabes de 2011. Selon l'Arabie saoudite, ces soulèvements ont ouvert la boîte de Pandore de l'islam politique, du sectarisme et du tribalisme et ont permis à l'Iran et à al-Qaïda d'accroître leur influence. Le malaise a progressivement pris de l'ampleur et a mené à une série de désaccords avec les États-Unis au sujet de l'ordre régional et des stratégies à adopter pour gérer le chaos dans les pays voisins.

Dans les éditoriaux des journaux saoudiens, les chroniqueurs ont rappelé certains thèmes familiers, mais avec une vigueur renouvelée : les pays du Golfe sont exclus des négociations régionales sur l'Iran; la Syrie, l'Iran et les Frères musulmans en Égypte trompent les États-Unis; les pays du Golfe doivent adopter une approche unilatérale plus musclée pour protéger leurs intérêts et ils devraient cultiver des relations avec de nouveaux partenaires pour assurer leur sécurité vu l'imprévisibilité et la perfidie des États-Unis et leur retrait de la région.

Au cours des derniers mois, l'Arabie saoudite a tenté de créer une certaine harmonie au sein des États du Conseil de coopération du Golfe (CCG), qui ont toujours été connus pour leur manque de discipline — en dressant des plans en vue d'un commandement militaire unifié et en essayant de les convaincre d'imposer un embargo au Qatar à cause du soutien qu'il apporte aux Frères musulmans. Toutefois, l'espoir saoudien d'un consensus solide avec les autres pays du Golfe risque de s'avérer difficile à combler. Ces pays privilégient depuis longtemps le bilatéralisme dans leurs négociations avec les puissances extérieures, qu'il s'agisse des États-Unis ou de l'Iran.

Sous les inquiétudes des Saoudiens se cache une autre crainte, à savoir que leur sécurité et leur légitimité soient compromises à l'échelle non seulement régionale, mais nationale. C'est là un aspect de leur vision du Moyen-Orient dont il est rarement tenu compte : les menaces idéologiques émanant de l'extérieur, qu'il s'agisse de l'islam politique des Frères musulmans, de l'activisme chiite, de la démocratisation ou du djihadisme transnational, sont susceptibles de mobiliser l'opposition intérieure contre la famille al-Saoud.

Syrie

Les préoccupations de l'Arabie saoudite relatives à la sécurité intérieure et régionale sont surtout évidentes en Syrie. Sur le plan géopolitique, c'est sa rivalité stratégique avec l'Iran qui l'a incitée à intervenir en Syrie. Depuis longtemps, l'Arabie saoudite considérait les liens étroits entre le régime el-Assad et l'Iran comme un affront compromettant à son rôle de premier plan au sein du monde arabe dans les dossiers du Levant et de la Palestine. Avant 2011, Riyad avait tour à tour exercé des pressions diplomatiques, puis eu recours à la persuasion pour tenter de sortir la Syrie de l'orbite de l'Iran, mais en vain. Le soulèvement contre le régime el-Assad offrait à nouveau à l'Arabie saoudite la possibilité de réduire l'influence de l'Iran dans la région. Il s'agissait pour elle d'une occasion de se remettre de la « perte » humiliante de l'Irak et, peut-être plus important encore, de la défaite au Liban, où en 2008, Téhéran avait effectivement éclipsé Riyad lorsque les forces du Hezbollah avaient mis en déroute les factions de Hariri soutenues par les Saoudiens à Beyrouth Ouest.

Dans la guerre en Syrie, l'Arabie saoudite se bat sur bien d'autres fronts, qui ont tous une grande incidence sur son statut dans la région et sa sécurité intérieure. Elle cherche à limiter la montée d'acteurs transnationaux d'al-Qaïda qui ont l'intention et les moyens de menacer le royaume. En même temps, Riyad tient à ce que les factions des Frères musulmans qui se battent aux côtés de l'opposition syrienne soient marginalisées dans la Syrie de l'après-Assad. Devant le soutien croissant que les États du Golfe plus petits accordent à l'opposition syrienne, l'Arabie saoudite se sert de la guerre en Syrie pour réaffirmer sa primauté au sein du CCG et, plus particulièrement, pour contrer l'autorité croissante du Qatar.

Irak

Si, aux yeux des Saoudiens, le péché par omission des États-Unis en Syrie a profité à l'Iran, son péché par action en Irak — soit la destitution du président Saddam Hussein — a été un énorme cadeau pour Téhéran. Mais plutôt que de prendre des mesures musclées pour lutter contre le pouvoir de l'Iran, comme il le fait au Levant, Riyad a adopté, en Irak, une politique d'endiguement passive visant simplement à limiter les dégâts. Étant donné que le pays est à majorité chiite, les dirigeants saoudiens concèdent en privé qu'ils livrent une bataille perdue d'avance en voulant contrer l'influence de Téhéran, puisque l'Arabie saoudite n'a pas les réseaux locaux, l'accès et les moyens dont dispose l'Iran.

L'Arabie saoudite et les États du Golfe continueront sans doute d'être réticents à améliorer leurs relations avec l'Irak ou d'être ambivalents devant une telle perspective, même si la population irakienne en général s'oppose à l'Iran. Ainsi, en espérant pouvoir convaincre les États arabes du Golfe d'établir un dialogue fructueux avec l'Irak pour faire contrepoids à l'Iran, espoir qu'il caresse depuis longtemps, Washington fait, en fin de compte, fausse route. Le mieux que l'on puisse espérer est que l'Irak devienne une zone tampon entre Riyad et Téhéran plutôt qu'un terrain où les rivalités se manifestent ouvertement.

Égypte

La chute de Morsi a profondément modifié la politique saoudienne à l'égard de l'Égypte, l'Arabie saoudite, de concert avec le Koweït et les Émirats arabes unis (EAU), ayant versé 12 milliards de dollars américains au gouvernement soutenu par al-Sissi. La répression n'a fait qu'élargir le fossé entre Washington et Riyad dans le dossier de l'Égypte — et de l'ordre régional plus vaste — que la chute du régime Moubarak avait creusé au départ. Les États-Unis ont sollicité, par voie détournée, l'aide de l'Arabie saoudite et des EAU afin d'implorer al-Sissi de parvenir à un compromis pacifique avec Morsi, mais tout porte à croire que les États du Golfe poursuivaient des objectifs opposés à ceux de Washington. Le roi Abdallah a plus tard reproché à Washington sa naïveté au sujet de la nature véritable des Frères musulmans en tant qu'organisation « terroriste ».

Même si, théoriquement, les Frères musulmans sont interdits en Arabie saoudite, de nombreux religieux salafistes influents membres des Sahwa (« réveil » en arabe) partagent certaines de leurs convictions doctrinales. Ces personnes ont été nombreuses à critiquer la répression et ont lancé un appel à la réconciliation — en rupture totale avec la politique officielle des Saoudiens. Ironiquement, la chute de Morsi a provoqué la politisation du discours religieux dans le royaume, situation que les Saoudiens espéraient justement éviter lorsque les Frères musulmans étaient au pouvoir.

Répercussions dans la région de l'accord sur le programme nucléaire iranien

Les autorités saoudiennes ont réagi avec cynisme et suspicion à l'offensive de charme du président iranien Hassan Rohani. En fait, l'accord provisoire conclu entre le P5+1 et Téhéran n'a fait qu'officialiser une catastrophe que les Saoudiens craignaient depuis longtemps : une

opération de leurre permettant à Téhéran de gagner du temps dans le dossier nucléaire et de mener des actions perfides à l'échelle de la région, particulièrement en Syrie. Devant le manque de fiabilité des États-Unis, les hautes instances saoudiennes ont, contrairement à leurs habitudes, préconisé publiquement une politique plus musclée et plus indépendante afin d'intensifier la lutte contre l'Iran.

L'Iran et l'Arabie saoudite sont destinés à demeurer des rivaux dans la région, mais la question est de savoir si leur rivalité doit se manifester sous forme de conflit prolongé ou s'ils peuvent trouver un modus vivendi pacifique — que le président américain Barack Obama a récemment qualifié d'équilibre entre les États du Golfe et l'Iran dans une importante entrevue peu remarquée qu'il a accordée au *New Yorker*[7]. Les relations bilatérales que Washington entretient avec Riyad et Téhéran seront essentielles à l'établissement d'un tel équilibre. Cela dit, les États-Unis et l'Occident en général n'ont probablement pas intérêt à encourager l'Arabie saoudite et l'Iran à normaliser leurs relations, vu le fractionnisme des élites dans chaque pays.

Face au réchauffement des relations entre les États-Unis et l'Iran et à l'amélioration des liens entre les autres pays du Golfe et Téhéran, les Saoudiens pourraient être contraints à faire des ouvertures unilatérales à la République islamique. Toutefois, compte tenu de la férocité du conflit en Syrie et de l'attitude des élites dans les deux pays, ces ouvertures risquent de demeurer extrêmement limitées. Tout dépendra de la volonté de l'Iran de désamorcer la situation et de réduire son intervention au Levant à un niveau jugé acceptable — pour sauver l'honneur — par les éléments plus pragmatiques du régime saoudien. Cependant, étant donné la force des principalistes à Téhéran et des Gardiens de la révolution, ce scénario semble peu probable à court et à moyen terme.

Peu importe le type de régime en place à Téhéran, l'Arabie saoudite et les États arabes du Golfe continueront de demander un soutien militaire de l'extérieur pour contrebalancer ce qu'ils considèrent être les ambitions hégémoniques inhérentes de l'Iran.

Le principal obstacle à une réelle embellie dans les relations est l'inévitable déséquilibre structurel qui existe entre les États du Golfe. Peu importe le type de régime en place à Téhéran, l'Arabie saoudite et les États arabes du Golfe continueront de demander un soutien militaire de l'extérieur pour contrebalancer ce qu'ils considèrent être les ambitions hégémoniques inhérentes de l'Iran. Pour sa part, l'Iran continuera de revendiquer le départ des forces étrangères dans le Golfe afin de pouvoir y affirmer le rôle de leadership

qui lui revient. Ainsi, l'établissement entre l'Iran et l'Arabie saoudite d'un nouvel équilibre plus constructif qui faciliterait le désengagement des États-Unis n'est qu'un rêve lointain pour les États du Golfe.

L'avenir des relations entre les États-Unis et l'Arabie saoudite

Les mises en garde des Saoudiens concernant l'impuissance des Américains face aux menaces régionales, leur tendance à l'unilatéralisme et leur sollicitation de nouveaux partenaires pour assurer leur sécurité sont loin d'être des phénomènes nouveaux. Si l'on se fie à l'histoire, l'Arabie saoudite continuera d'adopter des politiques qui cadrent avec les grandes lignes des stratégies américaines, tout en étant de plus en plus portée à jouer sur plusieurs tableaux ou à opter pour l'unilatéralisme, ce qui, dans certains cas, risque d'aller à l'encontre des intérêts des États-Unis. Quoi qu'il en soit, Washington demeure, au bout du compte, le seul partenaire valable. Aucun des prétendants potentiels du royaume n'a la capacité ou la volonté réelle de remplacer les États-Unis, bien que des pays comme le Pakistan, la France, la Chine et l'Inde puissent assumer certaines responsabilités particulières en matière de sécurité.

On a fait grand cas de l'indépendance énergétique des États-Unis menant à un refroidissement des relations avec l'Arabie saoudite. Certes, de nouvelles tendances compromettent la prépondérance de longue date de l'Arabie saoudite dans le secteur pétrolier. Riyad fait face à une baisse de la demande mondiale, à la réémergence du pétrole brut libyen sur le marché mondial et à l'augmentation de la production de l'Iran accompagnant la levée partielle des sanctions. Si l'Irak atteint son plein potentiel de production, l'Arabie saoudite pourrait perdre encore davantage de terrain. La production de gaz de schiste aux États-Unis, qui devrait atteindre son apogée en 2018, pourrait forcer une réduction encore plus importante de la production dans les pays de l'OPEP au cours des prochaines années. Cela dit, il ne faut pas surestimer ces tendances. L'Arabie saoudite demeure une puissance énorme en tant que productrice d'appoint, et ses exportations de pétrole sont essentielles au bien-être économique de poids lourds mondiaux comme la Chine, dont dépendent les économies des États-Unis et de l'Europe. De tels liens signifient que Washington continuera de s'intéresser à la protection des réserves saoudiennes malgré la production de gaz de schiste aux États-Unis.

Enfin, il faut se rappeler que le chemin menant à une percée réelle et transformatrice dans les relations entre les États-Unis et l'Iran — sans parler d'une détente nucléaire plus modeste — sera plus long et plus incertain que le croient les alarmistes à Riyad et les optimistes à

Washington. Si une telle percée se concrétise, ses effets sur les relations entre les États-Unis et l'Arabie saoudite et sur l'ensemble de la région risquent d'être moins radicaux et transformateurs qu'on ne le suppose généralement.

Calculs politiques et sécuritaires de l'Iran dans la région

Le président Hassan Rohani poursuit-il des politiques nucléaire et étrangère différentes de celles de son prédécesseur ou est-il un loup déguisé en agneau? Pour répondre à cette question, analysons d'abord les négociations nucléaires en cours entre l'Iran et le P5+1 (les cinq membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU plus l'Allemagne), puis examinons les répercussions possibles d'un accord nucléaire définitif sur l'orientation des politiques régionales iraniennes.

Pourquoi l'Iran a-t-il accepté de négocier?

L'Iran a accepté de négocier parce que, en 2013, ses plus hautes instances ont pris la décision stratégique de conclure un accord nucléaire avec l'Occident en échange de la levée des sanctions imposées par les États-Unis et l'Union européenne. De toute évidence, des forces puissantes en Iran, aux États-Unis et au Moyen-Orient cherchent à faire avorter les négociations sur le nucléaire et sont en mesure de le faire. Pourtant, un optimisme prudent amène à évaluer à 60 p. 100 les chances que les deux parties signent un accord nucléaire permanent d'ici un an. Bien sûr, je ne serai pas totalement étonné si les pourparlers échouent.

L'accord provisoire sur le programme nucléaire (le Plan d'action conjoint) que l'Iran et le P5+1 ont signé en novembre 2013 continue de susciter beaucoup de scepticisme, surtout de la part des partisans d'un changement de régime en Iran. Ils insistent sur le fait que les sanctions débilitantes des États-Unis et de l'Union européenne visant les institutions financières et les industries pétrolières et gazières de l'Iran ont contraint Téhéran à se présenter à la table de négociation. Ils accusent l'Iran d'être foncièrement perfide et de se servir des négociations pour gagner du temps et tromper l'Occident alors qu'il s'efforce subrepticement de fabriquer une bombe nucléaire. Selon eux, il faut empêcher l'Iran d'enrichir de l'uranium sur son territoire ou de se doter d'un programme nucléaire pacifique, ce qui, comme l'a fait remarquer le président Obama, est peu réaliste. Pour atteindre ces objectifs, ils proposent de renforcer les sanctions, d'en imposer de nouvelles et de faire peser une menace crédible de recours à la force sur l'Iran.

Les sanctions débilitantes ont incontestablement été le principal facteur qui a amené l'Iran à négocier. Elles ne sont toutefois pas le seul. D'abord,

les politiques mal inspirées d'Ahmadinejad ont ruiné l'économie du pays, surtout au cours des deux dernières années de sa présidence cauchemardesque (de 2005 à 2013). Ce n'est pas dire que les sanctions n'ont pas eu un effet dévastateur sur l'économie iranienne, mais cela permet de penser qu'elles n'ont pas eu une incidence marquée sur le programme nucléaire de l'Iran. Malgré les sanctions, les menaces de recours à la force proférées par les États-Unis et Israël, le sabotage d'ordinateurs et l'assassinat de quelques scientifiques nucléaires, l'Iran a réalisé des progrès impressionnants au cours des neuf dernières années : le nombre de centrifugeuses est passé d'environ 1 400 à plus de 19 000 (dont 9 000 à 10 000 sont en état de fonctionnement); il a maîtrisé la technologie permettant d'enrichir l'uranium à 20 p. 100; il a construit de nouvelles installations à Fordo et à Arak; il a étendu son infrastructure nucléaire évaluée à 100 milliards de dollars américains.

L'élection en 2013 du président Rohani est un autre facteur important qui a amené l'Iran à négocier. Soutenu par les anciens présidents Rafsandjani et Khatami et les réformistes, Rohani a fait campagne en vue de contrer la détérioration des conditions économiques, de sortir de l'impasse nucléaire avec l'Occident, d'obtenir la levée des sanctions, de modérer la politique étrangère iranienne et d'améliorer les relations avec les États-Unis. D'autres candidats ne manifestaient aucun désir de régler le dossier nucléaire et appuyaient le maintien des politiques d'affrontement d'Ahmadinejad. En élisant Rohani, la population lui confiait le mandat de conclure un accord nucléaire avec l'Occident et de modifier l'orientation de la politique étrangère de l'Iran. Même si les négociations secrètes entre l'Iran et les États-Unis, arbitrées par l'Oman, avaient déjà été amorcées avant la victoire de Rohani, il sera naïf de penser que s'il avait été élu président, Saeed Jalili, le responsable de la sécurité nationale, aurait signé l'accord nucléaire provisoire.

Ce qu'on oublie comme par hasard, c'est le fait que la victoire de Rohani a changé l'équilibre des forces au sein du système politique hautement polarisé et fragmenté de l'Iran en faveur de ceux qui cherchent à mettre fin à l'impasse nucléaire avec l'Occident, à réintégrer l'Iran dans l'économie mondiale et même à normaliser les relations avec les États-Unis. Fait intéressant, cette faction jouit du soutien d'une large part de l'électorat. Cette situation nouvelle peut contribuer à profondément modifier le paysage politique de l'Iran. Elle a aussi créé une occasion que l'Occident ne peut se permettre de rater. Ce serait pour lui une erreur stratégique tragique que de se concentrer exclusivement sur le dossier nucléaire et de ne pas tenir compte de cette importante évolution des élites iraniennes.

Enfin, l'Iran a accepté de négocier parce qu'il a constaté qu'il avait intérêt à collaborer avec l'Occident puisque son attitude de défi était trop lourd de conséquences. Après tout, il semble être sur le point de devenir une puissance nucléaire ayant l'infrastructure, les connaissances, l'expertise et la technologie voulues pour fabriquer une bombe s'il décide de le faire. L'Iran a cherché à se doter des moyens et de l'infrastructure nécessaires à la fabrication d'une bombe et il tient effectivement à nourrir l'ambiguïté qui entoure ses capacités nucléaires.

L'Iran a cherché à se doter des moyens et de l'infrastructure nécessaires à la fabrication d'une bombe et il tient effectivement à nourrir l'ambiguïté qui entoure ses capacités nucléaires.

C'est pourquoi la question du temps nécessaire pour fabriquer une bombe est devenue aussi importante pour l'Occident dans ses négociations avec l'Iran. Selon certains rapports, les États-Unis croient qu'à l'heure actuelle, l'Iran serait en mesure de fabriquer une bombe nucléaire dans un délai d'environ deux mois. Ils cherchent à prolonger cette période à un an, afin que l'Occident ait le temps de déceler et de stopper tout projet en ce sens. C'est dans cette optique que les États-Unis auraient demandé de ramener le nombre de centrifugeuses en service au cinquième du nombre actuel, une réduction importante il va sans dire. L'Iran, pour sa part, parle de faire passer le nombre de centrifugeuses à 50 000, puisque, soutient-il, il ne peut compter sur des puissances extérieures, dont la Russie, pour obtenir le combustible nécessaire au fonctionnement de ses réacteurs. L'Occident insiste sur le fait que les principales sanctions ne seront pas levées en permanence, mais plutôt suspendues temporairement de sorte qu'elles puissent être réimposées si l'Iran contrevient à l'accord final. Il préférerait conclure un accord permanent d'une durée d'au moins dix ans, alors que l'Iran voudrait un accord d'une durée beaucoup moins longue.

Même si l'Iran semble être disposé à accepter que des inspections très intrusives de son programme nucléaire soient réalisées, au bout du compte, un régime d'inspection ne peut être efficace et fiable que si des éléments puissants de la classe dirigeante s'engagent fermement à établir un programme nucléaire pacifique.

Les divergences sont énormes, mais elles peuvent être surmontées parce que les deux parties semblent être arrivées

à la conclusion qu'il est dans leur intérêt, à ce moment-ci de l'histoire, de mettre fin à l'impasse.

Incidence possible d'un accord nucléaire permanent sur les politiques régionales de l'Iran

L'Iran est une puissance régionale émergente qui, au cours des dernières années, en est venue à jouer un rôle important en Afghanistan, en Irak, en Syrie, au Liban et dans le conflit israélo-arabe. Ses politiques régionales témoignent de sa rivalité géostratégique avec les États-Unis. L'Iran entretient cette rivalité surtout dans le but d'assurer la survie du régime, de pratiquer la dissuasion et d'étendre son influence. Il est en train de se doter de moyens de dissuasion efficaces face aux États-Unis et à Israël en fabriquant des missiles, en appliquant des stratégies asymétriques, en créant de l'ambiguïté autour de ses capacités nucléaires et en ayant recours au terrorisme. L'Iran a cherché à créer des zones d'influence à différents endroits, dont Herat en Afghanistan, le sud du Liban, la Syrie et le sud de l'Irak. Il a également soutenu des acteurs non étatiques, comme le Hezbollah au Liban, et a formé un « axe de résistance » contre les États-Unis et Israël qui s'étend de l'Afghanistan au Liban.

L'Iran est devenu une puissance régionale, mais pas au sens classique du terme. Il s'agit plutôt d'une puissance perturbatrice, c'est-à-dire une puissance qui est incapable d'imposer sa volonté aux autres, mais qui a suffisamment de pouvoir pour sérieusement entraver les initiatives des puissances mondiales.

Consciente de ce rôle d'empêcheur de tourner en rond de l'Iran, l'administration Rohani s'efforce de transformer progressivement le pays en puissance régionale constructive et ouverte sur le monde. Ce rôle a coûté cher à l'Iran et est loin de faire l'unanimité chez les Iraniens.

Si un accord nucléaire était conclu entre l'Iran et le P5+1, les chances que l'Iran se transforme en puissance régionale normale augmenteraient sensiblement.

Bien que l'on peut demeurer prudemment optimiste quant à la possibilité qu'un accord nucléaire définitif soit conclu d'ici un an, on se doit d'être beaucoup plus pessimiste face à la perspective d'une normalisation des relations entre les États-Unis et l'Iran. D'une part, le Guide suprême se méfie des intentions des États-Unis. D'autre part, des forces puissantes en Iran continuent de profiter de la situation entre la paix et la guerre qui

prévaut actuellement entre l'Iran et les États-Unis et sont prêtes à tout faire pour perpétuer le statu quo.

Pourtant, une détente entre l'Iran et les États-Unis n'est pas impossible. Comme les deux pays ont certaines divergences insurmontables ainsi que des intérêts communs, l'établissement d'un mécanisme institutionnel qui leur permettrait de gérer pacifiquement leurs différends et de coopérer lorsque leurs intérêts convergent pourrait favoriser une telle détente, dont les deux pays ont d'ailleurs un grand besoin. Si les divergences entre l'Iran et les États-Unis ont fait couler beaucoup d'encre, leurs points communs n'attirent presque pas d'attention. Actuellement, ils partagent un objectif stratégique : établir la stabilité politique en Afghanistan, rebâtir le pays dévasté et lutter contre le narcotrafic. L'Iran a collaboré de façon constructive avec les États-Unis au renversement des talibans et à l'établissement des fondements d'un nouvel Afghanistan. Malgré certains de ses actes malveillants et odieux en Irak, l'Iran a adopté dans l'ensemble, à l'ère post-Saddam Hussein, des politiques beaucoup moins préjudiciables aux intérêts américains que certains des plus proches alliés de Washington dans la région. En Syrie, l'Iran a effectivement été l'allié le plus indéfectible du régime el-Assad, alors que les États-Unis ont lancé un appel en faveur de sa destitution. Pourtant, les deux pays partagent le même objectif stratégique, soit de venir à bout des extrémistes sunnites, des terroristes et des djihadistes radicaux qui se sont installés de manière inquiétante en Syrie. En outre, ils sont déterminés à prévenir l'effondrement total de l'État syrien, craignant la montée en puissance des extrémistes et des djihadistes qui profiteraient presque certainement du vide à la tête du pays qu'occasionnerait un tel effondrement.

Bref, une détente entre les États-Unis et l'Iran réduirait sensiblement les tensions qui persistent, aiderait l'Iran à s'écarter de son rôle d'empêcheur de tourner en rond pour adopter un rôle de partisan du statu quo et changerait le paysage stratégique du Moyen-Orient pour le mieux. À mesure que les relations et les rivalités entre les États-Unis et la Russie s'intensifient, l'Iran devient un atout plus précieux pour les deux pays. Rohani tente d'orienter progressivement son pays vers une politique étrangère d'ouverture sur l'Orient et sur l'Occident, de sorte qu'il puisse collaborer avec les deux parties et ainsi promouvoir ses propres intérêts.

Réaction d'Israël à l'apparition de zones instables près de ses frontières

À cause de divers événements qui se sont produits au cours des trois dernières années, Israël est aux prises avec de nouveaux problèmes complexes en matière de sécurité sur plusieurs fronts. D'une part, une menace de longue date s'est soit transformée, soit intensifiée. D'autre part, un nouvel ennemi ou un nouveau groupe d'ennemis a vu le jour. Dans tous les cas, les nouvelles menaces sont liées à l'affaiblissement, à l'effondrement ou au risque d'effondrement d'États qui s'opposent à Israël. C'est le cas notamment de la Syrie et de l'Égypte et, dans une mesure bien moindre, du Liban.

Syrie

En Syrie, la guerre civile qui dure depuis trois ans a transformé une situation hostile, mais relativement prévisible en une situation beaucoup plus complexe. L'opinion d'Israël au sujet du conflit a passé par diverses étapes. Avant 2011, le régime el-Assad était membre fondateur de la principale alliance régionale opposée à Israël, soit le bloc dirigé par l'Iran. Il appuyait le Hezbollah au Liban, la Syrie étant un point de transit pour les armes iraniennes destinées à l'organisation et un refuge pendant les conflits avec Israël. Le régime el-Assad abritait aussi un certain nombre d'organisations en conflit direct avec Israël, dont le Hamas et le Jihad islamique. Toutefois, selon un fort courant d'opinion, surtout dans les milieux de la défense, el-Assad était le « maillon le plus faible » dans le camp pro-iranien et le fait de l'éloigner de ce camp, même en cédant du territoire, porterait un dur coup stratégique à ce bloc.

Ce point de vue a cessé d'être valable dès le début du soulèvement, lorsque les Iraniens se sont clairement rangés du côté du régime el-Assad et lui ont apporté une aide vitale. Au départ, la majorité des Israéliens souhaitaient une victoire rapide des rebelles, en supposant et en espérant qu'une nouvelle Syrie dominée par les sunnites s'alignerait sur les États arabes du Golfe qu'Israël considère comme non hostiles et opposés comme lui à l'Iran. D'ailleurs, dans leurs déclarations publiques, le premier ministre Netanyahou et le ministre des Affaires étrangères Lieberman se sont dits en faveur de la chute du régime. Au cours de la première année du soulèvement, Israël avait vu juste en prévoyant que les Frères musulmans et d'autres islamistes joueraient un rôle relativement mineur. Par contre, tout comme les pays occidentaux et d'autres États de la région, il n'avait pas prévu l'endurance du régime.

Comme on le sait, en décembre 2011, le ministre israélien de la Défense de l'époque, Ehud Barak, avait prédit que le régime s'effondrerait dans l'espace de quelques semaines.

Au cours de l'année suivante, à mesure que la situation en Syrie s'est transformée en véritable conflit armé, le Hezbollah et l'Iran sont intervenus de plus près et la rébellion a pris l'allure d'une insurrection de plus en plus dominée par les islamistes, ce qui n'a fait qu'accroître les inquiétudes d'Israël. Divers facteurs ont contribué à nourrir ces inquiétudes :

- l'existence d'un programme d'armes chimiques en Syrie et la possibilité que ces armes tombent aux mains de groupes hostiles du côté tant des défenseurs du régime que des rebelles;
- le transfert au Hezbollah au Liban de systèmes d'armes sophistiqués, dont notamment des systèmes antiaériens;
- l'acquisition par des éléments djihadistes de territoires contigus à Israël et la possibilité qu'ils lancent des attaques.

En ce qui concerne l'existence d'un programme d'armes chimiques, Israël a accueilli favorablement l'accord de 2013 visant la collecte des armes chimiques de la Syrie, mais demeure sceptique face à l'application des clauses de l'accord.

Quant au transfert d'armes au Hezbollah, selon des rapports, depuis janvier 2013, Israël a pris des mesures à au moins six reprises pour empêcher le régime de Bachar el-Assad de transférer au Liban des batteries de missiles sol-mer et sol-air. Par exemple, le 24 février 2014 dans l'est de la vallée de la Bekaa, un aéronef israélien a pris pour cible un présumé dépôt d'armes du Hezbollah.

Le Hezbollah a riposté pour la première fois les 14 et 18 mars 2014, en utilisant des bombes d'accotement contre les Forces de défense israéliennes (FDI), semble-t-il parce que le raid a eu lieu à quelques kilomètres à l'intérieur du Liban. Selon les déclarations des FDI, Israël a contre-attaqué en s'en prenant à des postes de l'armée syrienne situés près de la frontière, dont un centre de formation, un quartier général militaire et des batteries d'artillerie.

De toute évidence, les planificateurs militaires israéliens ont conclu que les forces opposées tentaient de modifier les règles d'engagement. La riposte d'Israël, semblable à celle déclenchée il y a quelque temps à la frontière libanaise et plus récemment à Gaza, visait à faire augmenter le prix à payer pour une agression plus violente à un niveau suffisamment

élevé pour que l'autre partie évite d'autres provocations, sans toutefois que la situation générale ne dégénère en conflit armé.

Pendant bien des années avant 2006, c'est la façon dont Israël a géré sa frontière avec le Liban, d'abord contre l'Organisation de libération de la Palestine (OLP), puis à compter du début des années 1990, contre le Hezbollah. Des provocations périodiques entraînaient des « rondes » de violence suivies de périodes d'accalmie tendues. La même chose semble vouloir se produire à la frontière entre Israël et la Syrie après une longue période au cours de laquelle seules les armées conventionnelles des deux pays s'affrontaient à la frontière, les activités paramilitaires ne faisant pas partie des règles du jeu.

La présence de djihadistes sunnites près de la frontière constitue une autre source de préoccupation. En mai 2014, le Front al-Nosra a capturé la base de l'armée syrienne à Tal al-Ahmar (« la colline rouge ») dans l'est, située près de la frontière avec Israël, ce qui a suscité de graves inquiétudes et a montré la puissance croissante de ce mouvement aux dépens des rebelles modérés soutenus par l'Occident postés à cet endroit. La base surplombe le plateau du Golan. Le 23 avril, des photos ont été publiées montrant des combattants du Front al-Nosra avec les missiles antiaériens à courte portée Igla qu'ils ont trouvés à Tal al-Ahmar. Au début de mai 2014, le Front al-Nosra a enlevé Ahmed Fahad Al-Na'ameh, un des commandants les plus haut placés des rebelles modérés dans la province de Deraa et un critique virulent du mouvement. À mesure que le Front al-Nosra intensifie ses activités près la frontière, l'armée et les services de renseignement d'Israël multiplient leurs missions de reconnaissance aérienne (drones et aéronefs) au-dessus des positions du mouvement.

En outre, au cours des derniers mois, Israël a lancé un appel aux éléments rebelles non djihadistes. Des efforts ont été déployés afin d'inciter les villageois à refuser de coopérer avec les djihadistes et de les aider. Les rebelles non djihadistes blessés sont traités dans des hôpitaux militaires en Israël. Un poste frontalier facilitant le transfert de ces hommes a été établi sur le plateau du Golan. Les hommes légèrement blessés sont soignés dans un hôpital de campagne militaire sur le plateau du Golan, alors que ceux qui ont subi des blessures plus graves sont transportés en Israël. En mai 2014, environ 1 000 combattants avaient été traités en Israël. Des officiers de renseignement israéliens se trouveraient également dans les camps de réfugiés syriens situés à la frontière avec la Jordanie, où ils travaillent en étroite collaboration avec leurs homologues jordaniens et américains. À l'heure actuelle, Israël doit donc neutraliser ou faire reculer les forces belligérantes — le Hezbollah, el-Assad et les

djihadistes — tout en évitant dans la mesure du possible d'être entraîné dans un conflit direct et illimité avec l'une ou l'autre d'entre elles.

Liban

Le Hezbollah reste dominant au Liban, s'étant remis des dommages subis pendant la guerre de 2006. Depuis, la situation est demeurée assez tranquille à la frontière. En fait, c'est un exemple de la situation qu'Israël aimerait effectivement trouver en Syrie ou, dans une moindre mesure, dans le Sinaï, c'est-à-dire la présence d'un seul acteur dominant qui, bien qu'il lui soit hostile, peut être sensible à sa stratégie de dissuasion.

Égypte

Le nord du Sinaï accueille depuis longtemps divers réseaux de contrebande et organisations djihadistes. Toutefois, depuis le coup militaire du 3 juillet 2013 en Égypte, le nombre d'attentats émanant de cette région a augmenté de façon exponentielle. Cette région est actuellement le foyer d'une insurrection islamiste émergente contre les autorités égyptiennes. Depuis juillet 2013, plus de 300 attentats ont été signalés dans le Sinaï. La violence s'étend aussi à l'Égypte continentale. Au début de 2014, des attentats ont été perpétrés contre une installation de sécurité et un fonctionnaire du ministère de l'Intérieur a été assassiné. Certains groupes qui participent aux combats sont liés à des réseaux djihadistes mondiaux, dont al-Qaïda. D'autres ont des liens avec des éléments dans la bande de Gaza, placée sous l'autorité du Hamas.

Cette nouvelle réalité dans le nord du Sinaï a de sérieuses conséquences pour Israël. Alors que les activités des djihadistes visent surtout l'administration al-Sissi au Caire, certains des groupes qui jouent un rôle de premier plan sont connus pour leurs attentats contre des cibles israéliennes. Dans ses organes de propagande officiels, al-Qaïda décrit le nord du Sinaï comme un nouveau front dans la guerre contre les Juifs et les Américains.

À l'heure actuelle, Ansar Beit al-Makdis (Partisans de Jérusalem) est le principal groupe qui mène des opérations dans le nord du Sinaï. Cette organisation est en activité depuis 2011. Issue de Gaza, elle a fait son chemin jusqu'au Sinaï après la destitution du président égyptien Hosni Moubarak en 2011. Ansar Beit al-Makdis a perpétré une série d'attentats contre le gazoduc el-Arish-Ashkelon en 2011 et 2012, lesquels ont fini par entraîner la suspension de l'utilisation de cette route pour le transport du matériel. Le 18 août 2011, le groupe a perpétré un attentat

terroriste transfrontalier qui a causé la mort de huit Israéliens et il a effectué une autre frappe en Israël le 21 septembre 2012, laquelle a coûté la vie à un soldat des FDI. Ansar Beit al-Makdis a également revendiqué l'attentat à la roquette contre Eilat le 20 janvier 2014. La roquette a été interceptée par le système de défense antimissile Dôme de fer.

Au cours des derniers mois, l'organisation a surtout concentré ses efforts sur la perpétration d'attentats hautement médiatisés contre des cibles égyptiennes, dont une tentative d'assassinat visant Mohamed Ibrahim, le ministre de l'Intérieur égyptien, le 5 septembre 2013, et une série d'attentats à la bombe au Caire en janvier 2014. Le 25 janvier 2014, le groupe a revendiqué la destruction en vol d'un hélicoptère militaire dans le nord du Sinaï. L'arme employée pour cette attaque, un système de défense aérienne Igla de fabrication russe, aurait été sortie en contrebande de Gaza, où le groupe entretient des liens avec des éléments djihadistes salafistes. Qu'est au juste Ansar Beit al-Makdis? Selon un ancien militant du Jihad islamique égyptien, Nabil al-Naeim, le groupe est financé par les Frères musulmans égyptiens à la suite d'une entente négociée avec Khairet al-Shater, l'homme fort de la confrérie.

Al-Naeim a laissé entendre que les Frères musulmans fournissaient des armes à Ansar Beit al-Makdis en passant par les tunnels de Gaza et la Libye. Il maintient que les instances dirigeantes du Hamas à Gaza sont au courant de l'entente. Ces présumés liens avec les Frères musulmans ont également été confirmés par Sameh Eid, qui est décrit dans un article d'*al-Arabiya* comme un expert des groupes islamistes. Eid a qualifié le groupe d'aile militaire des Frères musulmans et a déclaré que Shater avait menacé les autorités égyptiennes d'escalade au Sinaï et d'attentats contre l'armée égyptienne. Pour l'instant, il existe peu de preuves concrètes du lien direct qui existerait entre les Frères musulmans et Ansar Beit al-Makdis.

Par contre, il y a des liens clairs entre Ansar Beit al-Makdis et le réseau al-Qaïda. Lors d'un témoignage devant le Subcommittee on Counterterrorism and Intelligence du House Committee on Homeland Security des États-Unis le 11 février 2014, Tom Joscelyn de la Federation for the Defense of Democracies a fait remarquer que le groupe utilise les voies officielles d'al-Qaïda, telles que le Centre médiatique al-Fajr, pour faire de la propagande.[8] En outre, le dirigeant d'al-Qaïda, Ayman al-Zawahiri, a loué à maintes reprises les opérations de l'organisation. Celle-ci présente souvent des dirigeants et des « martyrs » d'al-Qaïda, dont Oussama Ben Laden, dans ses vidéos, ce qui montre qu'à tout le moins, les deux mouvements se rejoignent sur le plan idéologique

et entretiennent probablement des liens organisationnels à un certain niveau.

Ansar Beit al-Makdis est le réseau le plus actif et le plus connu des nombreux réseaux djihadistes issus du Sinaï qui mènent des opérations contre les autorités égyptiennes. Lors de son témoignage, M. Joscelyn a présenté des données qui confirment que des éléments d'al-Qaïda dans la péninsule Arabique (AQPA) sont actifs dans le Sinaï, tout comme un troisième groupe directement lié à al-Qaïda, le réseau de Muhammad Jamal.

En fin de compte, cela signifie qu'une insurrection islamiste est en cours dans le nord du Sinaï et que des groupes issus de la bande de Gaza y participent. S'il faut en croire certains récits, les Frères musulmans en Égypte et les instances dirigeantes du Hamas à Gaza y jouent un rôle dans une mesure ou une autre. Les réseaux d'al-Qaïda dans la région y sont également très présents. Les islamistes ont d'ailleurs déjà commencé à frapper vers l'Ouest, c'est-à-dire en Égypte même.

Pour Israël, avec cette insurrection naissante, deux zones contrôlées par al-Qaïda risquent de voir le jour à sa frontière, l'une dans le sud de la Syrie et l'autre, dans le terrain de jeu salafiste qu'est devenu le nord du Sinaï. La présence du Hamas à Gaza et la possibilité que des éléments djihadistes dans le nord du Sinaï mènent des opérations contre Israël en collaboration avec le Hamas ne font qu'exacerber la situation.

La dissuasion dans les zones mal gouvernées : un défi à relever

Alors que la Syrie se servait du Liban fragmenté comme base utile à partir de laquelle exercer des pressions sur Israël, il se peut que le Hezbollah cherche maintenant à se servir du sud de la Syrie aux mêmes fins.

L'absence d'une autorité centrale claire, même hostile, dans le Sinaï et en Syrie complique la tâche d'Israël et rend l'établissement d'une stratégie de dissuasion beaucoup plus complexe et difficile. Cette situation n'existe pas au Liban, vu la présence dominante du Hezbollah. Il est très intéressant de constater un possible renversement des rôles de la Syrie et du Liban. Alors que la Syrie se servait du Liban fragmenté comme base utile à partir de laquelle exercer des pressions sur Israël, il se peut que le Hezbollah cherche maintenant à se servir du sud de la Syrie aux mêmes fins.

Quoi qu'il en soit, Israël devra ériger des positions défensives efficaces et, au besoin, musclées dans le nord et le sud, tout en tentant d'éviter d'être entraîné dans les conflits complexes qui y font rage. En Égypte, sa tâche est facilitée par les excellents liens de collaboration qu'il entretient avec les forces de sécurité égyptiennes. Par contre, l'absence d'un partenaire cohérent ou bien établi dans le nord complique encore davantage la situation dans cette région.

Conséquences régionales de la renaissance d'al-Qaïda

La guerre civile en Syrie a donné un second souffle à al-Qaïda. Il y a seulement deux ou trois ans, le mouvement semblait avoir amorcé un déclin inexorable. Son fondateur et dirigeant était mort. Son principal agent de radicalisation et de recrutement avait été tué. De 2009 à 2012, le nombre de frappes de drones américains a quadruplé, coûtant ainsi la vie à d'autres hauts commandants et à plus de 200 exécutants du mouvement. De toute évidence, al-Qaïda n'avait joué aucun rôle dans la transformation du paysage social, politique et économique engendrée par le printemps arabe, ce qui semblait indiquer qu'elle était dépassée. En fait, les médias sociaux et les manifestations populaires avaient permis d'atteindre un objectif qui, manifestement, était resté hors de la portée des terroristes. Al-Qaïda, comme Ben Laden lui-même l'a reconnu, était en train de perdre la guerre des idées et la lutte pour conquérir le cœur et l'esprit des musulmans. En outre, en Afrique du Nord et au Moyen-Orient, la répression et la violence semblaient bel et bien avoir été remplacées par le désir de démocratie et de réforme économique.

Aujourd'hui, la situation est tout autre. Al-Qaïda a sans doute réussi l'impossible. Non seulement elle est ressuscitée et s'est régénérée, mais elle a effectivement pris de l'expansion. Malgré les attaques dont elle a été victime, les plus implacables à jamais avoir été dirigées contre une organisation terroriste, elle a réussi à redorer son blason et à propager son idéologie. Profitant du vide politique engendré par les perturbations qui sont survenues dans la foulée du printemps arabe et exploitant la prolifération d'endroits mal gouvernés ou de territoires livrés à l'anarchie, notamment le long des frontières nationales poreuses, al-Qaïda a vite procédé à l'établissement de nouveaux refuges en Afrique du Nord et de l'Ouest, au Sinaï et au Levant. Il y a 30 ans, la première ministre britannique, Margaret Thatcher, avait déclaré que le terrorisme vivait de la publicité qui lui était faite. Dans le cas d'al-Qaïda, c'est son accès ininterrompu à des refuges qui lui a permis de survivre et même de prendre de l'ampleur. Par ailleurs, le coup militaire qui a renversé le régime de Mohamed Morsi en Égypte a contribué à donner une nouvelle raison d'être à al-Qaïda : prouver la justesse des mises en garde d'Ayman al-Zawahiri contre le fait de mettre quelque espoir dans les vertus des processus démocratiques.

À l'heure actuelle, al-Qaïda est présente à plus d'endroits qu'elle ne l'était à la veille des attentats du 11 septembre 2001. Elle mène des opérations dans au moins 16 régions ou pays, soit deux fois plus qu'il y a six ans[9]. En réalité, le noyau d'al-Qaïda fait preuve d'une résilience

remarquable, même si le gouvernement américain ne cesse d'annoncer haut et fort son effondrement stratégique imminent.

La Syrie a joué un rôle essentiel dans les efforts d'al-Qaïda afin de réintégrer la scène politique régionale et de prouver qu'elle a toujours sa raison d'être. Considérée comme un précieux territoire musulman, la Syrie est mentionnée dans le Coran et a été le théâtre de conflits historiques entre sunnites et chiites (p. ex. les noseïris, ancien nom des alaouites et des chiites). La Syrie actuelle était autrefois une province de l'empire Ottoman administrée à partir de Damas et comprenait le troisième lieu le plus saint de l'islam (la mosquée al-Aqsa et le Dôme du Rocher). En outre, elle partage une frontière avec le royaume hachémite de Jordanie et l'État juif d'Israël, deux des pires ennemis d'al-Qaïda. Cette proximité offre au mouvement des cibles extrêmement attrayantes pour la prochaine phase de sa lutte.

C'est ainsi que la Syrie d'aujourd'hui a été décrite comme présentant les caractéristiques propres à la « tempête djihadiste parfaite » que l'Afghanistan possédait il y a 30 ans : une cause attirant des combattants étrangers; des combats justifiés sur le plan théologique au moyen de décrets religieux (fatwas); le financement de nombreux groupes rebelles, dont al-Qaïda, par de riches partisans dans la péninsule Arabique. Un élément distingue toutefois l'Afghanistan de la fin du XX^{e} siècle de la Syrie du XXI^{e} siècle, à savoir la révolution des technologies de l'information et de la communication qui s'est opérée ces dernières années. Plus particulièrement, les réseaux sociaux, comme Facebook, YouTube, Twitter et WhatsApp, et le pouvoir de communication qu'ils offrent ont changé la donne en ce qu'ils permettent aux éléments radicaux et à d'éventuelles recrues partageant les mêmes valeurs de communiquer entre eux n'importe où et en temps réel. Par exemple, il n'est pas rare pour des combattants étrangers en Syrie de compter des milliers d'abonnés sur Twitter ou sur Facebook (ou autres réseaux) qui reçoivent directement et rapidement des comptes rendus de batailles héroïques et d'activités quotidiennes plus courantes et qui sont encouragés ou invités à se rendre en Syrie pour participer à la guerre sainte contre le régime el-Assad et les chiites, et même sommés de le faire. Les messages à caractère religieux et les appels à la guerre mettent l'accent sur la lutte éternelle entre sunnites et chiites et la nécessité de résister à la domination perse.

Il est évident que la rupture sanglante entre le Front al-Nosra, le franchisé désigné du noyau d'al-Qaïda en Syrie, et l'État islamique en Irak et au Levant (EIIL) a sérieusement compromis le leadership d'al-Zawahiri et les efforts d'al-Qaïda en vue de maintenir un front uni. En même

temps, l'histoire a souvent montré que les scissions au sein de mouvements terroristes engendrent une escalade de la violence et de plus grandes effusions de sang puisque les factions se font concurrence afin de justifier leur raison d'être, de prouver leur viabilité et d'obtenir les appuis nécessaires.

Des signes donnent déjà à penser que la guerre civile qui perdure en Syrie, jumelée à l'attention accordée à l'utilisation d'armes chimiques par les forces du gouvernement et de l'opposition, a aiguisé le désir d'al-Qaïda de se procurer des agents neurotoxiques, des gaz toxiques et d'autres toxines dangereuses pouvant être utilisés comme armes. Par exemple, en mai 2013, les autorités turques auraient saisi deux kilogrammes de sarin — le gaz neurotoxique utilisé dans l'attentat de 1995 contre le métro de Tokyo — et arrêté 12 hommes liés au Front al-Nosra, le groupe syrien affilié à al-Qaïda. À peine quelques jours plus tard, des exécutants d'al-Qaïda ont été arrêtés en Irak parce qu'ils exploitaient deux usines de production de sarin et de gaz moutarde, un agent vésicant. Puis, en novembre 2013, Israël a signalé qu'il détenait depuis trois ans un exécutant haut placé d'al-Qaïda spécialisé dans la guerre biologique.

Tout au long de cette période, il est devenu évident que le noyau d'al-Qaïda a une base plus large que l'on croit et est en mesure de reconstituer ses rangs décimés en faisant appel à des individus qui, bien qu'ils soient pour la plupart inconnus à l'extérieur du mouvement, jouissent d'une énorme crédibilité au sein de celui-ci.
Husam Abdul Raouf, Abou Dujanah et Omar Khalil al-Sudani, par exemple, sont tous des vétérans de la guerre soviéto-afghane et comptent ainsi chacun au moins trente années d'expérience en tant que moudjahidines luttant contre les divers ennemis intérieurs et étrangers du mouvement. Leur ascension dans les rangs d'al-Qaïda montre que, même si les frappes de drones américains ont décimé un grand nombre de hauts dirigeants du mouvement, ce dernier possède encore la capacité de leur trouver des successeurs compétents.

Pour assurer sa longévité d'autres façons, le noyau d'al-Qaïda a commencé à diversifier son bassin de combattants ordinaires. Actuellement, as-Sahab (« les nuages »), section exceptionnellement active d'al-Qaïda chargée des relations avec les médias et la population, publie plus de documents en ourdou qu'en arabe. En fait, le noyau recrute délibérément depuis quelque temps des Pakistanais de la classe moyenne et de la classe moyenne supérieure possédant des diplômes universitaires en génie et en sciences exactes. Ahmad Farouk,

Asim Lumar et Abou Zar Assami ne sont que quelques-uns des Pakistanais qui sont devenus des membres éminents du mouvement.

La nomination par al-Zawahiri de Nasser al-Wahichi, fondateur et commandant d'al-Qaïda dans la péninsule Arabique (AQPA), au poste de commandant adjoint d'al-Qaïda témoigne d'une stratégie revitalisée visant à étendre la portée du mouvement encore plus loin au Moyen-Orient et en Afrique. En créant un quartier général régional auxiliaire pour diriger, coordonner et soutenir les opérations, le noyau d'al-Qaïda peut projeter sa force, coordonner les activités et exercer une certaine influence sur les champs de bataille situés très loin de sa base en Asie du Sud.

Ainsi, pour assurer sa survie, al-Qaïda a cherché à établir une stratégie judicieuse et un concept opérationnel. Les grandes lignes de cette stratégie sont les suivantes :

- affaiblir les États-Unis et les dépouiller de leur autorité morale afin que, vulnérables, ils puissent être chassés des terres musulmanes qu'ils ont envahies et qu'ils n'aient ni le désir ni la capacité d'intervenir à nouveau;
- s'emparer de territoires et en prendre les commandes, afin de créer les refuges essentiels à al-Qaïda;
- instaurer des « émirats » dans ces territoires libérés, lesquels seront protégés contre toute intervention des États-Unis ou de l'Occident étant donné leur affaiblissement collectif.

Mary Habeck, ancienne membre du personnel responsable de la sécurité nationale aux États-Unis, a commenté la viabilité de cette stratégie. Elle fait remarquer qu'aucun partenaire d'al-Qaïda ni aucun des groupes qui y sont affiliés (y compris les talibans, al-Qaïda en Irak ou al-Chabaab) n'a été chassé du pouvoir à la suite d'un soulèvement de la population locale seulement. Il a toujours fallu une intervention de l'extérieur pour expulser les insurgés, même si le peuple avait horreur de la manière souvent brutale d'al-Qaïda.[10] Par exemple, il a fallu l'invasion de l'Afghanistan par les États-Unis et les alliés pour démolir al-Qaïda et chasser les talibans qu'elle protégeait; il a fallu le soulèvement des sunnites, avec l'aide des États-Unis, pour vaincre al-Qaïda dans l'ouest de l'Irak en 2007 et 2008 et il a fallu l'intervention de l'armée française au Mali en 2013 pour repousser al-Qaïda au Maghreb islamique, qui cherchait à s'imposer dans ce pays d'Afrique.

Bien qu'il concentre actuellement son attention sur ces conflits locaux et régionaux, al-Qaïda n'a pas perdu le désir de s'en prendre aux États-Unis et à l'Occident. Il cherche toujours à mener des opérations dans des régions plus éloignées, mais attend que ces conflits soient réglés ou se résorbent d'eux-mêmes. AQPA déploie des efforts incessants et demeure ferme dans ses intentions. Toutefois, à la suite des soulèvements en Afrique du Nord et au Levant, il se peut que d'autres groupes affiliés se servent de ces endroits pour lancer des attaques contre l'Europe et même les États-Unis. La présence de quelque 8 000 combattants étrangers en Syrie, dont des ressortissants ou résidents permanents des États-Unis, du Canada, de la Grande-Bretagne, de la France, de la Belgique, de l'Allemagne et de la Suède, soulève la possibilité qu'à leur retour dans leur pays d'origine ou d'adoption, ils établissent l'infrastructure dont ils ont besoin pour participer à d'autres attentats terroristes. Le fait qu'ils puissent se déplacer librement dans les pays de l'Union européenne et peut-être même aller aux États-Unis sans éveiller de soupçons suscite de nouvelles préoccupations sur le plan de la sécurité.

Le fait qu'ils puissent se déplacer librement dans les pays de l'Union européenne et peut-être même aller aux États-Unis sans éveiller de soupçons suscite de nouvelles préoccupations sur le plan de la sécurité.

Ainsi, la Syrie joue un rôle de premier plan dans la stratégie envisagée par al-Qaïda pour accéder à la victoire. Voici les étapes de la trajectoire de la nébuleuse :

- le *réveil* (de 2000 à 2003), étape au cours de laquelle les attentats du 11 septembre 2001 ont été perpétrés. Dans sa propagande, al-Qaïda la décrit comme le moment où elle a réveillé la nation en assénant un dur coup à la tête du serpent, à savoir les États-Unis;
- la *révélation* (de 2003 à 2006), étape qui a suivi l'invasion de l'Irak par les États-Unis et qui aurait visé à maintenir les États-Unis et l'Occident dans une série de campagnes prolongées à l'étranger et à les dépouiller ainsi de leur autorité morale;
- l'*affirmation* (de 2007 à 2010), étape au cours de laquelle al-Qaïda a pris des mesures concrètes pour étendre son théâtre d'opérations jusqu'en Afrique de l'Ouest et au Levant;
- le *rétablissement* (de 2010 à 2013), étape qui a suivi l'assassinat de Ben Laden et au cours de laquelle al-Qaïda a cherché à exploiter, dans la foulée du

printemps arabe, les occasions de renverser les régimes apostats, notamment en Syrie;

- l'*instauration du califat* (de 2013 à 2016), étape au cours de laquelle al-Qaïda atteindra son objectif ultime, soit l'établissement d'un régime islamique transnational ou supranational sur de vastes étendues de territoire dans le monde musulman.

En somme, plus la guerre civile en Syrie s'éternisera, plus al-Qaïda sera en mesure de fortifier ses camps d'entraînement et ses bases opérationnelles dans le sud-est et le nord du pays. Grâce aux grands pans de territoire syrien et irakien que des groupes affiliés à al-Qaïda contrôlent déjà, auxquels s'ajoutent, entre autres endroits où elle a été active, les régions mal gouvernées ou livrées à l'anarchie de l'Afrique du Nord et de l'Ouest ainsi que du Sinaï, al-Qaïda a les moyens de lancer des attaques à l'échelle locale, régionale et même internationale.

Incidence du mouvement de réfugiés syriens vers la Turquie

Le nombre de réfugiés syriens en Turquie, qui selon les estimations se situe entre un million et un million et demi, peut paraître négligeable lorsqu'on le compare à la population globale du pays (75 millions), mais il représente une proportion importante de la population des provinces multiethniques du sud de la Turquie formées de Turcs, de Kurdes, d'Arabes, de sunnites et d'alaouites. Les provinces concernées — Hatay, Kilis, Gaziantep, Sanliurfa et Mardin — abritent 7,9 p. 100 des habitants du pays et comptent pour 4,5 p. 100 de sa production économique. Gaziantep est la sixième ville de la Turquie. Ainsi, dans le contexte national, ces provinces ne sont ni centrales ni marginales.

Alaouites et alévis

Les réfugiés sont en train de modifier l'équilibre ethnique et religieux dans ces cinq provinces. Par exemple, en 2013, les Arabes représentaient 53 p. 100 et peut-être même jusqu'à 70 p. 100 de la population de Kilis, si l'on tient compte du nombre estimatif de réfugiés non enregistrés, alors que jusque-là ils n'avaient formé que moins de 1 p. 100 de la population. Avant la guerre, les alaouites dominaient au sein de la communauté arabe dans la province de Hatay, représentant près du tiers de la population totale de la province, mais l'afflux de réfugiés arabes sunnites est en train de bousculer l'équilibre, ce qui risque d'alimenter les tensions entre sunnites et alaouites dans la province ainsi qu'entre alaouites et le gouvernement à Ankara.

Depuis les manifestations de mai 2013 tenues dans le parc Gezi à Istanbul, les alaouites de la province de Hatay ont organisé des rassemblements pour protester contre les politiques sociales conservatrices et le régime autoritaire du Parti de la justice et du développement (AKP) au pouvoir. Toutefois, les sentiments de frustration croissants des alaouites sont surtout attribuables à la politique anti-Assad de l'AKP, laquelle est perçue comme une menace pour la communauté alaouite en Syrie. Vient alimenter les tensions le fait qu'ils ne se sentent pas représentés au sein du gouvernement de l'AKP, ce dernier ne comptant aucun alaouite dans ses rangs.

Les résultats des élections municipales du 30 mars 2014 ont mis en évidence un mouvement de mobilisation et une possible radicalisation contre l'AKP au sein de la communauté alaouite. Cette communauté, aux

valeurs laïques, a toujours eu tendance à voter pour les partis sociaux-démocrates et de centre gauche, dont le parti de l'opposition, le Parti républicain du peuple (PRP). Toutefois, le 30 mars, les représentants de l'extrême gauche ont réalisé des percées dans les districts à majorité alaouite de Hatay, signe d'un virage politique chez la communauté alaouite mécontente. Dans le district de Samandag, par exemple, le Parti des travailleurs (IP), un parti maoïste, a obtenu 13,6 p. 100 des voix, ce qui contraste vivement avec l'appui de 0,25 p. 100 qu'il a reçu à l'échelle du pays. À Defne, autre district à majorité alaouite, le Parti communiste de Turquie (TKP) a obtenu 5,7 p. 100 des voix par rapport à 0,11 p. 100 à l'échelle nationale, et l'IP, 4,5 p. 100 des voix. Malgré tout, la plupart des alaouites de Hatay sont restés fermement alignés sur le PRP, qui a obtenu 36 p. 100 des voix, alors que les partis d'extrême gauche ont récolté 2,7 p. 100 des voix. Ce qui est plus étonnant encore, c'est que le PRP a obtenu 72 p. 100 des voix dans le district de Samandag et 82 p. 100 à Defne, soit un record pour le parti.

Les alaouites en Turquie reconnaissent le besoin de chasser el-Assad du pouvoir, mais s'inquiètent des effets de l'effondrement du régime sur leur sécurité. De façon générale, ils craignent que les militants sunnites qui reviennent en Turquie après s'être battus en Syrie ne se tournent contre eux. Ankara a déjà pris un certain nombre de mesures pour réduire les risques d'attaques à caractère religieux, par exemple en réinstallant certains réfugiés arabes sunnites dans des camps situés au centre de la Turquie, loin de la province de Hatay qui abrite aussi bien des sunnites que des alaouites. Quoi qu'il en soit, il y a lieu de surveiller la situation de près étant donné que la chute d'Assad pourrait modifier la nature et la portée du problème.

La position des alévis turcs (et kurdes), qui représentent environ 15 p. 100 de la population du pays, pourrait exacerber la situation. Bien que leurs noms se ressemblent sur le plan sémantique — les deux termes étant dérivés d'Ali Ibn Abou Talib, le gendre du prophète Mahomet — les alévis et les alaouites représentent des branches différentes de l'islam. Qui plus est, les alaouites sont arabes, alors que les alévis sont turcs. Même les populations alévies chez les Kurdes et les musulmans des Balkans prient en turc, ce qui témoigne de la nature essentiellement turque de l'alévisme.

Les alaouites font partie d'une ramification syncrétique et très secrète de l'islam qui ne serait ouverte qu'aux hommes et, plus particulièrement, à quelques initiés. Certains considèrent que la branche alaouite de l'islam, à forte dimension ésotérique, se rapproche du chiisme. L'identité alaouite a toutefois évolué récemment. Après la Révolution islamique,

l'Iran, à majorité chiite, a tendu la main aux alaouites et, dans l'espoir de justifier l'appui qu'il accorde au régime alaouite de Damas, a diffusé de la propagande pour les porter à croire qu'ils sont en réalité des chiites.

Les alévis, par contre, ne sont ni sunnites ni chiites et ils adhèrent à une interprétation assez floue de l'islam. L'alévisme est ouvert aux deux sexes et même aux non-musulmans. En fait, il s'agit de la seule branche de l'islam à ne pas séparer les hommes des femmes même pendant les prières. Courant syncrétique, l'alévisme mêle islam et soufisme et respecte certaines des traditions du christianisme et du chamanisme, religion qui a précédé l'islam en Turquie. Contrairement à l'alaouisme, l'alévisme n'a pas de traditions écrites et n'insiste pas sur la pratique religieuse.

Malgré ces différences, les alévis et les alaouites partagent une méfiance viscérale envers l'AKP à tendance sunnite. Des membres des deux confessions ont participé activement aux manifestations contre le gouvernement de l'AKP qui ont pris naissance dans le parc Gezi à la fin de mai 2013 et se sont vite répandues dans 79 villes et ont mobilisé quelque 2,5 millions de personnes, dont la plupart étaient des Turcs laïques. Même si la situation en Syrie n'était pas l'enjeu principal, ces rassemblements se sont poursuivis dans les quartiers à prédominance alévie et alaouite de villes turques, dont Dikmen à Ankara, ainsi qu'à Antakya, au centre de la province de Hatay. Sur les six manifestants tués par la police depuis le début des rassemblements dans le parc de Gezi, quatre étaient alaouites et deux étaient alévis, ce qui montre que les deux groupes ont été à l'avant-scène des rassemblements anti-AKP depuis 2013.

Comme il a déjà été mentionné, les préoccupations de la communauté alévie ne découlent pas uniquement de la politique de l'AKP à l'égard de la Syrie — qui est perçue comme étant largement pro-sunnite — mais aussi de ses politiques sociales conservatrices et de son exclusion des alévis des centres du pouvoir politique. Les alévis ne sont effectivement pas représentés aux échelons supérieurs de l'AKP, qui est au pouvoir en Turquie depuis plus longtemps que tout autre parti élu démocratiquement après l'instauration de la démocratie multipartite en 1950. Ainsi, depuis les 12 dernières années, les alévis (et les alaouites) ont été presque entièrement exclus du pouvoir, sauf dans quelques villes où l'administration municipale est dirigée par des partis d'opposition comme le PRP.

Les souvenirs de discrimination et de persécution sous l'empire Ottoman, auxquels s'ajoute leur marginalisation actuelle, dictent l'orientation

politique des communautés alévies et alaouites : opposition à l'AKP au moyen d'activisme politique dans la rue et de manifestations ainsi que virage relatif vers l'extrême gauche aux élections, lequel pourrait se poursuivre si la situation en Syrie continue de se dégrader.

Le phénomène est surtout manifeste à Tunceli, la seule province de Turquie à majorité alévie et aussi à majorité kurde. Tunceli a été à part des autres sur la scène politique turque et même alévie, des partis de gauche et d'extrême gauche y ayant toujours remporté la majorité des voix. Le 30 mars 2014, les partis d'extrême gauche ont étendu leur base encore davantage. Ensemble, l'IP, le TKP à tendance euro-communiste, le Parti de la liberté et de la solidarité (ODP), un parti socialiste, le Parti populaire de libération (HKP), un parti communiste, et le Parti du travail (EMEP), un parti marxiste-léniniste, ont obtenu 10,43 p. 100 des voix à Tunceli par rapport à un appui très modeste de 0,48 p. 100 à l'échelle du pays. Plus précisément, dans le district de Mazgirt, l'ODP a obtenu 32 p. 100 des voix, soit seulement 3,76 p. 100 de moins que le Parti pour la paix et la démocratie (BDP), le parti pro-kurde qui a remporté la victoire, et a presque décroché le siège de maire. Dans le district de Nazimiye, le TKP a remporté 13,69 p. 100 des voix, alors qu'à Ovacik, sa victoire a été encore plus importante. Il a obtenu 36 p. 100 des voix et le siège du maire, marquant ainsi la première fois que des communistes remportent une victoire électorale en Turquie.

Incidence économique

Les réfugiés syriens mettent l'économie à rude épreuve dans le sud de la Turquie en exerçant une pression à la hausse sur le coût de la vie, y compris sur le prix des loyers et des aliments. C'est surtout le cas dans la province de Kilis, qui a également souffert de la décision de Damas, en 2012, de fermer la frontière aux importations de la Turquie. Toutefois, d'autres provinces, dont Gaziantep —surnommée le « Guangzhou turc » pour son zèle en matière d'exportation — ont trouvé des marchés ailleurs, notamment en Irak, en Afghanistan et en Libye, ce qui leur a permis de compenser entièrement les occasions d'affaires perdues en Syrie.

Kurdes et enjeux sécuritaires

Même si les industriels turcs ont réussi à atténuer l'incidence économique de la guerre en Syrie, la question des réfugiés pose d'autres problèmes à la Turquie, y compris dans le domaine de la sécurité. D'abord, l'afflux en Turquie de réfugiés syriens risque d'exposer aux

affres de la crise syrienne les régions multiethniques du sud de la Turquie formées d'Arabes et de Kurdes. À l'heure actuelle, le Parti de l'union démocratique (PYD), filiale syrienne du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) et groupe figurant sur la liste des organisations terroristes étrangères du Département d'État américain, et le Front al-Nosra, groupe affilié à al-Qaïda figurant également sur cette liste, se disputent le nord de la Syrie. La Turquie, qui a décidé d'accorder son appui à divers éléments de l'opposition syrienne, doit surveiller les tensions qui couvent entre Kurdes et Arabes dans ses propres provinces multiethniques, telles que Sanliurfa et Mardi, pour éviter un débordement des affrontements violents qui déchirent le nord de la Syrie.

En outre, la Turquie se transforme progressivement en base de facilitation à partir de laquelle des ressortissants étrangers, y compris des djihadistes, peuvent entrer clandestinement dans le nord de la Syrie pour lutter contre le régime el-Assad. Ce n'est pas parce qu'elle appuie la cause des djihadistes, mais plutôt parce qu'elle estime que le régime el-Assad sera renversé et que les « bons » prendront le pouvoir. Ainsi, Ankara voit les djihadistes comme un moyen de précipiter l'effondrement du régime el-Assad.

Mais qu'adviendra-t-il si le régime el-Assad n'est pas défait ou si la Syrie ne tombe pas aux mains de forces jugées acceptables par Ankara? À la suite de l'accord visant la destruction de l'arsenal chimique syrien conclu entre la Russie et les États-Unis le 14 septembre 2013, cette éventualité est devenue plus probable que jamais, le spectre d'une guerre civile de longue durée planant de plus belle. Jusqu'à récemment, le gouvernement de la Turquie ne semblait pas avoir envisagé le scénario le plus probable, soit que la Syrie s'effondre progressivement et devienne un État faible divisé entre el-Assad et ses opposants, dont le Front al-Nosra.

Dans cette éventualité, la Turquie aurait à faire face à une menace djihadiste à ses portes, la frontière qui la sépare de la Syrie s'étendant sur 822 km de terrain presque entièrement plat. Même si Ankara n'avait pas offert aux rebelles syriens de se réfugier sur son territoire, il aurait été facile pour eux de franchir la frontière en véhicule à peu près n'importe où vu le relief peu accidenté dans cette région.

La Turquie pourrait devoir composer avec un gouvernement central faible ou non existant dans la majeure partie du territoire syrien de l'autre côté de sa frontière. Pour se préparer à cette éventualité, elle optera peut-être pour l'instauration d'un cordon sanitaire contrôlé par les Kurdes dans le nord de la Syrie, en établissant de bonnes relations avec ceux-ci, puis en s'en servant comme tampon pour protéger le pays

contre l'instabilité régnant dans le reste de la Syrie. À la fin de la dernière décennie, elle avait adopté avec succès une stratégie semblable pour s'isoler du conflit en Irak, ayant forgé une bonne relation avec le gouvernement régional du Kurdistan dans le nord de l'Irak. Le fait qu'Ankara a choisi d'améliorer ses relations avec le PYD syrien signale une telle intention. En juillet 2012, le PYD a annoncé qu'il n'attaquerait pas la Turquie, et le chef du parti, Saleh Muslim, a effectué au moins deux visites à Ankara afin de tenir des pourparlers avec les dirigeants turcs. Si le processus de paix entre le PKK turc et le gouvernement à Ankara aboutit, la guerre en Syrie pourrait finir par amener les Turcs et les Kurdes syriens à s'allier.

Incidence du conflit syrien sur le Liban et la Jordanie

Le conflit syrien a déjà eu une incidence directe et profonde sur l'économie, le paysage politique et la sécurité du Liban et de la Jordanie. Leur vulnérabilité à la crise et la façon dont les autorités y font face sont fonction du degré de cohésion et d'efficacité des institutions étatiques de même que de la nature des clivages qui divisent la société dans ces deux pays. Le Liban et la Jordanie ont réussi, avec l'aide appréciable des principaux pays du groupe Amis de la Syrie, à gérer la crise de manière à empêcher un débordement direct du conflit, mais la situation devient de plus en plus tendue. À plus long terme, à moins que les parties en cause dans le conflit en Syrie n'arrivent à un accord diplomatique — ce qui est très improbable — la présence d'un grand nombre de réfugiés syriens dans les pays voisins risque de menacer la sécurité et la stabilité politique de ces deux pays.

Incidence directe

Le conflit syrien a infligé d'importantes pertes économiques au Liban et à la Jordanie. Avant 2011, quelque deux millions de tonnes d'importations destinées à la Syrie passaient chaque année par le Liban, alors qu'environ 30 p. 100 des échanges commerciaux de la Turquie avec les États du Golfe s'effectuaient par voie terrestre et transitaient par la Syrie, puis par la Jordanie. Le secteur bancaire dans les deux pays, qui avait une présence commerciale croissante en Syrie et jouait un rôle de premier plan dans l'octroi de crédit et le soutien financier d'entreprises syriennes, a perdu un important marché à cause du régime des sanctions. Au Liban, l'industrie touristique a également été profondément touchée, surtout depuis que les États du Golfe ont interdit à leurs citoyens de s'y rendre, et les économies des deux pays ont enregistré une chute des investissements dans le secteur des biens non immobiliers.

En plus d'avoir ralenti la croissance économique, la crise a réduit les revenus publics provenant des droits de douane et de transit ou des impôts directs. Par contre, la nécessité d'offrir des services de base à un très grand nombre de réfugiés — lequel se rapproche de 25 p. 100 de la population du Liban et de 20 p. 100 de celle de la Jordanie — a imposé un fardeau accru sur les finances publiques. L'aide humanitaire et budgétaire des Amis de la Syrie, offerte principalement par l'intermédiaire d'organismes des Nations Unies, est très loin de couvrir tous les coûts. Par ailleurs, en raison de la réputation d'inefficacité et de mauvaise gestion de l'État libanais, les donateurs hésitent à lui fournir

une aide budgétaire directe, ce qui ne fait qu'aggraver ses problèmes de trésorerie.

Sur le plan politique, le conflit syrien a profondément polarisé l'opinion publique au Liban et en Jordanie entre partisans et adversaires du régime el-Assad. De façon générale, cette polarisation suit les lignes de faille existantes : religieuses, dans le cas du Liban, et ethnonationales, dans celui de la Jordanie. Cependant, tant au Liban qu'en Jordanie, les divisions entre classes et régions ou encore entre zones rurales et urbaines contribuent aussi beaucoup à façonner les perceptions et à mobiliser l'opinion publique, ce qui a eu des effets contradictoires. D'une part, le militantisme s'observe surtout chez les plus marginalisés ou les plus démunis de la société, bien qu'au Liban, le mécontentement des sunnites de toutes les classes sociales atteigne des niveaux inquiétants. D'autre part, le souvenir de leurs propres guerres civiles dissuade la majorité des Libanais et des Jordaniens de se laisser entraîner dans un affrontement ouvert, quels que soient leurs points de vue politiques sur la situation en Syrie.

La menace qui pèse sur la sécurité du Liban et de la Jordanie est en grande partie attribuable à ces clivages politiques et sociaux. Depuis l'invasion de l'Irak par les États-Unis, on a observé une montée du djihadisme et des conflits entre sunnites et chiites. À cela s'ajoute la politique des États du Golfe, notamment de l'Arabie saoudite, qui vise à contrer l'influence de l'Iran en mettant l'accent sur la rivalité entre sunnites et chiites, le financement et l'armement de groupes militants sunnites et la construction de mosquées. Le conflit syrien n'a fait que renforcer ces tendances. En même temps, l'engagement profond du Hezbollah dans ce conflit a provoqué chez d'autres communautés libanaises un sentiment d'aversion encore plus grand, lequel les incite à reprendre leurs revendications d'un désarmement du mouvement. Par ailleurs, des groupes militants salafistes ont réagi en attaquant des cibles du Hezbollah ainsi que des civils chiites. Une menace semblable a encore à voir le jour en Jordanie, mais les autorités craignent qu'à leur retour de Syrie, des djihadistes ne commettent des attentats suicide contre des cibles jordaniennes, comme l'a fait le réseau de Zarkaoui en 2005.

Vulnérabilités

De toute évidence, le Liban et la Jordanie sont très vulnérables aux retombées du conflit syrien surtout à cause des clivages sociaux. Toutefois, malgré le discours dominant relatif aux principales sources de division — religieuses (sunnites-chiites) ou ethnonationales (Palestiniens-Jordaniens) — les différences entre classes sociales et

régions jouent un rôle encore plus grand dans l'orientation de la mobilisation et la forme qu'elle prend.

Par exemple, au Liban, les individus qui se joignent aux groupes rebelles syriens — en très grande majorité salafistes — proviennent pour la plupart de quartiers urbains défavorisés à majorité sunnite ou de villages situés dans des zones frontalières sérieusement négligées. En Jordanie, ils proviennent des quartiers à plus faible revenu issus de l'étalement urbain à Amman-Zarqa, où vivent de nombreux réfugiés palestiniens, plutôt que des villages frontaliers habités par des Transjordaniens ayant de la famille dans le sud de la Syrie. Dans les deux pays, certains des réseaux formés par ces individus ont prêté allégeance à al-Qaïda ou partagent son idéologie et ont fomenté des attentats suicide contre des cibles locales à divers moments depuis 2000 (Liban) ou 2005 (Jordanie). Au Liban, depuis 2013, ils se sont montrés de plus en plus disposés à affronter les Forces armées libanaises à Sidon et à Tripoli, qui pendant quatre mois en 2007, avaient lutté contre les militants salafistes du Fatah al-Islam.

(...) le Liban et la Jordanie sont très vulnérables aux retombées du conflit syrien surtout à cause des clivages sociaux. (...) malgré le discours dominant relatif aux principales sources de division (...) les différences entre classes sociales et régions jouent un rôle encore plus grand (...)

Ces tendances témoignent de disparités socioéconomiques de longue date, qui se sont accentuées au cours des vingt dernières années. Comme dans d'autres pays arabes, les politiques de libéralisation économique et de privatisation du Liban et de la Jordanie ont été mises en œuvre d'une manière qui a contribué à creuser les écarts de revenus, à éroder les services publics, à promouvoir des programmes de sécurité sociale inéquitables et à nourrir les griefs. Les réformes, qu'elles soient politiques, législatives ou administratives, n'ont pas été apportées assez rapidement pour assurer un meilleur accès aux marchés et de plus grands débouchés. Ainsi, plutôt que d'être une contestation politique circonscrite à un petit segment de la société, la mobilisation autour du conflit syrien révèle une crise plus générale touchant la gouvernance, la légitimité politique et l'ordre constitutionnel au Liban et en Jordanie.

La compétence et la cohésion des institutions étatiques et la confiance que leur accorde la population diffèrent énormément au Liban et en Jordanie. Toutefois, le mécontentement face au statu quo est évident dans les deux pays, ce qui porte atteinte à la légitimité des autorités constitutionnelles. Ainsi, au Liban, les forces armées sont

pratiquement devenues la seule institution nationale à jouir d'un vaste appui. Toutefois, cet état de choses leur impose des responsabilités politiques pour lesquelles elles ne sont pas faites et crée de la dissension avec la communauté sunnite, qui considère de plus en plus que le Hezbollah exerce une influence indue sur elles. Les Forces de sécurité intérieure sont également perçues comme le bastion du Courant du futur rival dirigé par la famille Hariri, ce qui montre que la cohésion et la légitimité des principales institutions de l'État et des fournisseurs de service sont menacées.

À cet égard, la Jordanie jouit manifestement d'un avantage. De façon générale, son pouvoir administratif, son secteur de la sécurité (y compris ses forces armées) et son appareil judiciaire sont considérés comme compétents et professionnels. Toutefois, l'hésitation évidente du roi Abdallah à s'engager dans une réforme politique crédible et la résistance acharnée de la vieille garde qui domine au sein du gouvernement et du Parlement minent la confiance du public dans le système politique. À cela s'ajoutent la tendance croissante à recourir à la violence pour régler les conflits sociaux et le renforcement de l'identité des clans, si bien que l'efficacité des institutions étatiques telles que la police et l'appareil judiciaire est remise en question. En outre, même si le mouvement de protestation qui a pris naissance en 2010 et 2011 s'est pratiquement estompé, le fait qu'il a été lancé presque entièrement par des jeunes de la Transjordanie et des militaires à la retraite montre à quel point les principaux partisans de la monarchie sont mécontents et méfiants.

Les réfugiés syriens : le défi à long terme

Lorsqu'il est question du conflit syrien, les acteurs politiques et les mouvements sociaux au Liban et en Jordanie ont tendance à être divisés selon des lignes de faille relativement simples — partisans ou adversaires du régime et de l'opposition — mais sur une vaste gamme d'autres questions intérieures, allant de la réforme électorale ou administrative aux politiques sociales et économiques, ils s'alignent très différemment. Jusqu'à maintenant, le conflit syrien a contribué, de façon générale, à réduire ou à détourner les pressions en faveur de réformes ou de manifestations, mais l'afflux massif de réfugiés syriens est en train d'amener les gens à modifier leurs points de vue et à réagir différemment à la crise socioéconomique qui ne cesse de prendre de l'ampleur.

Bien qu'il soit encore diffus et sporadique, un sentiment grandissant d'hostilité envers les réfugiés s'observe manifestement chez beaucoup de Libanais et de Jordaniens, même ceux qui, de façon générale, sympathisent avec l'opposition syrienne ou les Syriens en général. Il est

surtout évident dans les régions pauvres ou les communautés qui ont déjà peu de services publics et sont aux prises avec un taux de chômage élevé. Ce sentiment d'hostilité naît également de la concurrence que les Syriens, prêts à accepter des salaires peu élevés, livrent aux Libanais et aux Jordaniens, ainsi que de la montée en flèche des loyers à cause de la forte croissance de la demande. Les Syriens ont toujours occupé une place sur le marché du travail dans les deux pays et contribué à l'économie. L'aide internationale aux réfugiés et les loyers alimentent aussi considérablement les revenus locaux. Les réfugiés syriens deviennent en partie les boucs émissaires pour les problèmes locaux. Ils ne sont pas appréciés parce qu'ils reçoivent de l'aide ciblée à laquelle les communautés locales tout aussi pauvres n'ont pas accès.

Les autorités libanaises et jordaniennes (ainsi que les gouvernements étrangers donateurs et les ONG) ont tendance à mettre l'accent sur les questions immédiates et à moyen terme liées à l'aide humanitaire et aux coûts connexes. Toutefois, elles ont intérêt à s'arrêter davantage aux autres enjeux liés à la présence à long terme d'importantes populations de réfugiés, dont le nombre ne fera probablement que diminuer lentement même si un accord de paix mettant fin officiellement au conflit syrien est signé. En l'absence d'un accord négocié, on assistera probablement à une mobilisation politique et militaire des réfugiés, ce qui entraînera une polarisation et de sérieux problèmes de sécurité dans les pays hôtes. L'infiltration d'une vaste gamme de services de renseignement (syriens, locaux et autres) est très possible et ne fera qu'exacerber les problèmes en ajoutant une dimension régionale transfrontalière. Comme ce fut le cas en Palestine entre la première et la seconde Intifada, les enfants des réfugiés syriens actuels pourraient diriger la prochaine rébellion syrienne.

Conclusion

Le succès relatif du régime el-Assad et le déclin de l'opposition et de la rébellion armée contribuent à alléger les tensions au Liban, mais une nouvelle vague de manifestations contre la situation socioéconomique englobant l'ensemble du secteur public frappe de plus belle. En Jordanie, l'ampleur de la destruction en Syrie, la montée du djihadisme takfiri et l'incidence négative de l'afflux de réfugiés ont freiné les ardeurs du mouvement de protestation populaire, mais la réticence du monarque et de la vieille garde à apporter des réformes convaincantes mine la confiance dans le système même chez les loyalistes. Le Liban est plus fragile et plus vulnérable que la Jordanie, mais les deux pays font face à des tensions politiques croissantes. Si la rivalité entre l'Arabie saoudite et

l'Iran a contribué encore davantage à la paralysie politique dans les deux pays, d'autres acteurs de l'extérieur pourraient, par contre, favoriser la réconciliation politique et le consensus et accroître l'aide financière accordée au développement socioéconomique.

Retombées des problèmes non résolus en Irak : insurrection sunnite, séparatisme kurde et jeux de pouvoir des élites

Note d'édition : Cet article a été rédigé début mai 2014, avant la prise de territoire irakien, un mois plus tard, par l'État islamique en Irak et au Levant (EIIL). Il n'aborde donc pas cette situation.

Plus d'une décennie s'est écoulée depuis que l'Irak s'est affranchi du régime autoritaire de Saddam Hussein, et pourtant la situation dans le pays demeure très préoccupante, sur le plan de la sécurité du pays et de sa population, de la stabilité des processus politiques et des institutions et même de l'intégrité territoriale. La communauté internationale s'intéresse au plus haut point à l'effritement fulgurant du tissu sociopolitique de l'Irak et s'interroge sérieusement sur l'incidence que les tendances actuelles auront sur l'avenir du pays.

L'Irak est aux prises avec une panoplie de problèmes, mais trois se détachent du lot. Vu l'intérêt considérable qu'elle suscite, la flambée de violence au pays, et plus particulièrement dans les régions à majorité sunnite (les régions au nord et à l'ouest de Bagdad et les provinces d'Anbar, de Ninive, de Salaheddine et de Diyala) semble le plus important de ses problèmes. La violence est devenue quasi endémique, et elle est principalement le fait de l'État islamique en Irak et au Levant (EIIL). Ce groupe djihadiste a en effet démontré qu'il est désormais en mesure non seulement d'infliger dégâts et pertes au sein des institutions gouvernementales et des forces de sécurité irakiennes, mais aussi de s'emparer des principales villes et régions — et plus précisément la tristement célèbre ville de Falloujah — et d'y consolider son emprise.

Le deuxième problème en importance du fait du grand intérêt qu'il suscite est le conflit qui oppose, d'une part, le gouvernement régional du Kurdistan (GRK), qui administre la région autonome du Kurdistan irakien, et, d'autre part, le gouvernement d'Irak. Situés respectivement à Erbil et à Bagdad, ces deux pôles politiques représentent deux régions qui coexistent avec difficulté à l'intérieur des frontières. Or, ils représentent également deux visions politiques (État fédéral / État centralisé), préconisent deux modèles économiques d'exploitation des réserves gazières et pétrolières, se disputent des territoires situés dans un lieu stratégique au nord de Bagdad et au sud du territoire contrôlé par le GRK et proposent chacun de leur côté des notions de souveraineté qui menacent le discours de l'autre.

Même s'il attire moins l'attention que la montée en puissance de l'EIIL ou les machinations des Kurdes, le troisième problème en importance constitue selon toute vraisemblance la partie la plus serrée qui se joue sur cet échiquier politique complexe. En effet, la question de l'avenir du premier ministre Nouri al-Maliki influe grandement sur l'orientation politique future du pays. Aux yeux d'al-Maliki, préoccupé par son maintien en poste, la menace que faisait peser l'EIIL sur le pays avant juin 2014 et les aspirations d'autonomie ou de souveraineté des Kurdes passaient sans doute à l'arrière-plan. Même si l'EIIL, les politiciens arabes sunnites et les Kurdes mettent al-Maliki à l'épreuve, il est peu probable qu'ils puissent réellement entraîner son départ. En fait, seul son entourage, à savoir les membres de son propre parti, d'une coalition ou d'autres partis chiites, dispose du pouvoir nécessaire pour opérer un tel changement, que ce soit par la tenue d'élections ou au moyen d'une réorganisation interne. Ce sont d'ailleurs les enjeux qui se dégagent de ce cercle chiite qui préoccupent vraisemblablement le plus le premier ministre.

Trois grands thèmes sont abordés dans le présent article : (i) la dégradation de la situation sécuritaire et la flambée de violence interreligieuse; (ii) la dangereuse instabilité qui caractérise désormais la relation entre le GRK et le gouvernement d'Irak, et plus particulièrement les tentatives du GRK de développer un secteur gazier et pétrolier indépendant qui s'inscrivent dans sa démarche élargie de rapprochement avec la Turquie ainsi que (iii) le maintien en poste de Nouri al-Maliki et la cohésion future du milieu politique chiite dans un pays qui poursuivra sa mutation pendant un certain temps après les élections d'avril 2014.

(...) des groupes d'insurgés, tout particulièrement l'EIIL, ont profité des rapports difficiles entre al-Maliki et les Kurdes, de l'affaiblissement du pouvoir politique exercé dans les territoires contestés entre Bagdad et Erbil et de l'incapacité des élites politiques à s'entendre sur le statut de cette région pour y étendre leur sphère d'activités.

Ces problèmes conjugués créent un contexte propice à une plus grande déstabilisation en Irak. D'ailleurs, un examen rétrospectif des politiques du premier ministre al-Maliki met en lumière le caractère nettement sectaire de ses grandes orientations, qui font naître un sentiment de marginalisation et d'asservissement au sein des autres communautés, et notamment des Arabes sunnites. Les groupes de terroristes et d'insurgés peuvent alors profiter du terreau fertile ainsi créé pour y faire du recrutement et y exercer leurs activités. De même, des groupes d'insurgés, tout particulièrement l'EIIL, ont profité des rapports difficiles entre al-Maliki et les Kurdes, de

l'affaiblissement du pouvoir politique exercé dans les territoires contestés entre Bagdad et Erbil et de l'incapacité des élites politiques à s'entendre sur le statut de cette région pour y étendre leur sphère d'activités. Enfin, l'EIIL s'avère une organisation très efficace et durable : non seulement a-t-il tiré des leçons de son prédécesseur défait, l'État islamique en Irak / al-Qaida en Irak (EII/AQI), mais il a aussi adopté les mesures les plus efficaces que les États-Unis avaient mises en œuvre pour mater l'insurrection en 2007-2008. Désormais, l'EIIL mène ses activités et ses opérations au grand jour, tout comme une force militaire régulière, cherchant à s'emparer de territoires et à les administrer ainsi qu'à gagner l'appui des populations locales désabusées.

Pays déstabilisé

Le climat sécuritaire en Irak se dégrade depuis la fin de la guerre civile de 2006-2008 et le rythme de cette détérioration s'est accru peu à peu au fil des mois et des années. En clair, il n'existe plus dans le pays aujourd'hui les facteurs qui ont mené à ce dénouement : la présence de nombreuses troupes américaines et la volonté des commandants américains de recourir à la force pour combattre les insurgés sunnites (islamistes irakiens, djihadistes d'al-Qaïda ou nationalistes irakiens) jugés « intraitables »; la stratégie visant à inciter les insurgés irakiens à se dissocier des djihadistes d'al-Qaïda, à les intégrer dans des groupes locaux de maintien de la sécurité, aussi appelé Fils d'Irak ou mouvement du Réveil, puis à les utiliser contre les éléments d'al-Qaïda; la volonté apparente du gouvernement d'al-Maliki d'accepter la stratégie des États-Unis, c'est-à-dire de travailler avec les milices sunnites et de les intégrer dans les bureaux de sécurité de l'État après le retrait des forces américaines; et l'acceptation de la communauté arabe sunnite, traumatisée et épuisée, d'accepter les solutions de compromis malgré son incapacité à se tailler une place dans l'appareil étatique que ce soit au moyen du boycottage des élections, d'actes d'insurrection ou de sa participation aux élections.

Kurdes en Irak : suivre le destin ou le maîtriser

De bien des façons, l'Irak est désormais un pays divisé — officiellement d'ailleurs — entre les régions à majorité arabe, dirigées dans l'ensemble depuis Bagdad par les institutions du gouvernement d'Irak et les régions à majorité kurde (à l'exception notable des territoires contestés au sud de la région sous l'emprise du GRK), dirigées à partir de la capitale régionale de plus en plus animée d'Erbil. En mai 2014, les tensions entre Erbil et Bagdad, causées par une série de différends, sont devenues

monnaie courante dans la vie politique en Irak. Les différends sont attribuables à deux enjeux : l'exportation du pétrole et du gaz (de même que la plus grande susceptibilité liée à l'entente bilatérale conclue entre le GRK et la Turquie en novembre 2013) et l'allocation budgétaire attribuée par le gouvernement d'Irak au GRK. D'une part, Bagdad a décidé de limiter le budget du GRK en représailles aux politiques d'exploitation du pétrole et du gaz d'Erbil et, d'autre part, Erbil a choisi de poursuivre la mise en application de ses politiques pour assurer l'indépendance financière du Kurdistan par rapport à Bagdad. Ces deux enjeux s'insèrent par ailleurs dans un conflit de plus grande envergure qui, même s'il revêt un caractère symbolique, crée autant d'instabilité que la réalité des revenus et des finances. Il s'agit du degré de souveraineté exercé par le GRK sur ses activités, ainsi que des droits et des domaines de compétences du gouvernement d'Irak dans un système fédéral.

Élections, sectarisme et jeux de pouvoir des élites

Les élections nationales en Irak se sont déroulées le 30 avril 2014 dans un climat sécuritaire préoccupant du fait de l'intensification des activités de l'EIIL et de l'incapacité des forces irakiennes de sécuriser d'importantes régions dans les provinces d'Anbar, de Diyala et de Salahiddine. Les élections sont survenues à un moment où le milieu politique était très fragmenté, mais aussi unifié. La fragmentation s'est articulée autour des courants religieux et ethniques manifestes au sein de la communauté politique irakienne, composée de trois groupes : chiites, sunnites et kurdes. En outre, ces groupes ont eux aussi été aux prises avec d'importants conflits internes. Et pourtant, la quasi-totalité des partis politiques s'entendait sur un point important : le premier ministre al-Maliki ne pouvait demeurer au pouvoir.

Il faut donc s'attendre à un affrontement entre al-Maliki et ses opposants, ainsi qu'à une scission encore plus grande au sein de l'appareil gouvernemental causée par les jeux de pouvoir des élites. Très peu d'informations portent à croire que ces processus déboucheront sur des améliorations au chapitre de l'intégration, de la cohésion et de la sécurité. En fait, les tendances qui se dessinent laissent plutôt entrevoir l'augmentation de l'autonomie des Kurdes, l'accroissement de la mainmise des sunnites dans les provinces au nord et à l'ouest de Bagdad ainsi que l'intensification des luttes entre factions chiites. L'expansion de groupes comme l'EIIL et la progression jusqu'en Irak de l'instabilité qui règne en Syrie constituent une source de préoccupations particulières dans ce contexte. D'ailleurs, les puissances occidentales doivent

envisager cette évolution en tant que situation plus durable qu'éphémère.

Influence et stratégie des États-Unis

Les États-Unis traversent à l'heure actuelle une période de repli et de réorientation de leurs politiques à l'égard du Moyen-Orient, une période qui peut être qualifiée d'exercice de réajustement de leurs engagements et de leurs visées. L'administration Obama a maintes fois réitéré sa volonté d'éviter de nouveaux déploiements onéreux de troupes et d'intervenir par la voie diplomatique dans la recherche de solutions aux conflits de longue date. Ce réajustement tient lieu de réponse à l'échec de l'intervention militaire des États-Unis en Irak, aux contraintes réelles découlant de la crise financière mondiale et aux choix du public américain dans un état d'épuisement. Ce n'est pas dire que les États-Unis ne s'intéressent plus au Moyen-Orient ni qu'ils démantèlent leur architecture de sécurité. Ils n'ont pas non plus à défendre la place qu'ils occupent dans cette région, puisqu'aucune de leurs grandes rivales ne cherche à tirer profit de la situation; en effet, la Chine reste essentiellement sur son quant-à-soi et la Russie dissimule ses faiblesses réelles par son aventurisme. Néanmoins, les États-Unis ont profondément déconcerté leurs alliés dans la région en adoptant une position qui pourrait s'avérer intenable dans le contexte actuel d'instabilité.

L'administration Obama a exprimé sans équivoque son intention de procéder à un réajustement et a énoncé assez clairement sa stratégie en la matière. Au nombre des signes les plus manifestes de sa position figurent le retrait de plus de 100 000 militaires d'Irak et la cessation progressive de ses activités en Afghanistan, mais aussi sa décision de se dissocier de la lutte mondiale contre le terrorisme amorcée par l'administration Bush ainsi que son discours plus pondéré en matière de promotion de la démocratie et d'intervention dans la région. Consciente de ses pouvoirs limités, notamment quant à son influence sur les affaires internes des États du Moyen-Orient, l'administration Obama a adapté ses objectifs en conséquence. Il va de soi qu'elle cherche toujours, quoique par des moyens moins directs, à défendre ses intérêts fondamentaux. À cet égard, elle fait une plus large place aux frappes de drones et aux mesures antiterroristes conjointes locales. L'administration Obama a maintenu et même élargi son réseau de bases militaires dans le Golfe, et rien ne donne à penser qu'elle compte revenir aux niveaux excessivement bas antérieurs aux années 1990. Par ailleurs, elle a intensifié ses activités diplomatiques dans la région et elle s'investit pleinement dans le règlement, par la voie de négociations, du dossier nucléaire iranien, de la guerre civile en Syrie et (avec moins d'optimisme) du conflit israélo-palestinien.

Les soulèvements arabes ont donné lieu à une profonde remise en question de la stratégie des États-Unis au Moyen-Orient. Pendant les premiers jours des soulèvements, l'administration Obama avait clairement pris le parti des manifestants pour la démocratie. En mai 2011, le président Obama a prononcé devant le Département d'État une allocution — l'une des seules déclarations importantes qu'il a faites sur la politique américaine à l'égard des changements dans la région — dans laquelle il a aligné les objectifs américains sur les visées des mouvements de protestation et a parlé du caractère inévitable du changement. Et il a rappelé maintes fois que les Arabes étaient les principaux artisans de ces mouvements, pas les États-Unis. En adaptant sa réaction aux circonstances, le gouvernement américain a souvent donné une impression de manque de cohérence et de confusion, le plus choquant étant son acceptation de la répression du soulèvement à Bahreïn appuyée par le Conseil de coopération du Golfe (CCG). Par ailleurs, l'intervention militaire limitée en Libye aurait pu contribuer à réduire la tolérance dans la région à l'égard des répressions sanglantes, mais de tels espoirs ont été annihilés dans les champs de bataille de la Syrie et le chaos de l'après-Kadhafi en Libye.

Paradoxalement, les soulèvements arabes ont entraîné une réduction considérable des efforts faits par les États-Unis en vue de promouvoir la démocratie ou d'engager un dialogue constructif avec les populations arabes, une tendance qui se poursuivra vraisemblablement dans un avenir prévisible. En Égypte, les États-Unis ont agi avec une étonnante célérité dans le dossier de la démission de l'ancien président Hosni Moubarak, ont fortement encouragé la transition vers un modèle démocratique et, de mémoire, ne se sont jamais montrés aussi disposés à accepter la victoire électorale des islamistes. Le coup d'État du 3 juillet 2013, qui a vivement attisé le sentiment antiaméricain, est assimilable à un rejet sans équivoque de cette tentative de concilier politique et valeurs. Il y a fort à parier que, malgré sa réticence, Washington acceptera la restauration quasi complète de l'ancien régime en Égypte; d'ailleurs, très peu d'intervenants s'attendent à ce que la situation au pays se stabilise en conséquence et bon nombre s'inquiètent de l'effet de radicalisation pouvant résulter d'une répression massive. Washington s'estime échaudé par la vive hostilité à ses politiques en Égypte et par la déroute de la transition vers le modèle démocratique qu'il préconisait. En effet, l'attachement des décideurs américains au respect des droits de la personne en Égypte et à la démocratie est beaucoup plus profond que celui des Égyptiens, mais l'administration Obama semble disposée à revenir à des relations stratégiques. Les occasions de faire la promotion du modèle conventionnel de la

démocratie se font très rares au Moyen-Orient aujourd'hui, et on y observe un grand scepticisme à l'égard de la possibilité d'un changement réel dans la région, voire de l'opportunité d'une telle démarche.

Le refus de l'administration Obama d'intervenir directement en Syrie, malgré les pressions considérables dont elle a fait l'objet de la part de ses alliés dans la région et des élites américaines, constitue l'indice le plus révélateur de la nouvelle retenue des États-Unis. En effet, il s'agit de l'une des décisions en matière de politique étrangère qui a causé le plus grand étonnement et suscité, à plusieurs égards, le plus d'admiration au cours des dernières décennies. Clairement, du point de vue d'Obama (et à juste titre à mon sens), toute intervention même limitée en Syrie équivaut à déclencher l'engrenage dangereux pouvant mener au type de fiasco auquel a viré l'intervention en Irak. Le président américain a d'ailleurs écarté une panoplie de propositions visant à accroître la participation des États-Unis. Il n'est pas clair dans quelle mesure cette décision est le fait d'Obama en particulier, et dans quelle mesure elle a été dictée par les réalités de l'éparpillement et du repli des États-Unis. Le non-interventionnisme a la faveur du public, et peu d'analystes croient réellement à l'efficacité d'une intervention limitée. Pourtant, il est fort probable que les États-Unis seraient beaucoup plus impliqués dans le conflit en Syrie à l'heure actuelle s'il y avait aujourd'hui un autre occupant à la Maison-Blanche (McCain, Romney ou Hillary Clinton). Les atrocités perpétrées en Syrie, les effets déstabilisants de ce conflit sur les pays voisins et l'escalade de la menace djihadiste continueront de mettre à l'épreuve la volonté de l'administration Obama de se tenir à l'écart.

La progression rapide des islamistes sur l'échiquier politique et l'avancée des djihadistes entraînent sans conteste une remise en question fondamentale des politiques de l'administration Obama. Depuis l'assassinat d'Oussama Ben Laden et la fragilisation du noyau d'al-Qaïda, les mouvements djihadistes se sont adaptés de manière alarmante. Des groupes comme al-Qaïda dans la péninsule Arabique (AQPA) et divers groupuscules d'Ansar al-Charia ont pris racine, gouvernent un territoire et offrent des services de manière qu'on a longtemps cru hors de la portée des mouvements djihadistes. Le coup d'État en Égypte et la campagne menée dans la région contre les Frères musulmans — des mesures qui ont sérieusement discrédité les idées islamistes traditionnelles de participation à la vie démocratique et nuit à la cohésion de l'organisation — créent un terreau fertile de radicalisation. Aux yeux des États-Unis, le coup d'État a sonné le glas de la stratégie visant à faire participer les islamistes traditionnels au processus démocratique dans le but d'ériger un rempart contre les groupes plus radicaux. Or, après l'Irak dans les années 2000, c'est maintenant la Syrie qui constitue le centre

névralgique du djihad mondial, le théâtre où convergent de nombreux combattants étrangers et où affluent les fonds nécessaires aux opérations et les appuis politiques. On ignore si les frappes de drones, le soutien de leurs partenaires locaux et les mesures antiterroristes défensives permettront aux États-Unis de faire face aux enjeux régionaux en mutation rapide.

Ce sont précisément les possibilités d'une réorganisation au Moyen-Orient et d'un resserrement des liens avec l'Iran qui suscitent l'intérêt à Washington, mais qui font craindre le pire et provoquent la colère à Tel-Aviv et à Riyad.

À ce moment, il est permis de croire à la possibilité d'une issue plus heureuse des négociations avec l'Iran sur la question nucléaire que des deux autres processus diplomatiques d'importance. Les pourparlers de Genève sur la question de la Syrie font partie intégrante de toute solution politique qui sera nécessaire en dernière analyse. Or, la guerre civile pourrait perdurer pendant des années avant que les parties n'acceptent de conclure une telle entente. Quant aux pourparlers sur la question israélo-palestinienne désormais suspendus, ils semblaient voués à l'échec dès le départ, étant donné le manque d'intérêt de part et d'autre et l'absence de compromis acceptable en vue. Les pourparlers avec l'Iran continuent de progresser et font miroiter aux intervenants la possibilité d'une nouvelle relation stratégique durable. Toute entente sur la question nucléaire pourrait, il va de soi, ne constituer qu'une étape importante dans ce seul dossier. Toutefois, elle pourrait également ouvrir la voie à un rapprochement plus global, à un changement qui permettrait, selon les espoirs de certains, de mener à la stabilité en Irak et en Syrie, de freiner la montée du sectarisme, véritable fléau qui s'abat sur la région, et même de favoriser des avancées dans le dossier israélo-palestinien. Ce sont précisément les possibilités d'une réorganisation au Moyen-Orient et d'un resserrement des liens avec l'Iran qui suscitent l'intérêt à Washington, mais qui font craindre le pire et provoquent la colère à Tel-Aviv et à Riyad. En effet, la perspective d'une telle entente alarme réellement Israël et l'Arabie saoudite, pour qui la question nucléaire fait partie d'un vaste ensemble d'enjeux stratégiques.

Il convient de souligner tout particulièrement le mécontentement manifesté par les alliés des États-Unis au Moyen-Orient au cours des dernières années. L'architecture régionale s'était à bien des égards adaptée aux politiques plus vigoureuses et bellicistes de l'administration Bush. Les dirigeants arabes et israéliens se plaignaient peut-être des politiques des États-Unis, mais ils s'étaient habitués à la

stratégie typiquement américaine : affrontement avec l'Iran, priorité à l'antiterrorisme et inaction dans le conflit israélo-palestinien. Ces attentes ont servi d'assises à leurs réactions aux politiques américaines pendant le printemps arabe. Dans les États du Golfe et en Israël, la position du gouvernement américain vis-à-vis de l'Égypte, ses démarches diplomatiques auprès de l'Iran et son non-interventionnisme en Syrie ont été accueillis par les dirigeants avec perplexité et colère. Paradoxe surprenant, les pays et les élites arabes qui ont vivement critiqué l'intervention des États-Unis en Irak sont ceux qui critiquent aujourd'hui son absence d'intervention en Syrie. Or, fait plus étonnant, les alliés des Américains, et l'Arabie saoudite en particulier, ont ouvertement agi contre les principaux intérêts et politiques des États-Unis dans divers dossiers, et notamment celui de l'Égypte (où Riyad a donné son appui au coup d'État) et celui de la Syrie (où ces intervenants ont armé l'opposition et ont favorisé les mesures musclées). Ces problèmes d'alliances locales s'avéreront sans doute de portée limitée, notamment parce que les pays membres du Conseil de coopération du Golfe ne disposent d'aucune solution de rechange réelle en matière de sécurité et continuent de compter largement sur l'appui militaire des États-Unis. Il se pourrait que l'un des objectifs implicites soit de créer de nouvelles attentes et de modifier les comportements, puisque la politique de retenue favorise chez les pays de la région l'adoption d'attentes plus réalistes à l'égard des intentions et des moyens de Washington.

Paradoxe surprenant, les pays et les élites arabes qui ont vivement critiqué l'intervention des États-Unis en Irak sont ceux qui critiquent aujourd'hui son absence d'intervention en Syrie.

Il est plus exact de parler de réajustement que de repli pour caractériser la stratégie des États-Unis dans cette région du monde, du moins pour le moment. Cette stratégie est conciliable avec les moyens et les intérêts des États-Unis et cadre largement avec l'opinion publique dans ce pays. Aucune solution de rechange plus acceptable n'a été proposée, et il est probable que l'administration Obama poursuivra dans la foulée des efforts faits pour limiter l'intervention des États-Unis dans les conflits locaux tout en cherchant à dénouer l'impasse des négociations avec l'Iran sur la question nucléaire, seul enjeu fondamental à l'égard duquel les conditions semblent favoriser des progrès réels. Or, la vraie question est de savoir si cette stratégie de réajustement peut surnager dans le contexte de la crise persistante en Syrie, de l'avancée du djihadisme, de l'échec possible de la diplomatie en Iran, des transitions tumultueuses

dans les pays arabes et de l'élection d'un nouveau président américain en 2016.

Objectifs de la Russie au Moyen-Orient

La politique de la Russie à l'égard du Moyen-Orient n'a pas comme grand axe le Moyen-Orient, mais repose en fait sur des intérêts plus fondamentaux de portée mondiale, eurasienne et interne. C'est pourquoi certains pays de cette région et d'autres intervenants de l'extérieur y voient une politique opportuniste. Néanmoins, la Russie veille systématiquement et farouchement à ses intérêts, et elle ne prend pas à la légère les mesures pouvant y porter atteinte. Elle a établi des objectifs connexes, mais fermes, dans l'optique d'empêcher tout changement de régime parrainé par l'Occident, de contrer les mesures militaires contre l'Iran, de limiter le pouvoir d'Israël (mais aussi de l'influencer), d'asseoir sa domination en matière d'approvisionnement énergétique des pays d'Europe et d'Eurasie ainsi que de défaire les soi-disant liens entre Washington, les régimes wahhabites et les islamistes en Russie. (Contrairement à ses objectifs fermes, qui revêtent un caractère fondamental, son intérêt manifeste pour la vente d'armes n'est qu'accessoire.) Moscou tente d'élargir son influence non seulement pour ces raisons précises (vraisemblablement défensives également), mais aussi en tant que fin en soi. Quant aux conflits en Syrie et en Ukraine, leur issue aura une forte incidence sur l'influence et le prestige de la Russie au Moyen-Orient.

Dirigée par Vladimir Poutin, la Fédération de Russie est devenue un État résolument moderne qui adopte une attitude de méfiance, mais aussi de mépris à l'égard du postmodernisme et de la promotion des valeurs universelles au détriment du principe absolu de souveraineté de l'État et de la nation. En marge de sa présumée sphère d'influence dans l'ancienne Union soviétique, la Russie adhère rigoureusement au concept de la souveraineté westphalienne et établit une distinction nette entre les affaires intérieures et extérieures. En principe, elle cherche à justifier la création d'un monde multipolaire composé de divers ensembles de valeurs. Or, sa démarche, à ces égards et à d'autres, s'articule autour d'un esprit darwinien et d'une méthodologie léniniste. Aux yeux des protecteurs de la Russie, l'État doit exercer ses pouvoirs, exploiter les faiblesses et les clivages et privilégier les garanties solides plutôt que les principes intangibles de confiance ou,

Aux yeux des protecteurs de la Russie, l'État doit exercer ses pouvoirs, exploiter les faiblesses et les clivages et privilégier les garanties solides plutôt que les principes intangibles de confiance ou, selon la terminologie officielle de l'OTAN, les habitudes de coopération.

selon la terminologie officielle de l'OTAN, les habitudes de coopération.

Aujourd'hui comme à l'époque soviétique, la Russie interprète l'intérêt national à travers le prisme des intérêts du régime. Le grand objectif de la politique étrangère russe, s'il en est, vise la création d'un cadre international favorable au maintien de son système de gouvernance interne. En établissant un lien, en février 2011, entre le changement de régime parrainé par l'Occident en Libye et les « projets de l'Occident » pour la Russie, Dmitry Medvedev réitérait le discours tenu par la Russie pendant l'intervention de l'OTAN dans l'ancienne Yougoslavie, un parallèle dont l'origine remonte aux « révolutions de couleur » de 2003 et 2004. En 2011, la crainte viscérale qu'inspiraient à Moscou les « révolutions de couleur » en Eurasie s'est propagée au monde arabe et, en Ukraine aujourd'hui, il est tout autant question du printemps arabe que de la Révolution orange de la dernière décennie. (Fyodor Lukyanov, president du Conseil russe d'affaires étrangères et de defense « Ukraine has briefly become a Near Eastern country for us », novembre 2013.) Le 25 janvier 2014, à la suite de la réunion de préparation de la Russie à l'état de guerre [*perekhoda na usloviya voennogo vremeni*], le général de l'armée Valery Gerasimov a déclaré que l'état-major général relevait un lien systémique entre les méthodes de lutte armée en Syrie et en Ukraine.

Fait plus important encore est le facteur islamique en Russie aujourd'hui. Plus de 20 millions de citoyens russes sont de foi musulmane, une augmentation relative de 40 à 50 p. 100 par rapport à 1989. En juin 2009, le président Medvedev s'est exprimé en ces termes au Caire :

> L'islam est un élément inaliénable de l'histoire et de la culture russes... *Pourquoi la Russie chercherait-elle à établir des liens d'amitié avec le monde* musulman alors qu'elle représente en fait une composante de ce monde[11]. [soulignement ajouté]

La Russie se félicite de sa situation, mais le fait demeure que la composante musulmane « inaliénable » constitue pour ce pays une source de préoccupations. La raison première est d'ordre démographique. L'expert Alexei Malashenko du Centre Carnegie à Moscou, qui n'a rien d'un hystérique, estime que les musulmans deviendront majoritaires en Russie d'ici 50 ans, une progression peut-être sous-estimée. De l'avis général, les musulmans formeront sans doute la plus importante cohorte dans les forces armées d'ici 2020. Quant à la deuxième raison, elle touche la radicalisation de cette partie de la population, un phénomène aggravé par l'aliénation sociale et la vague montante de nationalisme russe au sein de la majorité slave. La

troisième se rapporte à l'internationalisation croissante des relations entre les musulmans en Russie et les États musulmans. Parmi les 8 000 mosquées au pays (quelque 300 en 1991), la moitié est financée, en tout ou en partie, par des sources en Turquie, en Iran et en Arabie saoudite. Pendant près de quinze ans, jusqu'à ce qu'un rapprochement s'opère entre les deux pays en 2003, Moscou considérait le Royaume d'Arabie saoudite comme le principal commanditaire du radicalisme islamiste en Tchétchénie et dans le Nord-Caucase. Le conflit en Syrie a rompu ce lien et a ravivé les craintes de la Russie au sujet des intentions des États musulmans à l'égard de ses régions frontalières et même de son territoire.

Intérêts internationaux, contexte régional

Ces facteurs révèlent certes des similitudes entre les orientations russes et soviétiques, mais ils ne représentent que les assises d'une conjoncture beaucoup plus complexe. La Russie ne joue plus la carte des deux pôles à l'égard du Moyen-Orient ni du jeu à somme nulle à l'égard de l'Occident. L'ennemi à combattre dans la région est l'extrémisme islamiste, pas l'Occident. Elle condamne ce qu'elle qualifie d'attitude « messianique » de l'Occident, mais elle s'attaque principalement au rôle de l'Occident, qui a fait d'énormes ravages à chacune de ses interventions et a ainsi ouvert la voie au pouvoir pour les islamistes radicaux.

Au Moyen-Orient, comme ailleurs, Moscou accepte volontiers de collaborer avec l'Occident, mais uniquement sur un pied d'égalité. En d'autres termes, la collaboration ne doit pas priver les parties d'avantages géopolitiques ni leur en procurer. Se sachant incapable de vaincre l'Occident ou de lui ravir sa place, la Russie tente plutôt de l'enfermer dans son cadre westphalien; en effet, elle veut être reconnue comme un acteur important dans la région et un partenaire indispensable doté d'influence, de connaissances solides et de sagesse. Enfin, s'étant affranchie des complexes hérités de l'ère soviétique, la Russie n'a aucune réticence à l'égard des « affaires ». Elle est décidée à nouer des liens avec l'Égypte et Israël (tout comme avec la Turquie) et refuse d'accepter qu'elle doive pour ce faire obtenir l'autorisation des États-Unis. De même, elle considère le rapprochement entre les États-Unis et l'Iran et l'acceptation par les États-Unis du régime actuel en Syrie comme des éléments favorables plutôt que contraires à ses intérêts. Au Moyen-Orient comme ailleurs, la Russie cherche à convaincre l'Occident de sa perte de monopole dans le contexte de la mondialisation, quoi qu'en dise le ministre des Affaires étrangères Sergey Lavrov. C'est pourquoi elle estime qu'une démarche coopérative exigerait

un plus grand effort d'adaptation de l'Occident que de sa part à elle et, partant, s'attend à de la résistance.

Politique régionale

Au milieu de 2011, au plus fort du printemps arabe, il était généralement admis en Occident que la Russie adoptait au Moyen-Orient une position qui la marginalisait et qu'en allant ainsi à contre-courant de son époque, elle s'exposait à la perte de ses acquis dans cette région. Trois ans plus tard, le contraire s'observe : la Russie jouit dans la région d'une influence plus grande qu'à tout autre moment depuis l'effondrement de l'Union soviétique. En fait, il n'est pas exagéré de dire que la Russie est la puissance externe la plus respectée dans la région.

Plutôt que de sonner le glas de son ascendance dans la région, comme d'aucuns le croyaient, le soulèvement contre Bachar el-Assad a en fait servi de tremplin de relance à la Russie ainsi que d'assise à une politique régionale qui a eu un fort retentissement du Nil à la mer Caspienne. Dans une certaine mesure, si un tel revirement s'est opéré, c'est que la Russie a su récupérer le mouvement, contrairement à d'autres intervenants. Or, ce revirement s'explique beaucoup plus par la manière disciplinée d'aborder les moyens et les fins, l'exercice adroit d'une influence limitée et la volonté de défendre ses principaux alliés et intérêts sans craindre les invectives et l'opprobre. Au sens clausewitzien, la Syrie est devenue le « centre de gravité » de la lutte visant à faire passer les islamistes à la défensive, à mater l'orgueil des Occidentaux, à redonner à l'Iran sa juste place dans la région et à rétablir la realpolitique comme fondement de la prudence et de la sagesse.

Des sympathisants du Kremlin se plaisaient à dire récemment que la Russie ne gagnait rien à maintenir el-Assad au pouvoir et qu'elle cherchait uniquement à faire obstacle à tout changement de régime imposé par l'extérieur. Une demi-vérité s'il en est, puisque la Russie s'est en fait opposée, s'agissant de la Syrie, à toute forme de changement de régime, qu'il s'opère de l'intérieur ou de l'extérieur. En 2011, elle a même fait obstacle à la formule proposée par le Yémen, suivant laquelle el-Assad céderait en principe le pouvoir à son vice-président[12]. Le Conseil national syrien (CNS) a certes tenté de rassurer la Russie sur la sécurité de ses investissements et de ses installations navales à Tartous, mais Moscou n'a ajouté aucune foi à ces assurances, aussi sincères soient-elles, étant donné que le Kremlin avait la conviction morale que les islamistes et non le CNS dirigeraient la Syrie dans l'après-Assad. Néanmoins, en étant ainsi campée sur sa position et en maintenant son soutien militaire à la Syrie, la Russie a accru le risque d'une intervention

militaire occidentale jusqu'à ce que, fait notoire, l'impasse se dénoue grâce à l'entente sur l'élimination des réserves d'armes chimiques de la Syrie qui est intervenue entre les États-Unis et la Russie le 14 septembre 2013.

Aux États-Unis, l'entente a effacé la « ligne rouge », a résolu l'impasse politique et a servi de rappel sévère à la réalité. Si les Américains n'étaient pas prêts à intervenir en Syrie, ils devaient alors collaborer avec la Russie. En Russie, l'important n'était pas les armes chimiques de la Syrie, d'une valeur purement instrumentale (comme l'a reconnu par inadvertance Lavrov, qui a déclaré devant le Club Valdaï qu'il serait souhaitable que toutes les armes « ou presque » soient éliminées), mais bien les États-Unis, qui ne présenteraient plus pour la Russie un aussi grand obstacle à la réalisation de ses objectifs.

L'objectif premier, et le plus urgent d'ailleurs, était d'éliminer la menace de guerre qui planait sur l'Iran, une menace que Moscou considérait, dès 2011, comme le prélude au déclenchement certain d'une guerre en 2012. Moscou a plutôt contribué à la réhabilitation du moins partielle de l'Iran. Malgré le changement de ton marqué depuis l'accession de Rouhani à la présidence en remplacement d'Ahmadinejad en juin 2013, il est peu probable que l'Iran et le P5 en seraient venus à établir le plan d'action conjoint le 24 novembre 2013 en l'absence d'une entente avec la Syrie sur l'élimination des armes chimiques. L'accord intervenu avec la Syrie a donné à Washington un motif de collaborer avec Moscou, l'accord conclu en novembre avec l'Iran tenant lieu de premier signe tangible de cette collaboration. Les modalités étaient défendables, et le sécretaire d'État américain John Kerry s'est montré à la hauteur. Or, la conclusion en tant que telle de cet accord a connu un retentissement dont la Russie a pu tirer profit, mais pas les États-Unis. Dans un premier temps, l'accord a eu pour effet d'envenimer les relations entre l'Arabie saoudite et les États-Unis, une situation qui ne risque pas de se redresser pendant la présidence d'Obama. Par ailleurs, elle a également ébranlé davantage la confiance déjà fragile d'Israël à l'égard de l'administration Obama, précarité aggravée par les déclarations de la Russie sur l'opportunité d'aborder la question des armes nucléaires israéliennes.

En outre, ce bouleversement de l'échiquier politique a amélioré quelque peu les liens unissant la Russie à l'Iran. S'agissant de la relation de son pays avec la Russie, le président Rouhani a fait le premier constat suivant : « il n'y a aucun signe de crise ni d'avancées »[13]. La Russie n'a jamais appuyé les visées nucléaires de l'Iran, mais elle ne s'y est pas vraiment opposée non plus, et elle n'a pas hésité à en tirer profit. Elle avait déjà obtenu ce dont elle avait le plus besoin de l'Iran : son appui

inconditionnel à l'endroit de leur allié mutuel, la Syrie, un glacis contre toute incursion des États-Unis et de l'OTAN, un contrepoids efficace à l'influence de l'Arabie saoudite et du djihadisme en Irak, dans le Golfe et en Afghanistan et, en particulier, une politique de non-intervention dans le sud du Caucase et en Asie centrale.

Qui plus est, en dépit du constat de Rouhani, la Russie a dénoué l'impasse qui l'opposait depuis 20 ans à l'Iran dans le dossier de la mer Caspienne. Le 22 avril 2014, Moscou a annoncé la signature par les cinq pays limitrophes de la Caspienne d'une convention sur l'indépendance. Dans ce contexte, le terme indépendance s'entend de l'exclusion des forces militaires non régionales et, implicitement, de toute influence extérieure. Selon Sergey Lavrov, l'exclusion vise tous les grands axes : questions de sécurité dans la Caspienne et établissement des exigences et des normes régissant la région. Elle s'ajoute à la fermeture récente par la Russie de l'accès à la mer d'Okhotsk. Nul ne sait si l'acceptation de cette composante essentielle de l'architecture de sécurité de la Russie (aussi étonnante de la part de l'Azerbaïdjan que de l'Iran) remplira les attentes de ce pays dans une région où les intervenants exploitent avec une agilité singulière les ambitions des grandes puissances.

Du point de vue de la Russie, trop de bonnes nouvelles visant l'Iran seraient de mauvais augure. Gazprom n'accueillerait pas favorablement le retour du secteur gazier de l'Iran sur le marché mondial.

Du point de vue de la Russie, trop de bonnes nouvelles visant l'Iran seraient de mauvais augure. Gazprom n'accueillerait pas favorablement le retour du secteur gazier de l'Iran sur le marché mondial. De l'avis de Moscou, le rapprochement limité avec l'Occident ne devrait pas déboucher sur une telle perspective, qui provoquerait un conflit ouvert entre les pays occidentaux, leurs alliés sunnites dans le Golfe et Israël. En fait, la Russie voudrait retirer de ce rapprochement une présence économique accrue en Iran, une influence grandissante sur la politique de l'Occident dans la région et des changements additionnels à l'architecture régionale.

À l'instar de la percée en Syrie, le contrat d'armes de deux milliards de dollars américains conclu entre la Russie et le nouveau régime militaire égyptien est le résultat d'une maladresse discutable de la part des États-Unis. Les États sunnites du Golfe ont réagi avec célérité et ont appuyé sans réserve la nomination du président par intérim, le maréchal al-Sissi, tandis qu'aux États-Unis, la réaction a été incohérente

et discordante. Résultat : la Russie approvisionnera désormais l'Égypte en armes (dont certaines armes de pointe), avec le soutien financier de l'Arabie saoudite, du Koweït et des Émirats arabes unis. Il est notoire de part et d'autre que de telles ententes ont une portée qui dépasse la simple vente d'armes. En effet, elles visent également les forces militaires, et changer les orientations de l'appareil militaire égyptien pour la deuxième fois en quarante ans dépasse sans doute les moyens et même les visées de la Russie. Toutefois, les relations avantageuses qui bouleversent les certitudes hégémoniques sont constructives en soi, même si elles ne permettent que des avancées limitées. Moscou ne se formalise nullement de ces complexités ni de la possibilité plutôt paradoxale d'un rapprochement avec un régime sunnite hostile à l'Iran. Selon ses dires, il est disposé à nouer des liens de collaboration pragmatique et surtout laïque, que ce soit avec le régime sunnite ou chiite. Voilà qui constitue une autre demi-vérité, puisque le régime iranien n'est pas laïque, même s'il est désormais pragmatique. La vérité absolue, c'est que la Russie acceptera de collaborer avec tout État de la région qui ne représente pas pour elle une menace et qui n'est pas un agent de l'Occident.

Il peut être soutenu qu'Israël fait exception à ce dernier élément de la règle, mais ses convergences et ses liens de dépendance ne sont plus aussi évidents que par le passé. La Russie tente maintenant d'accroître son influence sur Israël, mais aussi d'améliorer sa collaboration avec cet État. Les deux pays entretiennent en fait une relation fort différente aujourd'hui par rapport à celle de l'ère soviétique. Les tensions et les possibilités qui lui sont propres découlent de l'action conjuguée de facteurs étatiques et transnationaux. Les émigrés russophones qui vivent en Israël, un groupe qui représente environ 20 p. 100 de la population (le nombre d'Ukrainiens n'étant pas négligeable) constituent le facteur transnational. À l'ère soviétique, ces émigrés étaient des réfugiés opposés au régime. Aujourd'hui, il s'agit d'un groupe très diversifié, une clientèle attirée par la perspective de meilleures relations. Aux yeux des idéologues du Kremlin, cette population fait partie intégrante d'une Russie « élargie » ou *russkiy mir*, le terme utilisé pour désigner la sphère légitime d'influence culturelle et politique de la Russie à l'étranger. Par ailleurs, les citoyens juifs de la Fédération de Russie intéressent intrinsèquement Israël et fournissent ainsi au Kremlin et à ses alliés au sein d'organismes « civils » et à la Douma un avantage qui doit, sans contredit, être utilisé — et l'est à l'occasion — avec circonspection. Les liens d'affaires, qui s'étendent notamment au secteur énergétique, sont limités mais difficiles, en raison de l'intervention de l'État dans les affaires

commerciales en Russie et de la présence de certains professionnels du renseignement dans des entreprises russes à l'étranger.

Le volet interétatique a également évolué. La Russie a forgé une alliance de fait avec l'Iran, mais elle souhaite également asseoir son influence au Liban et nouer des liens avec le Hezbollah, une organisation terroriste aux yeux d'Israël, mais pas de la Russie. Pourtant, la Russie considère Israël comme un allié, putatif et réel, dans sa lutte contre le djihadisme. Elle veut libéraliser les échanges (ce que souhaite également Israël), elle s'intéresse vivement à la technologie développée en Israël et elle souhaiterait la rupture de la relation exclusive d'Israël avec les États-Unis en matière de renseignement. De son côté, animé par l'érosion de sa confiance en Washington, Israël s'emploie à créer une architecture régionale et mondiale en matière de sécurité qui englobe l'Arabie saoudite, l'Égypte et la Jordanie, mais aussi la Russie. Le ministre israélien des Affaires étrangères incarne le mouvement favorable à la Russie, un phénomène assez répandu, mais un autre mouvement y fait contrepoids, et cette situation perdurera vraisemblablement. Pour ne pas porter atteinte aux intérêts de la Russie, Israël a cessé d'approvisionner la Géorgie en armes en 2008, et il s'est abstenu lors du vote de la résolution sur la Crimée à l'Assemblée générale des Nations Unies tenu le 27 mars 2014.

Répercussions de l'annexion de la Crimée

Bon nombre des pays occidentaux estimaient, au moment du déclenchement de l'intervention militaire en Crimée, que la Russie s'engageait dans une démarche inconsidérée. Il n'est toutefois pas certain que cet avis était partagé par les pays du Moyen-Orient. La Russie est alors devenue, du jour au lendemain, la principale puissance navale dans la mer Noire, désormais libre des contraintes imposées par l'accord qu'elle a conclu en 1997 avec l'Ukraine relatif au déploiement de troupes dans la région, à la modernisation des installations et aux activités pouvant y être menées. Du coup, elle est devenue l'arbitre de fait des activités de développement des ressources énergétiques dans la mer Noire. L'Iran et les pays limitrophes de la Caspienne estiment que la puissance de la Russie s'est accrue. Le moins qu'on puisse dire, c'est qu'Israël a parlé avec circonspection de la situation. En plus de son abstention de fait dans le dossier de la Crimée, le gouvernement israélien a refusé d'accueillir une délégation de Juifs, ayant participé aux manifestations sur la place Maïdan, qui est arrivée de Kiev en février 2014. S'agissant de la crise en Ukraine, la prudence s'impose. Or, le Moyen-Orient pourrait être frappé aussi durement que l'Europe par le

contrecoup de cette crise. Avant la montée en puissance de l'Ukraine, la Turquie et la Russie étaient les deux seuls pays qui se disputaient le pouvoir dans la mer Noire; il en est de même de nouveau. Les liens tatars, ottomans et turcs sont solides, et les réactions outrées à l'égard des agissements de la Russie se multiplient. Il n'est pas certain à l'heure actuelle de quelle manière ce mécontentement s'exprimera. Chose certaine, Ankara tiendra à procéder à une réévaluation en profondeur de ses relations avec la Russie, des relations qui n'avaient de cesse de s'améliorer depuis vingt ans. Il en va de même des alliés de la Turquie membres de l'OTAN. Il sera d'ailleurs intéressant de voir si l'esprit et les habitudes de collaboration renaîtront dans cette région du monde.

La politique d'équilibre de la Chine dans le Golfe

Dans ses relations internationales, le gouvernement chinois cherche d'instinct à appliquer une politique d'équilibre, un exercice qui s'avère de plus en plus périlleux au Moyen-Orient.

Depuis qu'elle est devenue importatrice nette de brut il y a deux décennies, la Chine accroît sans cesse sa dépendance énergétique à l'égard des pays producteurs de pétrole dans le Golfe, une région du monde qui est souvent plongée dans l'instabilité et sur laquelle Beijing n'a qu'une influence limitée. Ainsi, sa croissance économique — et la stabilité politique interne favorisée par cette croissance — est tributaire de ses importations de ressources énergétiques. Pour sécuriser son approvisionnement énergétique, elle doit s'en remettre à la bonne volonté des États-Unis, un pays qu'elle considère souvent comme son principal ennemi en devenir. Du fait de sa dépendance énergétique à l'égard du Moyen-Orient, elle s'expose aux contrecoups des soulèvements régionaux, mais aussi de toute intervention des États-Unis.

La Chine a certes tenté de diversifier ses sources d'approvisionnement en pétrole, notamment en s'intéressant tout particulièrement à l'Afrique. Elle a également envisagé le recours à des combustibles autres que le pétrole et le gaz, à savoir le charbon et l'énergie nucléaire. Toutefois, la forte progression de la demande, poussée notamment par la croissance de son parc automobile, fera assurément croître la dépendance énergétique de ce pays au cours des prochaines décennies. Le pétrole, soulignons-le, ne manque pas dans le Golfe; d'ailleurs, 20 p. 100 des importations chinoises de brut proviennent de l'Arabie saoudite.

Les États du Golfe désireux de s'allier à la Chine souhaitent voir ce pays, mû par sa dépendance énergétique, s'investir autrement dans la région. Pour certains, des liens plus solides avec la Chine s'ajouteront à leurs bonnes relations avec les États-Unis, alors que pour d'autres, ces liens serviront à faire contrepoids au pouvoir américain. La Chine a pris grand soin d'établir des relations avec tous les intervenants.

Pourtant, Beijing a aussi tenté de garder ses distances. En effet, la Chine demeure prudente, même si l'Iran, l'Irak et les pays du Conseil de coopération du Golfe (CCG) cherchent tous à nouer des liens plus solides avec elle et que bon nombre d'entre eux ambitionnent de la voir occuper une plus grande place au Moyen-Orient. En fait, elle se méfie de la rivalité qui existe entre l'Iran et le CCG et surveille de près les États-Unis, tout en veillant à ne pas s'enliser dans cette dynamique régionale. Étant donné

ses besoins énergétiques en progression et l'évolution incertaine du rôle des États-Unis sur la scène internationale, elle pourrait avoir de plus en plus de mal à atteindre l'équilibre voulu.

La Chine et le CCG

Vu les tendances mondiales, les producteurs de pétrole dans le Golfe souhaitent à juste titre que la Chine s'investisse davantage dans le Moyen-Orient. Dans une certaine mesure, leur intérêt pour ce pays découle de l'incertitude au sujet des intentions des États-Unis, qui manifestent des signes évidents d'épuisement provoqué par leur rôle dans la région pendant des décennies. Selon toute apparence, les États-Unis et la Chine ont adopté à l'égard de la région des points de vue fort différents : Washington a parlé de l'importance de favoriser l'indépendance énergétique et de mettre fin à la dépendance à l'égard du pétrole produit au Moyen-Orient — des propos qui suscitent l'inquiétude au sein des instances dirigeantes dans le Golfe —, tandis que Beijing a plaidé en faveur de l'interdépendance énergétique, de la sécurité énergétique et de partenariats stratégiques[14] — des propos qui ont plutôt pour effet de les rassurer.

Les pays du Golfe ne s'intéressent pas à la Chine uniquement pour cette raison. Le retour à des pratiques autoritaires de gouvernance pourrait également favoriser l'établissement de liens entre la Chine et les pays du CCG. En effet, de part et d'autre, il est important d'assurer la stabilité interne et d'éviter les contrecoups des soulèvements du printemps arabe. De plus, de l'avis de certains, des gouvernements arabes du Golfe s'intéressent en fait au modèle chinois qui conjugue croissance et stabilité politique.

Enfin, de nombreux pays du Golfe croient que la Chine est la voie de l'avenir, qu'elle est une puissance émergente qui importera leur pétrole pendant des décennies à venir. De plus, certains estiment que leurs relations avec les États-Unis se refroidiront assurément, tandis que leurs relations avec la Chine s'intensifieront vraisemblablement.

La Chine et l'Iran

À l'instar des pays du CCG, l'Iran aspire également à une collaboration accrue de la Chine avec le Moyen-Orient en général, mais avec lui en particulier. Malgré l'importance qu'elles revêtent, les relations entre ces deux pays sont celles dans la région qui donnent le plus de fil à retordre à la Chine. Les deux pays partagent de nombreux intérêts et pourtant, aux

yeux de Beijing, Téhéran représente aussi une menace pour ses intérêts. D'ailleurs, la dépendance de l'Iran envers la Chine ne cesse de croître, mais elle n'est pas réciproque.

Les deux pays entretiennent des liens forts. Chacun de ces anciens empires, dont le passé commun date de plus de mille ans, se considère comme une civilisation tout autant qu'un pays. Convaincus que l'ordre international compte limiter injustement leurs activités, ils cherchent à établir un nouvel ordre qui leur permettrait de se tailler la place qui leur revient dans le monde[15]. Dans le contexte actuel, l'Iran constitue une importante source d'approvisionnement énergétique pour la Chine ainsi qu'une influence qui détourne l'intérêt des États-Unis de ses activités dans d'autres régions, et notamment l'Asie-Pacifique.

La Chine retire deux avantages importants de ses liens énergétiques avec l'Iran. Le premier est d'ordre économique. Depuis une dizaine d'années, la part iranienne des importations pétrolières chinoises est relativement stable. En effet, elle oscille entre 9 et 14 p. 100, se situant récemment plus souvent au bas de cette échelle. Or, étant donné le déclin général de ses exportations, l'Iran observe une montée en flèche de ses exportations pétrolières vers la Chine, qui sont passées de 5 à 25 p. 100[16]. Lorsque les sanctions internationales font reculer la demande de pétrole iranien, la Chine peut obtenir ce brut à rabais. Du fait de sa taille, elle ne se sent pas visée par la menace de sanctions américaines, et elle ne se sent pas vraiment contrainte de subordonner ses propres intérêts à la stratégie des États-Unis. La Chine estime tout à fait normal de se soustraire aux sanctions — tout particulièrement si elles n'ont pas été imposées par les Nations Unies — qu'elle voit généralement d'un mauvais œil.

La Chine estime tout à fait normal de se soustraire aux sanctions — tout particulièrement si elles n'ont pas été imposées par les Nations Unies — qu'elle voit généralement d'un mauvais œil.

Deuxièmement, l'Iran lui sert de rempart contre l'influence des États-Unis. En d'autres termes, en cas de conflit avec les États-Unis, il est dans l'intérêt de la Chine d'entretenir des relations énergétiques hors de la portée des États-Unis. Les stratèges chinois continuent de dire tout haut leurs craintes d'un éventuel conflit sino-américain dans le dossier de Taïwan, malgré l'évolution favorable de la relation entre la Chine et Taïwan, ajoutant que les États-Unis ne tarderaient pas alors à interrompre l'approvisionnement en pétrole de leur pays.

Néanmoins, dans ses relations avec l'Iran, la Chine agit avec circonspection, et ce, pour plusieurs motifs. Mentionnons tout d'abord l'isolement de l'Iran par rapport à de nombreux pays, et plus particulièrement les États-Unis. Cela étant, les relations sino-iraniennes font l'objet d'un examen attentif et expose du coup la Chine à des inconvénients qu'elle préférerait éviter. Le vice-président de l'Institut chinois d'études internationales a fait la déclaration suivante à un chercheur arabe : « Les États-Unis ne semblent jamais se plaindre des liens que la Chine entretient avec l'Arabie saoudite, mais ils critiquent les relations de la Chine avec l'Iran[17]. » Un universitaire iranien expose avec justesse le problème du point de vue chinois, lorsqu'il affirme que les échanges de la Chine avec l'Iran s'élèvent à 22 milliards de dollars américains, une somme impressionnante qui ne représente toutefois que le quarantième des échanges de la Chine avec ses trois principaux partenaires commerciaux, à savoir les États-Unis, l'Union européenne et le Japon[18]. Sur le plan stratégique, la Chine doit bien gérer ses relations avec ces pays. En outre, l'Iran n'a pas démontré qu'il était un fournisseur fiable. Contrairement aux dirigeants du CCG, attentifs aux fluctuations de la demande et aux préoccupations des clients, l'Iran choisit plutôt de menacer la stabilité de l'approvisionnement pour contrer les attaques, tout en gérant une production réelle déclinante.

Conclusion

La Chine jouera presque assurément un plus grand rôle au Moyen-Orient au cours des décennies à venir. Or, il est probable qu'elle assumera ce rôle avec lenteur et circonspection de manière à ne pas nuire à ses relations bilatérales, même s'ils sont nombreux de part et d'autre à vouloir qu'elle accélère le rythme. Un éminent universitaire chinois a très bien expliqué à un chercheur arabe les particularités de la politique d'équilibre de la Chine : « Ce serait la fin du monde, a-t-il déclaré, si la Chine devait choisir entre les États-Unis, l'Arabie saoudite et l'Iran[19]. » Il demeure que les pays du Golfe voient la Chine comme un levier à utiliser l'un contre l'autre et dans leurs relations avec les États-Unis, indépendamment de la perspective de la Chine.

La Chine ne pourra pas se soustraire aux décisions difficiles dans le contexte des relations régionales conflictuelles. La raison est simple : la dépendance énergétique de la Chine à l'égard du Moyen-Orient progressera inévitablement au cours des prochaines décennies. Certains parlent d'un pic possible de la production énergétique chinoise. Pourtant, la Chine fait des efforts limités pour développer ses ressources énergétiques internes, mais elle se heurte à de nombreux obstacles

techniques, et plus particulièrement la pénurie d'eau essentielle à la production de pétrole et de gaz non conventionnels[20]. Les avancées technologiques futures pourraient certes éliminer cet obstacle, mais il demeure impossible de les prédire ou de les garantir. Et même si elles devaient se concrétiser, elles ne suffiraient sans doute pas. Il faudrait des décennies pour passer du pétrole au gaz et à d'autres sources d'énergie. Qui plus est, la transition vers le gaz naturel comme carburant de transport ne permettrait à la Chine que d'exercer un certain contrôle sur les prix au pays. C'est plutôt par le Moyen-Orient que passe désormais la sécurisation de l'approvisionnement énergétique de ce pays.

Aux yeux de la Chine, le Moyen-Orient est une région complexe ravagée par les conflits, et ses relations avec les pays de cette région font l'objet d'un examen attentif non voulu. Cette dynamique difficile ressort manifestement de l'attitude hardie mais frileuse de la Chine envers l'Iran et de son alliance stratégique mais sous-développée avec l'Arabie saoudite. La Chine doit se rendre à l'évidence : elle exerce une influence grandissante dans la région, et ses actions — ou son inaction — contribueront à dessiner l'avenir du Moyen-Orient. Elle devra continuer de chercher le bon équilibre au Moyen-Orient, une tâche qui se compliquera sans cesse.

Notes

[1] Dans le Sinaï, la plupart des hommes possèdent leurs propres armes, comme le veut la culture tribale, patriarcale.

[2] Voir Human Rights Watch, « Egypt: Mass Arrests and Torture in Sinai », vol. 17, n° 3 (février 2005), http://www.hrw.org/sites/default/files/reports/egypt0205.pdf.

[3] « Ex-minister suspected behind Alex church bombing », *Al-Arabiyya*, 7 février 2011, http://www.alarabiya.net/articles/2011/02/07/136723.html.

[4] John Esposito, *Islam and Secularism in the Middle East*, New York, NYU Press, 2000, p. 2.

[5] Charles D. Smith, « Secularism », dans John Esposito, *The Oxford Encyclopedia of the Modern Islamic World*, vol. 4, New York, Oxford University Press, 1995, p. 21.

[6] Op. cit., John Esposito, p. 13.

[7] « Going the Distance: on and off the road with Barack Obama », *The New Yorker*, 27 janvier 2014, http://www.newyorker.com/reporting/2014/01/27/140127fa_fact_remnick?currentPage=all.

[8] Tom Joscelyn, « Al-Qaeda's Expansion in Egypt », Hearing before the House Committee on Homeland Security, Subcommittee on Counterterrorism and Intelligence, 11 février 2014, http://docs.house.gov/meetings/HM/HM05/20140211/101734/HHRG-113-HM05-Wstate-JoscelynT-20140211.pdf.

[9] Avant 2008, al-Qaïda avait des réseaux en Extrême-Orient (Indonésie et Philippines), en Afghanistan, au Pakistan, en Afrique de l'Est (al-Chabaab), en Irak, au Maghreb islamique (Algérie) et en Europe. Depuis 2008, al-Qaïda a étendu sa présence au Soudan (al-Qaïda au pays des deux Nils), en Tunisie (Ansar al-Charia), au Liban, en Libye, au Mali, en Mauritanie, au Niger et au Nigéria (AQMI), en Syrie (Front al-Nosra et groupes affiliés) et en Amérique du Nord (p. ex. le complot d'attentat à la bombe de 2009 contre le métro de New York et le complot de 2013 visant la perpétration d'un attentat contre des trains au Canada).

[10] "Can we declare the war on al Qaeda over?" Foreign Policy, 27 juin 2012, http://shadow.foreignpolicy.com/posts/2012/06/27/can_we_declare_the_war_on_al_qaeda_over.

[11] « Speech at Meeting of the Permanent Representatives of the League of Arab States », Administration présidentielle de Russie, 23 juin 2009, http://eng.kremlin.ru/transcripts/10229.

[12] « Russia and the Arab Spring », Middle East Institute, Washington D.C., 3 avril 2012, http://www.mei.edu/content/russia-and-arab-spring.

[13] « Russia Considers Saudi Angle in Syria », *Al-Monitor*, 5 août 2013, http://www.al-monitor.com/pulse/originals/2013/08/russia-benefit-syria-policy-iran.html#.

[14] Khalid R Al-Rodhan, « China's Strategic Posture in the Gulf, 1980-2010 », thèse de doctorat, Girton College, Cambridge University, 2011, p. 250.

[15] Selon un auteur, bien que « révisionnistes », les deux pays ont adopté des positions contradictoires en ce sens que l'Iran, révisionniste révolutionnaire, cherche à renverser l'ordre international établi, alors que la Chine, révisionniste réformiste, cherche à se tailler une meilleure place dans l'ordre établi. Voir Mohsen Shariantnia, « Iran-China Relations: An overview of critical factors », *Iranian Review of Foreign Affairs*, 2011, vol. 1, n° 4, p. 64.

[16] Marybeth Davis, et al., « China-Iran: A Limited Partnership », présenté à la *US-China Economic and Security Review Commission*, Arlington, VA, CENTRA Technology, 2012, p. 19.

[17] *Op. cit.*, Mohsen Shariantnia, p. 75.

[18] *Ibid.*

[19] *Op. cit.*, Khalid R Al-Rodhan, p. 115.

[20] « China set to triple unconventional gas supply amid price rise », Bloomberg, 16 juillet 2013, http://www.bloomberg.com/news/2013-07-16/china-set-to-triple-unconventional-gas-supply-amid-price-rise.html.